

Le Monde

L'égoïsme et l'amour

AMÉRIQUES

M. Haig refuse d'exclure l'hypothèse d'une intervention directe ou indirecte en Amérique centrale

Le secrétaire d'Etat américain, Alexander Haig, a déclaré, le 12 novembre, à Washington, devant la commission des affaires étrangères du Sénat, que le gouvernement américain ne s'opposait pas à une intervention directe ou indirecte en Amérique centrale. Il a déclaré que le gouvernement américain ne s'opposait pas à une intervention directe ou indirecte en Amérique centrale. Il a déclaré que le gouvernement américain ne s'opposait pas à une intervention directe ou indirecte en Amérique centrale.

Appréhension dans les capitales de la région

De notre envoyé spécial
Lima. — La majorité des pays latino-américains se sont montrés plus hostiles à toute éventuelle intervention des Etats-Unis en Amérique centrale que dans les Caraïbes. En 1985, le gouvernement Johnson avait refusé de faire cautionner par l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) une intervention armée massive des Etats-Unis en République dominicaine et à l'appel à des troupes d'appoint, en particulier brésiliennes. Il semble exclu que l'administration Reagan puisse compter sur le même terre d'appui qu'il y avait en Nicaragua ou à Cuba. Même des pays comme la Venezuela ou la Colombie, qui ont soutenu des tentatives plus ou moins sérieuses avec le gouvernement de la Havane, sont fermement attachés au principe de la non-intervention dans les affaires des autres Etats. Le rappel de ce principe explique que le Pérou et le Brésil ont exprimé des réserves quant à l'opportunité de la déclaration conjointe franco-mexicaine sur Salvador, alors qu'ils n'ont pas condamné pas formellement le fond.

Les dirigeants de Lima estiment que l'hypothèse d'une action directe ou indirecte contre Cuba « gagne chaque jour du terrain ». Le Pérou, le Mexique, sans en parler, admettent que le « volonte politique » de mettre en place en pratique n'est pas encore certain.

Ce point de vue n'est pas isolé. A Brasilia, le ministre des affaires étrangères, M. Sarney Cavero, a déclaré que la solution des crises

en Amérique centrale doit être trouvée par les pays latino-américains et politiques. A Bogota, le chancelier Carlos Lemos a lancé un appel contre « le monstre de la guerre civile » et a dénoncé comme une « arme chimique » la menace de la guerre civile. A tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, A Caracas, le ministre des affaires étrangères, M. Zambrano, a réaffirmé le « respect absolu du principe de non-intervention ». Il a estimé que les conflits entre grandes puissances ne devaient pas se transférer en Amérique centrale.

Le Brésil prend ses distances
Des prises de position sont significatives. Le Brésil des militaires a longtemps été l'un des plus fermes soutiens de la politique de l'administration de Washington. Il a pris ses distances à mesure qu'il s'engageait dans une ouverture politique devant permettre le retour à un régime plus libéral. En 1982, La Colombie a dénoncé, à plusieurs reprises, ces derniers mois, la « menace » de la guerre civile. A Caracas, le ministre des affaires étrangères, M. Zambrano, a réaffirmé le « respect absolu du principe de non-intervention ». Il a estimé que les conflits entre grandes puissances ne devaient pas se transférer en Amérique centrale.

Le Brésil prend ses distances
Des prises de position sont significatives. Le Brésil des militaires a longtemps été l'un des plus fermes soutiens de la politique de l'administration de Washington. Il a pris ses distances à mesure qu'il s'engageait dans une ouverture politique devant permettre le retour à un régime plus libéral. En 1982, La Colombie a dénoncé, à plusieurs reprises, ces derniers mois, la « menace » de la guerre civile. A Caracas, le ministre des affaires étrangères, M. Zambrano, a réaffirmé le « respect absolu du principe de non-intervention ». Il a estimé que les conflits entre grandes puissances ne devaient pas se transférer en Amérique centrale.

Le Brésil prend ses distances
Des prises de position sont significatives. Le Brésil des militaires a longtemps été l'un des plus fermes soutiens de la politique de l'administration de Washington. Il a pris ses distances à mesure qu'il s'engageait dans une ouverture politique devant permettre le retour à un régime plus libéral. En 1982, La Colombie a dénoncé, à plusieurs reprises, ces derniers mois, la « menace » de la guerre civile. A Caracas, le ministre des affaires étrangères, M. Zambrano, a réaffirmé le « respect absolu du principe de non-intervention ». Il a estimé que les conflits entre grandes puissances ne devaient pas se transférer en Amérique centrale.

Le Brésil prend ses distances
Des prises de position sont significatives. Le Brésil des militaires a longtemps été l'un des plus fermes soutiens de la politique de l'administration de Washington. Il a pris ses distances à mesure qu'il s'engageait dans une ouverture politique devant permettre le retour à un régime plus libéral. En 1982, La Colombie a dénoncé, à plusieurs reprises, ces derniers mois, la « menace » de la guerre civile. A Caracas, le ministre des affaires étrangères, M. Zambrano, a réaffirmé le « respect absolu du principe de non-intervention ». Il a estimé que les conflits entre grandes puissances ne devaient pas se transférer en Amérique centrale.

EUROPE

Danemark

Des élections législatives anticipées auront lieu le 8 décembre

De notre correspondant
Copenhague. — Des élections législatives anticipées ont été convoquées pour le 8 décembre. Le premier ministre, Poul Hartog, a déclaré que le gouvernement danois ne pouvait pas attendre plus longtemps. Le projet de loi visant à contraindre les compagnies d'assurance à investir une partie de leurs revenus à l'étranger a été rejeté par le Parlement. Le premier ministre a déclaré que le gouvernement danois ne pouvait pas attendre plus longtemps. Le projet de loi visant à contraindre les compagnies d'assurance à investir une partie de leurs revenus à l'étranger a été rejeté par le Parlement.

Grande-Bretagne

M. Michael Foot, leader du parti travailliste est contraint d'engager une épreuve de force avec M. Benn

De notre correspondant
Londres. — Deux mois après son congrès de Brighton, où il a vu la courbe victorieuse des socialistes, le parti travailliste est contraint d'engager une épreuve de force avec M. Benn. Le leader du parti travailliste, Michael Foot, a déclaré que le parti travailliste est contraint d'engager une épreuve de force avec M. Benn. Le leader du parti travailliste, Michael Foot, a déclaré que le parti travailliste est contraint d'engager une épreuve de force avec M. Benn.

DANIEL VERNET.

Italie

Organisée pour protester contre des licenciements décidés par le groupe Rizzoli-Corriere della Sera

De notre correspondant
Rome. — Par conséquent, selon le journal italien, il y aura une manifestation le 12 novembre, et les bulletins radiodiffusés sont réduits au minimum. Les syndicats ont décidé de mener une action de grève. Les syndicats ont décidé de mener une action de grève. Les syndicats ont décidé de mener une action de grève.

R.F.A.

LE GOUVERNEMENT ANNONCE UNE SÉRIE DE MESURES VISANT À RÉDUIRE L'IMMIGRATION

De notre correspondant
Bonn. — La R.F.A. n'est pas un pays d'immigration. C'est une terre d'accueil pour les réfugiés. Le gouvernement a annoncé une série de mesures visant à réduire l'immigration. Le gouvernement a annoncé une série de mesures visant à réduire l'immigration. Le gouvernement a annoncé une série de mesures visant à réduire l'immigration.

le ski c'est direct avec AIRALPES PARIS CHAMBERY

BERTRAND DE LA GRANGE.

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30
16, rue de Talley 75019 Paris

UN LIEU PRIVILÉGIÉ
POUR LES AMOUREUX DE L'INDE
**CARREFOUR
DE L'INDE**

15, rue des Ecoles
75005 PARIS - 634.03.20

DIES VOYAGES, DES EXPOSITIONS
DES VOIS POUR DELHI OU BOMBAY

2.790 F A.R.*

* Voir hebdomadaire pour Delfi.

ASIE

LA VISITE OFFICIELLE DU PREMIER MINISTRE INDIEN

Mme Gandhi a dénoncé, à la Sorbonne, l'« accumulation des armes nucléaires »

Au cours de la première journée de son séjour officiel en France, jeudi 12 novembre, le premier ministre indien, Mme Gandhi, a été reçu, à l'Élysée, et a prononcé un discours à la Sorbonne, dans lequel elle a dénoncé l'accumulation des armements nucléaires.

La situation internationale et le renforcement de la coopération franco-indienne ont été au centre des conversations entre le premier ministre indien et M. Mitterrand. Mme Gandhi s'est déclarée « très satisfaite » de ces entretiens à la suite de la visite de son père, le 1980, à Paris.

Cependant, outre le ministre d'Etat chargé du commerce extérieur, M. Michel Jobert, et le ministre des relations extérieures, M. Claude Chésson, le ministre de la Défense, M. Charles Hernu, et le général Jacques Mitterrand, fils du chef de

l'Etat et président-directeur général de la SNIAS, se joignent au déjeuner offert, au palais de l'Élysée, en l'honneur du premier ministre indien.

A la Sorbonne, où elle a reçu un doctorat honoris causa, Mme Gandhi, revêtue de la toge professorale, a prononcé, en français, un discours dans lequel elle a dit que l'Inde partage l'« inquiétude de l'Europe » en ce qui concerne l'« accumulation des armes nucléaires ». Elle a déclaré notamment : « La science doit poursuivre sa marche. Et l'homme doit suivre. On doit clairement reconnaître les dangers des armes à destruction massive et s'engager à les éliminer. Sans berge de part et d'autre, il n'est pas de rivière. La science et la technologie peuvent offrir des bienfaits, si elles sont contrôlées et utilisées à bon escient et avec discernement ».

« Il va sans dire qu'il me faut l'accumulation d'armes nucléaires pour la France, il n'est pas de la science de cette bonne utilisation. (...) Nous avons fait et nous sommes prêts à faire, pour des motifs sécuritaires,

si un jour on fait usage d'armes nucléaires, il se pourrait fort bien que ce soit à la suite de quelque provocation faite. La conscience du danger d'une guerre nucléaire s'accroît. Il n'est pas moins essentiel d'être conscient de la menace que font peser les dépenses à l'Inde et entre les pays ».

En fin d'après-midi, Mme Gandhi a été reçue par M. Louis Harmez, président de l'Assemblée nationale. Celui-ci a souligné que la coopération entre la France et l'Inde n'avait pas été « assez étroite dans le passé » et qu'elle « devait prendre un nouveau départ ». Il a indiqué que la paix mondiale ne saurait être garantie « si pacifisme et s'accroissent les indésirables impérialismes de puissance ». A l'occasion, il a ajouté, la France et l'Inde ont une « détermination à poursuivre un authentique dialogue Nord-Sud ».

La seconde journée de la visite officielle, vendredi, devait être principalement marquée par des entretiens avec le Père Maréchal, qui

devait offrir dans le soirée un banquet en l'honneur de son homologue indien, et avec M. Claude Chésson. Plusieurs accords de coopération économique devaient être paraphés à l'issue des entretiens.

Vendredi 13 novembre, en début de matinée, Mme Gandhi avait inauguré, en présence du président Mitterrand, une plaque à la mémoire de son père Jawaharlal Nehru, au palais de la Mutualité, à Paris. Le père de Mme Gandhi avait en effet participé, en compagnie de sa fille, en 1935, à une manifestation organisée à la Mutualité pour un mouvement pacifiste au moment de la guerre d'Espagne.

Le chef de l'Etat était accompagné de M. Claude Chésson, ministre des relations extérieures, et de Jean-Pierre Giscard d'Estaing, chargé de la coopération et du développement.

Le premier ministre indien devait visiter ensuite le Centre culturel Georges-Pompidou, en compagnie du ministre de la culture, M. Jack Lang.

Chine

Une déclaration officielle sur l'affaire Li Shuang révèle un certain flottement des autorités

Le département de l'Information du ministère chinois des affaires étrangères a diffusé, jeudi 12 novembre, une déclaration quelque peu différente — dans certains paragraphes — de la note au point — publiée mardi par l'ambassade de Chine en France au sujet de l'affaire Li Shuang (« Le Monde » du 12 novembre).

De notre correspondant

Pékin. — Le gouvernement chinois assure qu'il n'est pas opposé aux relations entre ses ressortissants et des étrangers, ajoutant qu'il ne s'agit pas d'espionnage, mais d'un échange d'informations. Il cite le cas récent d'un Français, M. Chésson, qui a été arrêté par la police chinoise à la suite de sa rencontre avec Li Shuang, le 12 novembre, à la suite de la découverte de documents relatifs à la guerre civile chinoise.

Après avoir noté, comme l'avait déjà fait l'ambassade, que Li Shuang est le chef du mouvement pour la démocratie en Chine, le département de l'Information a souligné que la question de savoir s'il convenait de reconnaître une jeune femme chinoise à l'étranger par le travail était « entièrement une affaire interne chinoise ». Le département a déclaré que tout cela n'a rien à voir avec la note de presse française du 12 novembre.

Cette déclaration, que l'on pourrait qualifier d'apaisement, n'a pas modifié, en fait, la position de la Chine sur cette affaire. Les autorités chinoises ont déclaré qu'elles ne s'opposent pas à ce que Li Shuang continue de travailler en France, mais qu'elles ne peuvent pas garantir sa sécurité. Elles ont également déclaré qu'elles ne peuvent pas garantir la sécurité de Li Shuang en Chine.

M. Bellefroid répond aux accusations

M. Emmanuel Bellefroid, sous-ministre des affaires étrangères, a déclaré que les autorités chinoises n'ont pas d'opinion sur la question de savoir si Li Shuang est un espion ou non. Il a déclaré que les autorités chinoises ont le droit de faire ce qu'elles veulent avec leurs ressortissants.

Le mariage autorisé, qu'on a dit être celui de Li Shuang, n'est pas un mariage officiel. Il s'agit d'un mariage civil, qui a été célébré à Paris, le 12 novembre, en présence de M. Chésson, le ministre des relations extérieures.

M. Bellefroid a également déclaré que les autorités chinoises ne peuvent pas garantir la sécurité de Li Shuang en Chine. Il a déclaré que les autorités chinoises ont le droit de faire ce qu'elles veulent avec leurs ressortissants.

Enfin, M. Bellefroid a déclaré que les autorités chinoises ne peuvent pas garantir la sécurité de Li Shuang en France. Il a déclaré que les autorités chinoises ont le droit de faire ce qu'elles veulent avec leurs ressortissants.

Enfin, M. Bellefroid a déclaré que les autorités chinoises ne peuvent pas garantir la sécurité de Li Shuang en France. Il a déclaré que les autorités chinoises ont le droit de faire ce qu'elles veulent avec leurs ressortissants.

Chine

Une déclaration officielle sur l'affaire Li Shuang révèle un certain flottement des autorités

Le département de l'Information du ministère chinois des affaires étrangères a diffusé, jeudi 12 novembre, une déclaration quelque peu différente — dans certains paragraphes — de la note au point — publiée mardi par l'ambassade de Chine en France au sujet de l'affaire Li Shuang (« Le Monde » du 12 novembre).

De notre correspondant

Pékin. — Le gouvernement chinois assure qu'il n'est pas opposé aux relations entre ses ressortissants et des étrangers, ajoutant qu'il ne s'agit pas d'espionnage, mais d'un échange d'informations. Il cite le cas récent d'un Français, M. Chésson, qui a été arrêté par la police chinoise à la suite de sa rencontre avec Li Shuang, le 12 novembre, à la suite de la découverte de documents relatifs à la guerre civile chinoise.

Après avoir noté, comme l'avait déjà fait l'ambassade, que Li Shuang est le chef du mouvement pour la démocratie en Chine, le département de l'Information a souligné que la question de savoir s'il convenait de reconnaître une jeune femme chinoise à l'étranger par le travail était « entièrement une affaire interne chinoise ». Le département a déclaré que tout cela n'a rien à voir avec la note de presse française du 12 novembre.

Cette déclaration, que l'on pourrait qualifier d'apaisement, n'a pas modifié, en fait, la position de la Chine sur cette affaire. Les autorités chinoises ont déclaré qu'elles ne s'opposent pas à ce que Li Shuang continue de travailler en France, mais qu'elles ne peuvent pas garantir sa sécurité. Elles ont également déclaré qu'elles ne peuvent pas garantir la sécurité de Li Shuang en Chine.

M. Bellefroid répond aux accusations

M. Emmanuel Bellefroid, sous-ministre des affaires étrangères, a déclaré que les autorités chinoises n'ont pas d'opinion sur la question de savoir si Li Shuang est un espion ou non. Il a déclaré que les autorités chinoises ont le droit de faire ce qu'elles veulent avec leurs ressortissants.

Le mariage autorisé, qu'on a dit être celui de Li Shuang, n'est pas un mariage officiel. Il s'agit d'un mariage civil, qui a été célébré à Paris, le 12 novembre, en présence de M. Chésson, le ministre des relations extérieures.

M. Bellefroid a également déclaré que les autorités chinoises ne peuvent pas garantir la sécurité de Li Shuang en Chine. Il a déclaré que les autorités chinoises ont le droit de faire ce qu'elles veulent avec leurs ressortissants.

Enfin, M. Bellefroid a déclaré que les autorités chinoises ne peuvent pas garantir la sécurité de Li Shuang en France. Il a déclaré que les autorités chinoises ont le droit de faire ce qu'elles veulent avec leurs ressortissants.

Enfin, M. Bellefroid a déclaré que les autorités chinoises ne peuvent pas garantir la sécurité de Li Shuang en France. Il a déclaré que les autorités chinoises ont le droit de faire ce qu'elles veulent avec leurs ressortissants.

PILULE

les jeunes femmes
ne l'avalent plus.
Le Nouvel Observateur,
explique pourquoi.

**CONTRACEPTION:
POURQUOI LES JEUNES
SE MEFIENT DE LA PILULE.**

Enquête auprès des femmes. Pourquoi, après l'avoir considérée comme un moyen de libération, les femmes se méfient aujourd'hui de la pilule (ainsi que du stérilet). Le oui à la liberté de

contraception et le non à la planification de l'amour.

Enquête auprès des médecins. Le point sur les contre-indications de la pilule. Pourquoi la pilule est-elle une solution dépassée. Où en est la recherche de nouvelles techniques.

Au sommaire du même numéro : Indira Gandhi, la dame de fer du Tiers Monde. Affaire Mousa : les vérités qui font encore peur.

LE NOUVEL
observateur
CETTE SEMAINE

500 من الأمل

BANGLADESH : LA DÉMOCRATIE A L'ÉPREUVE

I. - L'armée sur la réserve

De notre envoyé spécial PATRICK FRANCÈS

Les populations du Bangladesh sont appelées à désigner, dimanche 15 novembre, un successeur au président Ziaur Rahman, assassiné le 30 mai au cours d'une rébellion militaire. Pour l'essentiel, le scrutin met aux prises M. Abdus Sattar, qui assure l'intérieur du pouvoir depuis cette époque, et M. Kamal Hossain, candidat de la ligne Awami (formation de Mujibur Rahman, chef de l'Etat, lui aussi tué en 1975), qui a mené une campagne vigoureuse.

Cependant, l'armée, sapée par des purges successives, se tient sur la réserve, comme le montre notre envoyé spécial dans une série de deux articles.

Decca. - Ils n'étaient pas moins de quatre-vingt-trois à bréger, fin septembre, le successeur du président Ziaur Rahman (le 30 mai 1981). La commission électorale ne devait retenir que soixante-deux noms, et finalement, une fois enregistrés les ultimes retrais, il était encore treize, dont une trentaine du quasi inconnu, à l'exception, à la mi-octobre, sur la dernière ligne droite de la présidence.

Deux clés pour qui s'efforce de la boucalsade. D'abord l'individuisme foncier du peuple bengalais dont une soixantaine de parties et groupuscules se disputent les faveurs. Ensuite, les facilités accordées aux candidats : téléphone, déplacements gratuits en train et avion, voiture. De quel succéder les avocations. Résultat : le trop-plein succédant au vide politique créé par la disparition du président Zia.

Dans un pays où la violence est à fleur de peau (1), la campagne électorale s'est déroulée dans un climat relatif, et l'opposition a pu diffuser, sans trop de problèmes, son message à travers le pays. Cependant, l'absence de pouvoir, le Bangladesh Nationalist Party (B.N.P.), M. Abdus Sattar, qui, en sa qualité de vice-président, assurait l'ordre, n'occupant pas manqué d'exploiter habilement sa double casquette, réalisant apparemment l'extension de ses fonctions officielles et de la conduite d'une active campagne électorale, ce qui devait amener l'opposition à dénoncer ce « détournement de la machine administrative à des fins partiales ».

Reste que, après la trêve constituée par le deuil de quarante jours décrétés après la mort du président Zia, puis par le ramadan, le peuple bengalais se trouve aujourd'hui entraîné dans un nouveau tourbillon qui, dans une nation travaillée en profondeur par des forces de division, ouvre pour ce pays une période des plus périlleuses. Ainsi la bataille électorale n'est-elle pas perçue par beaucoup comme une véritable boîte de Pandore d'où pourraient sortir à tous moments une nouvelle intervention militaire et l'instauration de la loi martiale. Suspendue, telle une épée de Damoclès, au-dessus de la classe politique bengalaise, l'hypothèse d'une armée interrompant brutalement le processus démocratique engagé le 15 juin, sans être évocée ouvertement, n'a cessé de hanter les esprits.

Des militaires neutres mais frustrés

Farce est pourtant de reconnaître que l'armée, sans la conduite du général Ershad, semble aujourd'hui plus que réticente à intervenir ouvertement dans les affaires d'un pays où son engagement passé lui a valu, il est vrai, plus de débordements que de prestige. « La loi martiale » est jugée la solution, nous a ainsi déclaré le chef d'état-major, favorable, semble-t-il, à un « retour aux sources ».

« Les forces armées », a-t-il insisté, « doivent être tenues à l'écart du jeu politique afin de se consacrer à leur tâche essentielle : la défense de la nation ».

Reste, une fois écartée la position de principe selon laquelle, dans ces élections, « l'armée doit être absolument neutre » (2), un constat d'observateur : « En six ans, deux présidents ont été assassinés par des militaires. Comment éviter que cela ne se reproduise ? ». Une interrogation qui, dans la bouche du général Ershad, revêt la dimension d'une véritable élection. La solution ? Donner à l'armée, de par la Constitution (3), un rôle au sein même des institutions ? S'agit-il du modèle du général Ershad, qui reconnaît que, dans un pays en voie de développement, l'armée occupe une place particulière, admet avoir réitéré à ces exemples étrangers mais les estime toutefois inadmissibles dans un pays si « instable » où « le

peuple est si politisé ». Mais pour observer aussi que si l'armée participait à l'administration du pays, si elle avait le sentiment d'être associée aux affaires, cela éviterait, peut-être, en son sein, tout sentiment de « frustration ».

« Les institutions actuelles ont été approuvées par le peuple, et c'est au peuple de décider », ajoute le chef d'état-major, qui ne considère finalement : « Aujourd'hui, l'armée est occupée par les élections, mais demain il appartenra aux dirigeants élus de trouver une solution afin d'empêcher que l'armée n'intervienne dans le processus politique. Un jour viendra où nous devrons tous nous asseoir autour d'une table afin d'en discuter. Ce jour-là nous aurons des suggestions à faire. Pour ma part, je suis prêt à prendre l'initiative de ce dialogue, et m'adresser au prochain président ».

Propos d'ouverture émanant d'un homme qui impressionne par son calme, sa mesure, sa maîtrise de soi. Propos lucides et réalistes d'un homme qui dirige une institution aux effectifs relativement modestes (environ 100 000 hommes) mais mérités par des luttes de factions et des divisions entre militaires rapatriés du Pakistan et combattants de la guerre de libération (les *freedom fighters*), dont le rôle et l'influence n'ont cessé, depuis l'indépendance, d'être battus en brèche. « Une maladie nationale », ainsi avait-il qualifié, en son dernier, ces « frictions ». « Ces germes de division, avait-il estimé alors, ont été semés et sont encore cultivés par des politiciens qui croient à la violence et à l'agitation ». Selon lui, « il ne peut y avoir deux catégories de citoyens ». Certes, « les *freedom fighters* méritent respect et reconnaissance, pour ils ne peuvent prétendre à un statut particulier ». « Ayant trop espéré, ils ne peuvent qu'être déçus, mais, estimant, leur frustration se dissipe graduellement ».

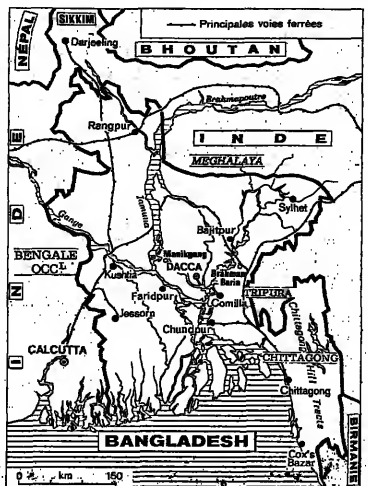
Un candidat âgé

Propos relativement optimistes si l'on tient compte des informations multiples faisant état, en outre, d'une certaine dégradation des relations entre officiers et hommes de troupe. Il est vrai que les récents progrès par leur martyre de Calcutta, des officiers accusés de s'être mutinés contre le président Zia à l'occasion de la démission du climat au sein d'une armée saignée par des purges successives.

D'un part, un exacerbant du nouveau l'antagonisme entre « *freedom fighters* » et « *freedom fighters* », la plupart des accusés appartenant à cette dernière catégorie. D'autre

part, en suscitant, au sein de la base, un mécontentement tel que l'armée, estimant plusieurs observateurs, il bien failli être affectée par une crise majeure. A l'origine de cette vive réaction, le report de l'indépendance des douze officiers condamnés à mort par la cour martiale en raison de recours introduits auprès des juridictions civiles. Des arrestations que ne pouvaient manquer de révéler la base, qui, ces derniers années, avait vu ses rangs décimés par des exécutions inacceptables et constituait une menace à la discipline des armées ». « Les sentences rendues par la cour martiale seront exécutées », affirmait en conclusion, Elle devait l'être le 23 septembre (la Cour suprême s'étant déclarée incompétente), ce qui devait provoquer une brève flambée de violence dans le pays.

Homme-clé, sinon d'ores et déjà « homme fort » du Bangladesh, le



général Ershad, cinquante et un ans, a qui l'on ne prêtait guère d'ambitions politiques, nous est apparu sous un jour quelque peu différent. Certes, il semblerait s'en tenir, avec plus ou moins de conviction, à la ligne qu'il s'est fixée dès le 30 mai dernier : « respect du processus constitutionnel », mais il n'en a pas écarté pour autant, devant nous, l'éventualité d'une carrière politique à l'occasion de la fin de son mandat.

seul et s'il avait le sentiment de pouvoir ainsi servir son pays.

En attendant, il semble qu'il ait joué un rôle déterminant dans la décision du vice-président de se présenter aux élections alors que, lorsqu'il se mauva santé, ce dernier en avait écarté la possibilité après la disparition du président Zia. « Nous avons tous tenté de le persuader de reconnaître le général Ershad, manifestement soutenu, en la circonstance, de préserver l'unité du fort menacé du parti au pouvoir et dont l'éclatement aurait contribué à accroître l'instabilité dans le pays. » L'armée, nous avait-il déclaré, a un rôle vital à jouer en ce qui concerne la stabilité de la nation.

La désignation de M. Sattar permet au B.N.P. d'affronter avec une certaine cohésion un scrutin difficile. Mais son grand âge — soixante-cinq ans — et sa santé précaire suscitent quelques inquiétudes au sein même de ses partisans. Que M. Sattar vienne à disparaître avant le jour de son mandat de cinq ans et le pays se trouverait de nouveau en proie à la fièvre électorale. « C'est là une grave lacune de la Constitution, reconnaît le général Ershad, et il faudra un jour y remédier en adoptant, par exemple, un système de vice-présidence à l'américaine (4) ».

Des chiffres inquiétants

La n'est malheureusement pas la seule incertitude qui pèse sur l'avenir d'un pays où l'inflation ronge monnaie et pouvoir d'achat — pouvoir de survie serait plus exact — d'une population de près de 93 millions d'habitants dont 85 % vivent en dessous du niveau de pauvreté tel que défini par les organisations internationales.

Des chiffres qui hanteront les nuits du ministre du plan, M. Faruqul Alam, qui, au cours de l'entretien qu'il nous a accordé, en insistant d'autres, méticuleusement, sur un bloc blanc, comme pour mieux nous convaincre. « Si l'on en croit les projections de la Banque mondiale, dit-il, le Bangladesh comptera environ 100 millions d'habitants en l'an 2000, époque à laquelle sa malchance s'élèvera à 20 millions. Comment, alors, nourrir une telle population, créer les emplois nécessaires, alors que l'armée ne cesse de se multiplier ? De quel, vous-ils, vous faire passer des nuits blanches ? »

On se souvient alors du jugement porté un jour par un expert international : « L'avenir de ce pays apparaît incertain ». Et l'on songe à d'autres chiffres relevés ci et là : un revenu annuel par habitant de 90 dollars en 1979, une population

dont près de la moitié est âgée de moins de quinze ans et qui double tous les vingt-cinq ans, un taux d'alphabetisation qui atteint à peine 10 %.

Face à cette situation, le ministre du plan tient des propos courageux. « Il importe d'en finir avec le bluff politique qui consiste à maintenir les gens dans le paradis de l'ignorance. Aujourd'hui, il est impératif de dire la vérité. » Pas facile en période électorale. Surtout lorsque la vérité, aujourd'hui au Bangladesh, ce sont des indicateurs économiques de plus en plus inquiétants. Un déficit aussi de la balance des paiements, des réserves de change ne s'élevant qu'à 150 millions de dollars, soit une trentaine de jours d'importation. Un déficit de la balance commerciale supérieur à 1,5 milliard de dollars, et qui pourrait atteindre 2 milliards, en 1981-1982. Une facture pétrolière qui représente de 60 % à 70 % des revenus des exportations. Le prochain gouvernement, quel qu'il soit, devra prendre des mesures dracونيennes, faute de quoi, par exemple, l'inflation atteindrait vite 20 % ou 25 % et deviendrait incontrôlable. « Le Bangladesh, commente un observateur étranger, ressemble à une comédie de consistance explosive, à un avenir aussi inquiétant, les deux principaux candidats en présence s'agrippent aux soutiens des deux grands leaders que le pays a connus depuis son indépendance : Mujibur Rahman et Ziaur Rahman.

Prochain article :

UNE « BATAILLE DE FANTOMES »

- (1) Plus de 23 000 personnes auraient été assassinées depuis l'indépendance et 185 assassinats politiques auraient été commis au cours des six premiers mois de l'année.
- (2) Une affirmation que l'on peut contredire par les déclarations que doit faire le général Ershad au magazine *History* et selon lesquelles la défaite du parti au pouvoir entraînerait le désordre et une crise politique majeure. Des propos qu'il devrait atténuer par la suite en affirmant que l'armée respecterait le verdict des urnes, quel qu'il soit.
- (3) Une formule à laquelle les dirigeants de la ligne Awami, la principale formation de l'opposition, sont allés déclarer être tout à fait opposés, estimant que l'armée devrait en tout cas jouer un rôle qui est le sien : défendre le pays.
- (4) Dans la Constitution actuelle, le vice-président assure l'intérim en cas d'élection défectueuse. Les élections dans les cent quatre-vingt-sept sièges suivant la disparition du chef de l'Etat.

NE VOUS TROMPEZ PAS D'AÉROGARE.

« Votre attention s'il vous plaît, à partir du 1^{er} novembre, les passagers à destination de Londres, Manchester, Amsterdam et Vienne exclusivement sont priés de se rendre à la nouvelle Aérogare de l'Aéroport Charles de Gaulle : l'Aérogare 2 ».

Pour vous rendre à l'Aérogare 2, terminal B, deux possibilités d'accès :

- Un service de cars Air France toutes les 15 minutes au départ de la Porte Maillot.
- Une liaison train-bus, Roissy-Rail, tous les quarts d'heure au départ de la Gare du Nord.

Par l'autoroute, à la sortie « Aéroport Charles de Gaulle », une signalisation précise vous dirige directement vers l'Aérogare 2.



LE VOYAGE QU'IL VOUS FAUT.

Le choc des Picasso.

CETTE SEMAINE, DANS

MATCH

En couleur : l'œuvre de Picasso, à travers les 7 femmes qu'il a aimées. Fernande l'époque rose, Eva le cubisme, Olga l'époque des matrones, Marie-Thérèse le graphisme courbe, Dora Guernica, Françoise la joie de vivre, Jacqueline la sérénité, ont rythmé les saisons de la vie et marqué l'œuvre de Picasso. Cette semaine, Paris Match consacre 16 pages en couleur aux tableaux que ces femmes ont inspirés. Quadrichromies pour un génie, au milieu d'une actualité très grise, c'est l'événement créé par Paris Match.

LE POIDS DES MOTS, LE CHOC DES PHOTOS



AL. TISS. AL. CHROM. 10L

NATIONALE

URBANISME ET LOGEMENT : un secteur stratégique pour l'emploi

Le budget de l'urbanisme et du logement occupe une place de choix dans l'amélioration ou la dégradation de la situation de l'emploi. L'analyse des priorités effectuée à l'intérieur de la masse des crédits alloués à ce secteur économiquement stratégique permet de prendre la mesure des préoccupations sociales du gouvernement. Le budget qui lui est consacré (« le Monde » du 10 octobre) témoigne du changement politique, même s'il n'est pas exempt de critiques, mais il surtout on peut considérer qu'il repose, dans une certaine mesure, sur quelques paris économiques. La confiance des investisseurs et des particuliers sera, là aussi, déterminante.

Pour ce, de constater, comme l'a fait M. Rostoin (U.D.F., Meurthe-et-Moselle), de il y a bien longtemps que le secteur du logement n'est pas été traité en tant que tel. Assurément, a dit M. Thibert (P.S., Paris), on budget illustre un « effort » de l'État. En augmentation de près de 36 % par rapport à 1980, les crédits s'élèvent à environ 33 milliards de francs auxquels il faut ajouter 12,6 milliards, au titre de plusieurs ministères, et destinés à financer les premières opérations de logement, les bonifications d'intérêt pour les H.L.M. et les prêts à taux réduits, à encourager la construction immobilière et à compenser certaines opérations d'impôts fonciers, enfin à supporter les dépenses du C.R.D. Le Fonds d'aménagement urbain voit ses dotations augmenter de 40,2 %.

La relance de l'activité du bâtiment constitue l'un des objectifs du gouvernement. Mme Chevigny-Laguer (P.S., Paris), rapporteur pour avis de la commission de la production, le nombre de logements neufs a augmenté de 43 % au premier trimestre 1981 par rapport à la même période de 1980. Or, pour la durée du VII^e plan, les besoins sont évalués à 450 000 logements neufs par an, dont 235 000 pour les jeunes ménages, de 140 000 à 160 000 pour le remplacement des logements vétustes et de 45 000 à 55 000 résidences secondaires. Outre, il conviendrait que 200 000 logements anciens soient réhabilités chaque année. En citant ces chiffres, M. Lenoir (P.S., Paris-Centre) rapporteur spécial de la commission des finances, a observé que les crédits pour 1982 ne permettent que 400 000 constructions neuves et 140 000 réhabilitations. Ce déficit de 100 000 unités, est préjudiciable dans la mesure où un logement neuf coûte 20 à 30 % de plus qu'un réhabilité, un emploi.

Donner plus d'importance au secteur locatif

En soulignant que le programme de constructions neuves suppose un volume de près d'un milliard de francs, Mme Chevigny-Laguer a observé que le relèvement d'un point de la rémunération servie par les caisses d'épargne pour les sommes déposées par le livret A, a eu, sur le financement des prêts aidés au logement, une répercussion qu'on peut évaluer à un milliard et demi. Le député socialiste s'est inquiété d'un financement qui serait obtenu par une augmentation, à due concurrence, des taux des prêts, ce qui enlèverait à ceux-ci leur caractère social. Telle fut aussi les inquiétudes des députés de l'opposition, en substance : les aides du gouvernement en matière de logement sont ambivalentes mais elles sont irrisoires en raison de la conjonction économique générale, et notamment de l'ampleur de la situation par le déficit budgétaire. Insistant sur le ralentissement des dépenses dans les caisses d'épargne et sur les difficultés de la Caisse des dépôts et consignations à assurer la trésorerie de la Caisse des prêts aux H.L.M., M. Thibert a soutenu une augmentation de 1 % du taux d'intérêt des prêts locatifs (P.L.) aurait pour conséquence une majoration des loyers sociaux de 10 %. De même, s'il n'est pas le taux actuel des prêts d'accession à la propriété (P.A.P.), actuellement de 12 %, était relevé, les familles les plus modestes ne pourraient plus espérer y avoir recours. Dénonçant un budget « inflationniste », M. Rostoin a, d'autre part, déclaré : « La consolidation de l'État à la parité nous prioritaire se fera au détriment de l'aide à la personne, ce qui est socialement injuste pour ceux qui sont les plus déshérités ». « Qui sera assez imprudent, dorénavant, s'il n'est pas, pour investir dans le logement avec le secteur du retour du blé, des loyers, l'impôt foncier déclaré, et l'impôt sur le patrimoine ».

M. Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, a noté que le passé, la politique d'accession à la propriété avait en quelque sorte trop bien fonctionné. Les déceptions se sont multipliées à tel point que l'activité était en train de se raréfier lorsque nous sommes arrivés. Bonheur de redonner plus d'importance à la location.

leur locatif, M. Quilliot a souligné que le projet de loi sur les rapports entre les propriétaires et les locataires, qui sera soumis au Parlement, aura pour objet d'arrêter « le mouvement de la baisse », qui, depuis 1974, a conduit, alternativement, une répercussion aux uns, puis aux autres. Le but est d'instaurer « un nouveau droit de logement » comme il existe un droit du travail. « Il n'est pas en 1974 et 1976, mais c'est une illusion ».

Les députés se sont cependant montrés sceptiques de l'ampleur des objectifs du gouvernement. Au nom du groupe socialiste, M. Vidal (P.S., Ande) a souligné que le budget va permettre la mise en chantier de 75 000 H.L.M. en 1982, de 100 000 H.L.M. en 1983, de 120 000 H.L.M. en 1984, de 140 000 H.L.M. en 1985, de 160 000 H.L.M. en 1986, de 180 000 H.L.M. en 1987, de 200 000 H.L.M. en 1988, de 220 000 H.L.M. en 1989, de 240 000 H.L.M. en 1990, de 260 000 H.L.M. en 1991, de 280 000 H.L.M. en 1992, de 300 000 H.L.M. en 1993, de 320 000 H.L.M. en 1994, de 340 000 H.L.M. en 1995, de 360 000 H.L.M. en 1996, de 380 000 H.L.M. en 1997, de 400 000 H.L.M. en 1998, de 420 000 H.L.M. en 1999, de 440 000 H.L.M. en 2000, de 460 000 H.L.M. en 2001, de 480 000 H.L.M. en 2002, de 500 000 H.L.M. en 2003, de 520 000 H.L.M. en 2004, de 540 000 H.L.M. en 2005, de 560 000 H.L.M. en 2006, de 580 000 H.L.M. en 2007, de 600 000 H.L.M. en 2008, de 620 000 H.L.M. en 2009, de 640 000 H.L.M. en 2010, de 660 000 H.L.M. en 2011, de 680 000 H.L.M. en 2012, de 700 000 H.L.M. en 2013, de 720 000 H.L.M. en 2014, de 740 000 H.L.M. en 2015, de 760 000 H.L.M. en 2016, de 780 000 H.L.M. en 2017, de 800 000 H.L.M. en 2018, de 820 000 H.L.M. en 2019, de 840 000 H.L.M. en 2020, de 860 000 H.L.M. en 2021, de 880 000 H.L.M. en 2022, de 900 000 H.L.M. en 2023, de 920 000 H.L.M. en 2024, de 940 000 H.L.M. en 2025, de 960 000 H.L.M. en 2026, de 980 000 H.L.M. en 2027, de 1 000 000 H.L.M. en 2028, de 1 020 000 H.L.M. en 2029, de 1 040 000 H.L.M. en 2030, de 1 060 000 H.L.M. en 2031, de 1 080 000 H.L.M. en 2032, de 1 100 000 H.L.M. en 2033, de 1 120 000 H.L.M. en 2034, de 1 140 000 H.L.M. en 2035, de 1 160 000 H.L.M. en 2036, de 1 180 000 H.L.M. en 2037, de 1 200 000 H.L.M. en 2038, de 1 220 000 H.L.M. en 2039, de 1 240 000 H.L.M. en 2040, de 1 260 000 H.L.M. en 2041, de 1 280 000 H.L.M. en 2042, de 1 300 000 H.L.M. en 2043, de 1 320 000 H.L.M. en 2044, de 1 340 000 H.L.M. en 2045, de 1 360 000 H.L.M. en 2046, de 1 380 000 H.L.M. en 2047, de 1 400 000 H.L.M. en 2048, de 1 420 000 H.L.M. en 2049, de 1 440 000 H.L.M. en 2050, de 1 460 000 H.L.M. en 2051, de 1 480 000 H.L.M. en 2052, de 1 500 000 H.L.M. en 2053, de 1 520 000 H.L.M. en 2054, de 1 540 000 H.L.M. en 2055, de 1 560 000 H.L.M. en 2056, de 1 580 000 H.L.M. en 2057, de 1 600 000 H.L.M. en 2058, de 1 620 000 H.L.M. en 2059, de 1 640 000 H.L.M. en 2060, de 1 660 000 H.L.M. en 2061, de 1 680 000 H.L.M. en 2062, de 1 700 000 H.L.M. en 2063, de 1 720 000 H.L.M. en 2064, de 1 740 000 H.L.M. en 2065, de 1 760 000 H.L.M. en 2066, de 1 780 000 H.L.M. en 2067, de 1 800 000 H.L.M. en 2068, de 1 820 000 H.L.M. en 2069, de 1 840 000 H.L.M. en 2070, de 1 860 000 H.L.M. en 2071, de 1 880 000 H.L.M. en 2072, de 1 900 000 H.L.M. en 2073, de 1 920 000 H.L.M. en 2074, de 1 940 000 H.L.M. en 2075, de 1 960 000 H.L.M. en 2076, de 1 980 000 H.L.M. en 2077, de 2 000 000 H.L.M. en 2078, de 2 020 000 H.L.M. en 2079, de 2 040 000 H.L.M. en 2080, de 2 060 000 H.L.M. en 2081, de 2 080 000 H.L.M. en 2082, de 2 100 000 H.L.M. en 2083, de 2 120 000 H.L.M. en 2084, de 2 140 000 H.L.M. en 2085, de 2 160 000 H.L.M. en 2086, de 2 180 000 H.L.M. en 2087, de 2 200 000 H.L.M. en 2088, de 2 220 000 H.L.M. en 2089, de 2 240 000 H.L.M. en 2090, de 2 260 000 H.L.M. en 2091, de 2 280 000 H.L.M. en 2092, de 2 300 000 H.L.M. en 2093, de 2 320 000 H.L.M. en 2094, de 2 340 000 H.L.M. en 2095, de 2 360 000 H.L.M. en 2096, de 2 380 000 H.L.M. en 2097, de 2 400 000 H.L.M. en 2098, de 2 420 000 H.L.M. en 2099, de 2 440 000 H.L.M. en 2100, de 2 460 000 H.L.M. en 2101, de 2 480 000 H.L.M. en 2102, de 2 500 000 H.L.M. en 2103, de 2 520 000 H.L.M. en 2104, de 2 540 000 H.L.M. en 2105, de 2 560 000 H.L.M. en 2106, de 2 580 000 H.L.M. en 2107, de 2 600 000 H.L.M. en 2108, de 2 620 000 H.L.M. en 2109, de 2 640 000 H.L.M. en 2110, de 2 660 000 H.L.M. en 2111, de 2 680 000 H.L.M. en 2112, de 2 700 000 H.L.M. en 2113, de 2 720 000 H.L.M. en 2114, de 2 740 000 H.L.M. en 2115, de 2 760 000 H.L.M. en 2116, de 2 780 000 H.L.M. en 2117, de 2 800 000 H.L.M. en 2118, de 2 820 000 H.L.M. en 2119, de 2 840 000 H.L.M. en 2120, de 2 860 000 H.L.M. en 2121, de 2 880 000 H.L.M. en 2122, de 2 900 000 H.L.M. en 2123, de 2 920 000 H.L.M. en 2124, de 2 940 000 H.L.M. en 2125, de 2 960 000 H.L.M. en 2126, de 2 980 000 H.L.M. en 2127, de 3 000 000 H.L.M. en 2128, de 3 020 000 H.L.M. en 2129, de 3 040 000 H.L.M. en 2130, de 3 060 000 H.L.M. en 2131, de 3 080 000 H.L.M. en 2132, de 3 100 000 H.L.M. en 2133, de 3 120 000 H.L.M. en 2134, de 3 140 000 H.L.M. en 2135, de 3 160 000 H.L.M. en 2136, de 3 180 000 H.L.M. en 2137, de 3 200 000 H.L.M. en 2138, de 3 220 000 H.L.M. en 2139, de 3 240 000 H.L.M. en 2140, de 3 260 000 H.L.M. en 2141, de 3 280 000 H.L.M. en 2142, de 3 300 000 H.L.M. en 2143, de 3 320 000 H.L.M. en 2144, de 3 340 000 H.L.M. en 2145, de 3 360 000 H.L.M. en 2146, de 3 380 000 H.L.M. en 2147, de 3 400 000 H.L.M. en 2148, de 3 420 000 H.L.M. en 2149, de 3 440 000 H.L.M. en 2150, de 3 460 000 H.L.M. en 2151, de 3 480 000 H.L.M. en 2152, de 3 500 000 H.L.M. en 2153, de 3 520 000 H.L.M. en 2154, de 3 540 000 H.L.M. en 2155, de 3 560 000 H.L.M. en 2156, de 3 580 000 H.L.M. en 2157, de 3 600 000 H.L.M. en 2158, de 3 620 000 H.L.M. en 2159, de 3 640 000 H.L.M. en 2160, de 3 660 000 H.L.M. en 2161, de 3 680 000 H.L.M. en 2162, de 3 700 000 H.L.M. en 2163, de 3 720 000 H.L.M. en 2164, de 3 740 000 H.L.M. en 2165, de 3 760 000 H.L.M. en 2166, de 3 780 000 H.L.M. en 2167, de 3 800 000 H.L.M. en 2168, de 3 820 000 H.L.M. en 2169, de 3 840 000 H.L.M. en 2170, de 3 860 000 H.L.M. en 2171, de 3 880 000 H.L.M. en 2172, de 3 900 000 H.L.M. en 2173, de 3 920 000 H.L.M. en 2174, de 3 940 000 H.L.M. en 2175, de 3 960 000 H.L.M. en 2176, de 3 980 000 H.L.M. en 2177, de 4 000 000 H.L.M. en 2178, de 4 020 000 H.L.M. en 2179, de 4 040 000 H.L.M. en 2180, de 4 060 000 H.L.M. en 2181, de 4 080 000 H.L.M. en 2182, de 4 100 000 H.L.M. en 2183, de 4 120 000 H.L.M. en 2184, de 4 140 000 H.L.M. en 2185, de 4 160 000 H.L.M. en 2186, de 4 180 000 H.L.M. en 2187, de 4 200 000 H.L.M. en 2188, de 4 220 000 H.L.M. en 2189, de 4 240 000 H.L.M. en 2190, de 4 260 000 H.L.M. en 2191, de 4 280 000 H.L.M. en 2192, de 4 300 000 H.L.M. en 2193, de 4 320 000 H.L.M. en 2194, de 4 340 000 H.L.M. en 2195, de 4 360 000 H.L.M. en 2196, de 4 380 000 H.L.M. en 2197, de 4 400 000 H.L.M. en 2198, de 4 420 000 H.L.M. en 2199, de 4 440 000 H.L.M. en 2200, de 4 460 000 H.L.M. en 2201, de 4 480 000 H.L.M. en 2202, de 4 500 000 H.L.M. en 2203, de 4 520 000 H.L.M. en 2204, de 4 540 000 H.L.M. en 2205, de 4 560 000 H.L.M. en 2206, de 4 580 000 H.L.M. en 2207, de 4 600 000 H.L.M. en 2208, de 4 620 000 H.L.M. en 2209, de 4 640 000 H.L.M. en 2210, de 4 660 000 H.L.M. en 2211, de 4 680 000 H.L.M. en 2212, de 4 700 000 H.L.M. en 2213, de 4 720 000 H.L.M. en 2214, de 4 740 000 H.L.M. en 2215, de 4 760 000 H.L.M. en 2216, de 4 780 000 H.L.M. en 2217, de 4 800 000 H.L.M. en 2218, de 4 820 000 H.L.M. en 2219, de 4 840 000 H.L.M. en 2220, de 4 860 000 H.L.M. en 2221, de 4 880 000 H.L.M. en 2222, de 4 900 000 H.L.M. en 2223, de 4 920 000 H.L.M. en 2224, de 4 940 000 H.L.M. en 2225, de 4 960 000 H.L.M. en 2226, de 4 980 000 H.L.M. en 2227, de 5 000 000 H.L.M. en 2228, de 5 020 000 H.L.M. en 2229, de 5 040 000 H.L.M. en 2230, de 5 060 000 H.L.M. en 2231, de 5 080 000 H.L.M. en 2232, de 5 100 000 H.L.M. en 2233, de 5 120 000 H.L.M. en 2234, de 5 140 000 H.L.M. en 2235, de 5 160 000 H.L.M. en 2236, de 5 180 000 H.L.M. en 2237, de 5 200 000 H.L.M. en 2238, de 5 220 000 H.L.M. en 2239, de 5 240 000 H.L.M. en 2240, de 5 260 000 H.L.M. en 2241, de 5 280 000 H.L.M. en 2242, de 5 300 000 H.L.M. en 2243, de 5 320 000 H.L.M. en 2244, de 5 340 000 H.L.M. en 2245, de 5 360 000 H.L.M. en 2246, de 5 380 000 H.L.M. en 2247, de 5 400 000 H.L.M. en 2248, de 5 420 000 H.L.M. en 2249, de 5 440 000 H.L.M. en 2250, de 5 460 000 H.L.M. en 2251, de 5 480 000 H.L.M. en 2252, de 5 500 000 H.L.M. en 2253, de 5 520 000 H.L.M. en 2254, de 5 540 000 H.L.M. en 2255, de 5 560 000 H.L.M. en 2256, de 5 580 000 H.L.M. en 2257, de 5 600 000 H.L.M. en 2258, de 5 620 000 H.L.M. en 2259, de 5 640 000 H.L.M. en 2260, de 5 660 000 H.L.M. en 2261, de 5 680 000 H.L.M. en 2262, de 5 700 000 H.L.M. en 2263, de 5 720 000 H.L.M. en 2264, de 5 740 000 H.L.M. en 2265, de 5 760 000 H.L.M. en 2266, de 5 780 000 H.L.M. en 2267, de 5 800 000 H.L.M. en 2268, de 5 820 000 H.L.M. en 2269, de 5 840 000 H.L.M. en 2270, de 5 860 000 H.L.M. en 2271, de 5 880 000 H.L.M. en 2272, de 5 900 000 H.L.M. en 2273, de 5 920 000 H.L.M. en 2274, de 5 940 000 H.L.M. en 2275, de 5 960 000 H.L.M. en 2276, de 5 980 000 H.L.M. en 2277, de 6 000 000 H.L.M. en 2278, de 6 020 000 H.L.M. en 2279, de 6 040 000 H.L.M. en 2280, de 6 060 000 H.L.M. en 2281, de 6 080 000 H.L.M. en 2282, de 6 100 000 H.L.M. en 2283, de 6 120 000 H.L.M. en 2284, de 6 140 000 H.L.M. en 2285, de 6 160 000 H.L.M. en 2286, de 6 180 000 H.L.M. en 2287, de 6 200 000 H.L.M. en 2288, de 6 220 000 H.L.M. en 2289, de 6 240 000 H.L.M. en 2290, de 6 260 000 H.L.M. en 2291, de 6 280 000 H.L.M. en 2292, de 6 300 000 H.L.M. en 2293, de 6 320 000 H.L.M. en 2294, de 6 340 000 H.L.M. en 2295, de 6 360 000 H.L.M. en 2296, de 6 380 000 H.L.M. en 2297, de 6 400 000 H.L.M. en 2298, de 6 420 000 H.L.M. en 2299, de 6 440 000 H.L.M. en 2300, de 6 460 000 H.L.M. en 2301, de 6 480 000 H.L.M. en 2302, de 6 500 000 H.L.M. en 2303, de 6 520 000 H.L.M. en 2304, de 6 540 000 H.L.M. en 2305, de 6 560 000 H.L.M. en 2306, de 6 580 000 H.L.M. en 2307, de 6 600 000 H.L.M. en 2308, de 6 620 000 H.L.M. en 2309, de 6 640 000 H.L.M. en 2310, de 6 660 000 H.L.M. en 2311, de 6 680 000 H.L.M. en 2312, de 6 700 000 H.L.M. en 2313, de 6 720 000 H.L.M. en 2314, de 6 740 000 H.L.M. en 2315, de 6 760 000 H.L.M. en 2316, de 6 780 000 H.L.M. en 2317, de 6 800 000 H.L.M. en 2318, de 6 820 000 H.L.M. en 2319, de 6 840 000 H.L.M. en 2320, de 6 860 000 H.L.M. en 2321, de 6 880 000 H.L.M. en 2322, de 6 900 000 H.L.M. en 2323, de 6 920 000 H.L.M. en 2324, de 6 940 000 H.L.M. en 2325, de 6 960 000 H.L.M. en 2326, de 6 980 000 H.L.M. en 2327, de 7 000 000 H.L.M. en 2328, de 7 020 000 H.L.M. en 2329, de 7 040 000 H.L.M. en 2330, de 7 060 000 H.L.M. en 2331, de 7 080 000 H.L.M. en 2332, de 7 100 000 H.L.M. en 2333, de 7 120 000 H.L.M. en 2334, de 7 140 000 H.L.M. en 2335, de 7 160 000 H.L.M. en 2336, de 7 180 000 H.L.M. en 2337, de 7 200 000 H.L.M. en 2338, de 7 220 000 H.L.M. en 2339, de 7 240 000 H.L.M. en 2340, de 7 260 000 H.L.M. en 2341, de 7 280 000 H.L.M. en 2342, de 7 300 000 H.L.M. en 2343, de 7 320 000 H.L.M. en 2344, de 7 340 000 H.L.M. en 2345, de 7 360 000 H.L.M. en 2346, de 7 380 000 H.L.M. en 2347, de 7 400 000 H.L.M. en 2348, de 7 420 000 H.L.M. en 2349, de 7 440 000 H.L.M. en 2350, de 7 460 000 H.L.M. en 2351, de 7 480 000 H.L.M. en 2352, de 7 500 000 H.L.M. en 2353, de 7 520 000 H.L.M. en 2354, de 7 540 000 H.L.M. en 2355, de 7 560 000 H.L.M. en 2356, de 7 580 000 H.L.M. en 2357, de 7 600 000 H.L.M. en 2358, de 7 620 000 H.L.M. en 2359, de 7 640 000 H.L.M. en 2360, de 7 660 000 H.L.M. en 2361, de 7 680 000 H.L.M. en 2362, de 7 700 000 H.L.M. en 2363, de 7 720 000 H.L.M. en 2364, de 7 740 000 H.L.M. en 2365, de 7 760 000 H.L.M. en 2366, de 7 780 000 H.L.M. en 2367, de 7 800 000 H.L.M. en 2368, de 7 820 000 H.L.M. en 2369, de 7 840 000 H.L.M. en 2370, de 7 860 000 H.L.M. en 2371, de 7 880 000 H.L.M. en 2372, de 7 900 000 H.L.M. en 2373, de 7 920 000 H.L.M. en 2374, de 7 940 000 H.L.M. en 2375, de 7 960 000 H.L.M. en 2376, de 7 980 000 H.L.M. en 2377, de 8 000 000 H.L.M. en 2378, de 8 020 000 H.L.M. en 2379, de 8 040 000 H.L.M. en 2380, de 8 060 000 H.L.M. en 2381, de 8 080 000 H.L.M. en 2382, de 8 100 000 H.L.M. en 2383, de 8 120 000 H.L.M. en 2384, de 8 140 000 H.L.M. en 2385, de 8 160 000 H.L.M. en 2386, de 8 180 000 H.L.M. en 2387, de 8 200 000 H.L.M. en 2388, de 8 220 000 H.L.M. en 2389, de 8 240 000 H.L.M. en 2390, de 8 260 000 H.L.M. en 2391, de 8 280 000 H.L.M. en 2392, de 8 300 000 H.L.M. en 2393, de 8 320 000 H.L.M. en 2394, de 8 340 000 H.L.M. en 2395, de 8 360 000 H.L.M. en 2396, de 8 380 000 H.L.M. en 2397, de 8 400 000 H.L.M. en 2398, de 8 420 000 H.L.M. en 2399, de 8 440 000 H.L.M. en 2400, de 8 460 000 H.L.M. en 2401, de 8 480 000 H.L.M. en 2402, de 8 500 000 H.L.M. en 2403, de 8 520 000 H.L.M. en 2404, de 8 540 000 H.L.M. en 2405, de 8 560 000 H.L.M. en 2406, de 8 580 000 H.L.M. en 2407, de 8 600 000 H.L.M. en 2408, de 8 620 000 H.L.M. en 2409, de 8 640 000 H.L.M. en 2410, de 8 660 000 H.L.M. en 2411, de 8 680 000 H.L.M. en 2412, de 8 700 000 H.L.M. en 2413, de 8 720 000 H.L.M. en 2414, de 8 740 000 H.L.M. en 2415, de 8 760 000 H.L.M. en 2416, de 8 780 000 H.L.M. en 2417, de 8 800 000 H.L.M. en 2418, de 8 820 000 H.L.M. en 2419, de 8 840 000 H.L.M. en 2420, de 8 860 000 H.L.M. en 2421, de 8 880 000 H.L.M. en 2422, de 8 900 000 H.L.M. en 2423, de 8 920 000 H.L.M. en 2424, de 8 940 000 H.L.M. en 2425, de 8 960 000 H.L.M. en 2426, de 8 980 000 H.L.M. en 2427, de 9 000 000 H.L.M. en 2428, de 9 020 000 H.L.M. en 2429, de 9 040 000 H.L.M. en 2430, de 9 060 000 H.L.M. en 2431, de 9 080 000 H.L.M. en 2432, de 9 100 000 H.L.M. en 2433, de 9 120 000 H.L.M. en 2434, de 9 140 000 H.L.M. en 2435, de 9 160 000 H.L.M. en 2436, de 9 180 000 H.L.M. en 2437, de 9 200 000 H.L.M. en 2438, de 9 220 000 H.L.M. en 2439, de 9 240 000 H.L.M. en 2440, de 9 260 000 H.L.M. en 2441, de 9 280 000 H.L.M. en 2442, de 9 300 000 H.L.M. en 2443, de 9 320 000 H.L.M. en 2444, de 9 340 000 H.L.M. en 2445, de 9 360 000 H.L.M. en 2446, de 9 380 000 H.L.M. en 2447, de 9 400 000 H.L.M. en 2448, de 9 420 000 H.L.M. en 2449, de 9 440 000 H.L.M. en 2450, de 9 460 000 H.L.M. en 2451, de 9 480 000 H.L.M. en 2452, de 9 500 000 H.L.M. en 2453, de 9 520 000 H.L.M. en 2454, de 9 540 000 H.L.M. en 2455, de 9 560 000 H.L.M. en 2456, de 9 580 000 H.L.M. en 2457, de 9 600 000 H.L.M. en 2458, de 9 620 000 H.L.M. en 2459, de 9 640 000 H.L.M. en 2460, de 9 660 000 H.L.M. en 2461, de 9 680 000 H.L.M. en 2462, de 9 700 000 H.L.M. en 2463, de 9 720 000 H.L.M. en 2464, de 9 740 000 H.L.M. en 2465, de 9 760

Un semestre de pouvoir socialiste

par JEAN-MARIE COLOMBANI
et JEAN-YVES LHOMEAU

L'intervalle

La définition est aussi floue que l'intervalle auquel elle s'applique. Gardiens du programme, pour quoi faire, puisque ce programme, paraît déjà bien gardé ? M. François Mitterrand s'est fait une règle de respecter scrupuleusement ses promesses de campagne électorale qui recourent les « cent dix propositions pour la France » adoptées par le P.S. lors du congrès de Créteil le

avait alors expliqué que les objectifs économiques fixés par le gouvernement impliquaient des constructions de réacteurs nucléaires plus nombreuses que celles souhaitées par son propre parti. Indiquer dans le même temps aux militants socialistes qu'ils doivent se serrer « dans le gouvernement » tient du paradoxe : faut-il être « dans le gouvernement » pour se taire au nom des intérêts supérieurs de la nation ou « dans le gouvernement » pour approfondir, voire accélérer, le changement ? Dans l'intervalle, répondrait peut-être M. Jospin.

Deuxième terrain de lutte : le combat pour la paix. Il s'agit en fait d'empêcher les Français de céder à la tentation neutraliste qui sous-tend, selon les socialistes, une mauvaise gestion de la guerre. Le parti communiste, le P.C.F., a pour sa part une pensée M. Jospin ne sont peut-être pas des plus mobilisateurs : une pétition nationale sur les thèmes de la paix et du désarmement simultanés des forces, une initiative européenne de même nature dont la mise en œuvre paraît éleuthère. Ce projet pourrait d'ailleurs perdre de sa vigueur dans la mesure où la campagne lancée par le P.C.F. n'a pas soulevé

Explication et alerte

Reste la mission d'explication. Celle-ci paraît, à première vue, la plus simple. Les militants ne la perçoivent pas toujours ainsi. Pour bien expliquer, il est d'abord nécessaire d'être convaincu. Les militants ne se plaignent d'être insuffisamment éclairés sur les décisions gouvernementales et sur les motivations qui y ont conduit. Même si l'un ou l'autre se trouve, sur tel ou tel sujet - le nucléaire par exemple - en désaccord ponctuel avec le gouvernement, il conçoit non pas de remettre en question le choix qui a été fait, mais d'expliquer les contraintes qui ont poussé le pouvoir à le formuler.

Les parlementaires, pour leur part, jouent un rôle que l'on connaît mieux. A l'écoute des électeurs, ils transmettent les réactions de leurs circonscriptions, et, parfois, les font

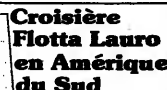
Le parti peut donc avoir le dernier mot, par l'intermédiaire des débats du bureau exécutif, mais il lui faut, à l'évidence, composer. Pour prévenir de nouvelles conflits, plusieurs mécanismes informels ont d'ailleurs été prévus : outre les rencontres hebdomadaires du premier secrétaire avec le chef de l'Etat, des ministres sont, à tour de rôle, invités à s'exprimer, voire à s'expliquer, devant le bureau exécutif, qui siège chaque mercredi. Enfin, il arrive qu'une structure *ad hoc* soit mise en place : ainsi, pour préparer la loi sur l'audiovisuel, un groupe de quatre sénateurs, dont deux du parti, ont été projetés, et le groupe aura en charge le projet afin de dresser un dossier explicatif par nature.

debordement d'un groupe resté largement militant ont d'un parti vué au discours radical sont limités; ils le sont non seulement par la prééminence de la fonction présidentielle mais aussi par le rôle de guide que les socialistes reconnaissent au président de la République. Celui-ci n'a-t-il pas eu raison envers et contre tous? Dès lors, pourquoi, aujourd'hui, ne pas le suivre aveuglément? — Qui peut douter que, s'il arrivait que le gouvernement fit une politique autre que socialiste, le parti réagit?», affirme pourtant M. de La Sèze; mais le numéro 1 du P.S. ne se laisse pas aller à la moindre cession: cette question n'est nullement à l'ordre du jour; c'est qui est à l'ordre du jour, c'est que la parti force en sorte que réussisse la poli-

Plusieurs dangers

Le nouveau pouvoir est tenté de donner à son mandat une première ligue, il débire en famille : les débats, lorsqu'ils ont lieu, sont réservés à la famille. Il y a là un risque de rupture, le groupe socialiste et le P.S. à l'exclusion des autres composantes du mouvement révolutionnaire. Il y a là un risque de rupture, le groupe socialiste et le P.S. à l'exclusion des autres composantes du mouvement révolutionnaire. Il y a là un risque de rupture, le groupe socialiste et le P.S. à l'exclusion des autres composantes du mouvement révolutionnaire.

Prochain article :
**L'ENTRÉE EN FORCE
DU MILITANTISME
A L'ÉLYSÉE**



L'itinéraire

Italie - Espagne - Madère - Guadeloupe - Antilles hollandaises - Cuba - Colombie - Panama - Pérou - Chili - Argentine - Brésil - Sénégal - Canaries - Maroc - Espagne - Italie

Le bateau : L'Achille Lauro

L'Achille Lauro, notre ami de la Flotte Lauro, est un des derniers héritiers de la grande tradition des grands paquebots. L'Achille Lauro, des 24000 tonnes de confort avec stabilisateur, air conditionné, 2 piscines, larges ponts-solaire, douche ou bain dans toutes les cabines, toutes installations et équipements de prestige. L'Achille Lauro part de Gênes le 29 janvier 1982.

La croisière dure presque 2 mois et demi.

Les prix à 37.100 L F + 79.000 F par personne.

Possibilité d'effectuer seulement une partie de cet itinéraire.

Compagnie de navigation

CROISIERES **flotta lauro**
3 bd des Capucines 75002 Paris
Tél. : 266.00.90
et toutes agences de voyage

TÉLEX PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TELEX PARIS ☎ 345 21 62

Le Monde
D I M A N C H E

Au sommaire du prochain numéro

- Voyage chez les chargés de séduction publique.
- Le club de Rome.
- Elie Wiesel et le silence de Dieu.

Au sommaire du numéro du 15 novembre

- La stratégie de la moquette.
- La cité des communautés.
- Et Fécamp retrouva son train.
- Vie de château.
- La génération du « fast food » à la française.
- États-Unis : Savoir tout sur tout.
- Italie : Une radiographie du Sud.
- Athènes et ses barbares.
- Dossier : Les Arméniens.

Une nouvelle de Roland Jaccard

**samedi
13 h**

**André
FONTAINE**

**rédacteur
en chef du**

JOURNAL NATTENDU

avec Henri Marque



batimat

**SALON INTERNATIONAL DE LA CONSTRUCTION
ET DES INDUSTRIES DU SECOND ŒUVRE
(JUMÉÉ AVEC INTERCLIMA)**

**ouvre ses portes aujourd'hui
et sera réservé aux
professionnels du bâtiment
les 17 - 18 - 19 Novembre**

Profitez donc de ce week-end pour y faire un tour

**PARIS
PORTE DE VERSAILLES**

Le Monde

société

LE DEUXIÈME VOL DE LA NAVETTE COLUMBIA

Incertitudes sur la durée de la mission

La navette spatiale américaine Columbia a été mise en orbite, jeudi 12 novembre, à 16 h 10 (heure française), soit avec dix minutes de retard sur le nouveau horaire établi (une dernière édition). Pour la première fois dans l'histoire de l'astronautique, un engin spatial est ainsi retourné dans l'espace après son premier vol. Le départ a été parfait et rendu très spectaculaire par un ciel dégagé. Le rendez-vous de toutes les équipes, qui avait été endommagé lors du vol d'essai dernier, a été cette fois parfaitement supporté le lancement. Mais, quelques heures après le tir, des incidents techniques se sont produits — débranchement d'une pile à combustible notamment. Ils pourraient conduire les responsables à raccourcir la mission.

De notre envoyé spécial

Cap Canaveral. — Encore une fois, une journée qui avait si bien commencé, était adoucie dans l'incertitude. A 16 heures, nous retrouvons dans une semaine, avait déclaré, quelques minutes avant le lancement, l'astronaute Joe Engle à ses camarades. « Nous ne pourrions pas, pourtant, qu'il retourne au sol plus vite qu'il n'y avait pu ».

En effet, six heures et vingt-cinq minutes après le décollage de Columbia, les responsables du vol annoncent que la mission de la navette sera raccourcie de cinquante-cinq heures par suite de difficultés techniques provenant du mauvais fonctionnement d'une des trois piles à combustible chargées de fournir l'énergie électrique au véhicule.

Si, en état d'alerte, la seconde mission historique de Columbia, prendrait fin samedi après-midi aux Bahamas, la navette américaine en Californie. Le commandant de la NASA, dans un état d'urgence, a demandé à l'équipage de Columbia de rester en orbite pendant la durée du vol dans le cas où deux seulement des piles à combustible fonctionneraient normalement.

Un peu plus tard, les dirigeants de la NASA, corrigeant si l'on peut dire leur propos tiré, prédisent que la décision de réduire ou non la durée du vol sera prise « au jour le jour ». « Nous ne savons pas encore si la mission de Columbia, prévue pour durer cinq jours, quatre heures et dix minutes, pourra être accomplie », admettait M. Hutchinson, directeur du programme, exprimant cependant son espoir de la mener à son terme.

Les responsables du vol se réjouissent désormais tous les jours de la possibilité de venir prendre une décision à la lumière des résultats obtenus lors de l'opération du programme, mais aussi compte tenu des conditions météorologiques, à commencer par la pollution atmosphérique en Californie. « Notre plan de vol est très simple », a dit M. Hutchinson, « mais prévoir qu'il pourrait être élargi afin de permettre à l'équipage d'effectuer dans un espace de temps plus large des tâches prioritaires qui lui seront assignées, en particulier l'évaluation du fonctionnement du bras manipulateur canadien ».

12 milliards de dollars
Quel qu'il en soit, la NASA se déclare satisfaite de cette première journée, où les connaissances techniques ont été mises à l'épreuve. Les responsables de la mission ont décidé de rattraper le retard pris. D'autre part, la mise en orbite de Columbia, estimée à 10 milliards de dollars, représente en soi un très grand succès, celui d'un aéronef réutilisé pour la première fois dans l'espace. Aussi, peut-être pour atténuer d'avance les mauvais effets d'une décision qui réduirait la durée de la mission, la NASA met-elle en évidence les résultats positifs déjà obtenus.

Néanmoins, elle ne peut masquer les difficultés inhérentes à la mission.

auxquelles l'équipage de Columbia doit faire face actuellement. D'abord, le mauvais fonctionnement de la pile à combustible n°1, qui a fait, selon une technique bien connue, l'erreur, l'erreur, complètement pour éviter les effets dangereux d'un mélange d'oxygène et d'hydrogène. Mais, selon M. Hutchinson, cet incident n'a pas mis l'équipage en danger, pas plus que le fonctionnement imparfait, semble-t-il, d'un des générateurs de pression hydraulique, qui a provoqué la semaine dernière, l'arrêt de la mission.

Tous ces problèmes auraient-ils pu être évités avant le lancement ? Non, répondent les responsables de la NASA. A ceux qui les critiquent d'avoir dépensé déjà près de 12 milliards de dollars pour le programme de la navette, ils affirment que, justement, l'objectif même de la série de ces vols expérimentaux est de

faire face à ce type de problèmes. En tout cas, quel que soit le développement, les amateurs du spectacle n'auront pas été déçus. C'est par un temps radieux que le « romarin » s'est élevé dans le ciel, lançant des flammes dans un grondement de tonnerre qui ébranla le sol. L'excitation humaine permit de le suivre des yeux pendant près de dix minutes avant sa disparition dans un nuage de fumée. Vision impressionnante et même émouvante, qui fut la dernière application des engins spatiaux des vols expérimentaux des pilotes les plus expérimentés du Cap. Mais ces applications n'étaient pas seulement motivées par la joie. Elles étaient aussi le résultat de longues semaines, tendues avec impatience et inquiétude cette grande technologie, trop souvent retardée.

HENRI PIERRE



(Dessin de GENEZ)

PLONGÉE

Opération "homo delphinus apnea"

Au poignet de l'Homme-Dauphin, une nouvelle Seamaster Quartz s'attaque au record de plongée en apnée. Après l'ouverture spatiale, c'est un nouvel exploit signé Omega.

L'homme s'appelle Jacques Mayol. Une longue observation des dauphins lui a appris à évoluer en milieu aquatique. Sans respirer.

En 1976, il a plongé 100 mètres avec une plongée de 3 minutes 40 secondes. En 1981, il prévoit près de 5 minutes pour dépasser cette profondeur.



Ranimer des mécanismes naturels ancestraux

On sait que pour résister au manque d'oxygène, l'organisme subit une transformation du métabolisme : ralentissement du rythme cardiaque jusqu'à 20-30 pulsations/minute, doublement des globules rouges et reflux du sang dans les organes vitaux. Ce que les mammifères marins déclenchent d'instinct. L'homme peut les reproduire par des méthodes de self-control inspirées du yoga.

Le temps, une notion relative ?

C'est ce que constate Jacques Mayol : « En apnée prolongée, le temps mesuré par une montre entre en conflit avec la notion subjective du temps ». On assiste alors à une sorte de contraction du temps qui n'est pas sans rappeler la théorie d'Einstein sur la relativité.



Au poignet de l'Homme-Dauphin, une Omega compte les secondes

Choisie pour cette expérience médico-scientifique, une Omega Seamaster : super-clanche, précise à 1/3 seconde/mesure avec indicateur fin de pile et bracelet variable. Les performances d'un instrument pour une ligne d'une supériorité inégalée : un quartz extra-petit assure enfin à une montre de plongée un agrément de porter en toute occasion.

Après la NASA et la Marine Nationale, c'est une nouvelle preuve de confiance donnée par ceux qui créent l'exploit.



ÉDUCATION

POUR METTRE FIN A LA PROLIFÉRATION

M. Jean-Louis Quermonne propose la création de deux corps universitaires nationaux soumis aux mêmes horaires

M. Jean-Louis Quermonne, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris et directeur, de 1976 à 1978, des enseignements supérieurs au secrétariat d'Etat aux universités, a présenté, jeudi 12 novembre, son « Etude générale des problèmes posés par la situation des personnels enseignants universitaires ». Ce rapport fait suite à la mission que M. Alain Savary, ministre de l'Éducation nationale, lui avait confiée le 25 juin. Le ministre souhaitait « une réflexion d'ensemble sur les problèmes posés par le recrutement, la formation, l'emploi et les débouchés des enseignants », et il demandait à M. Quermonne d'accorder une priorité aux personnels non titulaires.

Malgré le peu de temps dont il disposait, M. Quermonne s'est acquitté avec rapidité et sérieux de la mission qui lui était confiée. Les enseignants, puis la soudaine hâte, qui ont marqué la publication de son rapport ne sont pas les seuls facteurs de son succès. Le texte de cinquante-sept pages qu'il a présenté jeudi ne néglige aucun aspect de la situation actuelle des enseignants du supérieur. Certes, les annexes, au nombre de quatre, qui ne seront publiées que dans une dizaine de jours — nouvelle lenteur de l'administration — manquent. Elles auraient pourtant permis de mieux connaître le taux d'encadrement des

Dans son rapport, M. Quermonne dresse d'abord un tableau des problèmes de fond qui se posent à l'enseignement supérieur. Les personnels enseignants de l'enseignement supérieur sont en crise (1) a-t-il évoqué successivement sept questions fondamentales :

- La « sécheresse » du corps des enseignants titulaires (bloqué par une absence de départ à la retraite).
- La situation précaire des

étudiants dans les universités en la composition des corps universitaires existants. « Les propositions que j'ai l'honneur de vous soumettre ont été établies en toute indépendance et n'engagent évidemment que leur auteur », précise M. Quermonne dans une lettre au ministre de l'Éducation nationale. Il est vrai que les conclusions auxquelles il est parvenu — création de deux corps d'enseignants et nouveau mode de recrutement des personnels — ne semblent pas être prises en compte par M. Savary. Ce dernier a, en effet, le 10 novembre, à l'Assemblée nationale, lors de la discussion budgétaire, qu'il ne faisait pas siennes les recommandations du rapport.

Les syndicats d'enseignants critiquent aussi les propositions présentées par le rapporteur. Le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup), qui « dit non à ce rapport », juge les propositions de refonte des carrières « totalement déconnectées des réalités des conditions des enseignants. Cette organisation dénonce l'absence de toute référence à de nouvelles pratiques universitaires et d'étonne de la hiérarchisation accentuée des corps universitaires qu'il préconise. Le Syndicat général de l'enseignement supérieur (SGES) dénonce de même des reproches semblables et constate que ce rapport « reste dominé par une logique d'ensemble fondamentalement étatisée ».

étudiants, alors qu'il y en a un par vingt-cinq enseignants et que, surtout, un pour deux en sciences. Ainsi, le taux moyen d'encadrement, qui est d'un enseignant pour vingt-trois étudiants, n'est pas le rapport réel de l'enseignement supérieur.

• La démultiplication excessive des corps et des catégories : dans les instituts universitaires de technologie (IUT), par exemple, les enseignants sont répartis en dix-neuf corps, dont dix-neuf sous-catégories.

• La contradiction difficile à résoudre entre l'autonomie des universités et la centralisation de la gestion nationale des enseignants. Le libre choix des personnels qui définit le statut des enseignants de l'Etat est donc difficile pour les universités.

La désignation importante qui émerge de l'analyse de M. Quermonne, c'est la nécessité de remplacer progressivement, dans les textes qui régissent le recrutement et l'avancement des membres des corps universitaires, les notions de « corps » et de « catégorie » par celles de « fonction ».

Une planification des carrières
Après le constat de la situation, il ne s'agit plus d'un constat, mais d'une proposition — le rapporteur propose un nouveau schéma de carrière pour procéder à une planification des carrières. M. Quermonne affirme la nécessité de renouveler, régulièrement, le corps des enseignants et de prévoir des périodes de forte embauche, en fonction des années de crise. Il propose aussi la création d'un « corps de réserve » de professeurs, qui pourraient être appelés à remplacer progressivement, dans les textes qui régissent le recrutement et l'avancement des membres des corps universitaires, les notions de « corps » et de « catégorie » par celles de « fonction ».

(1) Pour l'année universitaire 1981-1982, le nombre de professeurs titulaires est de 10 000, contre 10 500 pour les professeurs non titulaires. Le total est de 20 500.

CATÉGORIES D'EN...
Une bas...
CETTE SEMAINE...
les nou...
QUAN...
LES GANG...
FAISAIENT...
Rédit...
AFFAIRE DE BRO...
Comment un gu...
le ce monde...
est devenu l'ot...
aristocrates de...
Documen...
Ainsi fut certai...
BEN BARKA...
SECURITE...
ceux qui metten...
lieu aux poud...
CETTE DR...
TENTEE...
L'EXTREM...
et aussi :
le mystère Sim...
le cas Lavilliers...
l'actualité...
des grands class...
Page au...

هكذا من الأصل

ÉDUCATION

DES CATÉGORIES D'ENSEIGNANTS

Une base de discussion

Ancien président d'université, actuellement professeur, M. Quermonne connaît bien le milieu universitaire. Il n'a pas hésité à consulter et à rencontrer des enseignants et des syndicalistes pour en savoir plus. Le grand mérite de son rapport est d'avoir décrit la situation actuelle des personnels enseignants, sans rien cacher. Il faut une certaine honnêteté et du courage pour passer outre à la complaisance, et présenter un système qui recèle beaucoup de privilèges.

Il est étonnant de lire, à une époque où l'on évoque la possibilité d'abolissement de l'âge de la retraite, que celle-ci est toujours fixée à soixante-huit ans pour les professeurs d'université. Le surcroît-mont des disciplines scientifiques doit plus ou moins connu mais le chiffre d'enseignement par an des étudiants doit faire rêver nombre de juristes. Enfin l'abrogation des « textes incriminés » concernant la situation des vacataires ou le service des assistants que demande M. Quer-

monne risque de déplaire aux ardeurs des réformes intervenues de 1977 à 1981, mais il peut permettre de rétablir la confiance dans les universités.

La deuxième partie du rapport de M. Quermonne, qui présente des suggestions pour le recrutement et la gestion des personnels universitaires, est plus personnelle et donc plus facilement contestable par les enseignants ou le ministère. M. Quermonne, qui aime à rappeler que l'université n'est pas faite pour les enseignants, mais aussi et surtout pour les étudiants, a voulu proposer des solutions qui faciliteraient un réajustement entre diverses disciplines et une ouverture plus grande de l'université dans l'intérêt de ses usagers.

Cette volonté paraît sage mais on peut s'interroger de mesure tendant à maintenir les prérogatives particulières d'un « grand corps », celui des professeurs, ou des dispositions qui ne suppriment pas les différentes catégories à l'intérieur des nouveaux corps. L'espoir soulevé par le 10 mai dans les établissements trouve mal sa concrétisation dans un renforcement du prestige énoncé des propositions des mandataires.

Si, comme le reconnaît l'auteur de l'étude, les recommandations préconisées ne sont pas « les seules concevables ni sans doute les seules possibles », elles ont au moins le mérite d'exister. Faut-il favoriser la création d'allocations de recherche permettant à des étudiants qualifiés, titulaires d'un D.E.A., de suivre pendant deux ans des stages et des séminaires afin de devenir — éventuellement — enseignants, comme le propose M. Quermonne ? Et, au contraire, doit-on créer des instituts de formation des enseignants du supérieur comme le souhaitent des syndicalistes ? La question reste posée. Retour aux listes d'aptitudes au concours, le ministre en a assez, qu'il eût fallu. M. Quermonne a mis en évidence les avantages et les inconvénients des deux modes de recrutement.

Le rapport peut déclencher, en raison de l'accueil détestable que lui réservent les syndicats, un débat et devenir une base de discussion. Il doit surtout, et d'ailleurs c'était le but de la mission confiée à M. Quermonne, préparer « une véritable réorganisation de tous les secteurs concernés ». Il s'agit maintenant pour le ministre de prendre des décisions. Celle-ci peuvent d'autant moins attendre que les députés ont voté un budget qui prévoit la création de mille huit cents emplois d'enseignants.

SERGE BOLLOCH.

« L'Institut Auguste-Comte pour l'étude des sciences de l'action est approuvé le 10 novembre 1981 par le conseil d'administration de l'École polytechnique, à laquelle il est rattaché. L'Institut a pour objet d'étudier les opérations de liquidation.

Cette mission, prévue depuis les déclarations prises en 1977 par Pierre Mauroy (Le Monde du 23-24 août), avait été confirmée en conseil des ministres lorsqu'il a été annoncé que les locaux de l'ancienne École polytechnique seraient affectés au ministère de la recherche et de la technologie (Le Monde du 6 novembre).

Ainsi le gouvernement scolaire a mis un terme à une expédition lancée sur l'initiative de M. Giscard d'Estaing en 1977 et souvent dénoncée depuis par les soutiens de F.F. comme une « école de l'aveuglement ».

cette semaine dans:

les nouvelles

QUAND LES GANGSTERS FAISAIENT LA LOI

Recit

• **AFFAIRE DE BROGLIE:** comment un grand de ce monde est devenu l'otage des aristocrates de l'arnaque

document

• **Ainsi fut certainement tué BEN BARKA**

• **SECURITE:** ceux qui mettent le feu aux poudres

CETTE DROITE TENTÉE PAR L'EXTREMISME

et aussi:

• **Le mystère Simenon**
• **Le cas Lavilliers**
• **L'actualité des grands classiques**

Face au Mont Blanc...



194.000 F*
avec 9700 F à la réservation

• Votre 2 pièces 26 m² entièrement équipée avec loggia de 11 m² à Sallanches.
• Existe également en studio et 3 p.
• Tennis privés
• Gardiennage toute l'année
• Gestion locative assurée
• Crédit long terme personnalisé

Veuillez m'adresser sans engagement de ma part votre documentation Sallanches.
Nom _____ Adresse _____
Violetta Emerand Montagne
4, bd de Courvelles
75017 PARIS - Tél. (1) 755.67.84

Violetta Emerand Montagne
4, bd de Courvelles
75017 PARIS
Tél. (1) 755.67.84
*A partir de 2000 F d'apurement de l'Etat.

FOURRURES DU NORD

en direct du monde entier

U.S.A., CANADA, U.R.S.S., SCANDINAVIE, etc..

MISE EN VENTE

d'un fabuleux stock de manteaux et vestes

à des "PRIX FOURRURES du NORD"

Exceptionnel!! 9 MOIS de crédit gratuit

MANTEAUX

Rat d'Amérique 6250F
Muniel 5850F
Ragondin 5750F
Vison pastel 18750F
Vison Dark 13750F
Vison Dark 12850F
Marmotte canadienne 13250F
Renard bleu 11750F
Loup canadien 12750F
Loup canadien 11750F
Castor racé 11750F
Queues de vison 8750F
Palmir 7650F
Guano pattes 4850F
Opossum d'Amérique 4350F
Astrakhan plumes pleux 4850F
Astrakhan pattes 2650F
Chevrette 3250F
Lapin castorette 2450F
Lapin naturel 1750F

VESTES

Renard roux 5850F
Renard bleu 5750F
Marmotte canadienne 8350F
Coyotte 5450F
Mouton 2150F
Chevrette 1850F
Lapin naturel 1350F

PELISSES

Intérieur Lapin 1650F
Intérieur Opossum 4750F
Intérieur Lapin 2450F

SERVICE APRES-VENTE
Les plus larges facilités de paiement:
Reprise en compte de vos fourrures actuelles au plus haut cours

2 MAGASINS - 5 ETAGES

115.117.119
rue La Fayette
PARIS 10^e



100
Av. Paul Doumer
PARIS 16^e

PROX. GARE AL. NORD

ANGLE RUE GUYAUME

MAGASINS OUVERTS TOUS LES JOURS DE 9H30 A 19H

SANS INTERRUPTION S.-N. L. D'AVANCE

TOUTE LA RÉCOLTE EST MISE AU CHATEAU
en provenance directe, André Bouvier vous propose

Pour vos cadeaux.
Pour vos diners.
Pour cadeaux d'entreprise.
personnalisés.



Château de Barbe Blanche

LUSSAC-SAINT-ÉMILION | 6 bout. | 12 bout. | 25 bout. | Franco domicile
F 205 | 320 | 610 | et taxes comprises

Ecrivez à : A. BOUVIER - Barbe Blanche - 33570 LUSSAC - Tél. : (56) 84-00-54

Contrôlez vous-même votre tension.



Une pression artérielle trop élevée est dangereuse pour votre santé. Avec le tensiomètre électronique PHILIPS, vous pouvez contrôler vous-même votre tension, en liaison avec votre médecin.

Facile à utiliser, le tensiomètre électronique PHILIPS vous indique les mesures maxi-mini par un double signal lumineux et sonore. Le tensiomètre PHILIPS a été testé et approuvé par des professionnels médicaux.

Si vous souhaitez plus d'informations, écrivez à : S.A. PHILIPS I.C. Div 2 Santé, 50 Av. Montaigne, 75008 PARIS.

Prix indicatif au 1^{er} Octobre 81 **420F**

TENSIOMETRE ÉLECTRONIQUE PHILIPS

AU MÉTRO RÉPUBLIQUE
GRANDE MISE EN VENTE AU PUBLIC

15.000 TAPIS D'ORIENT

Provenant directement des entrepôts de la CHAMBRE DE COMMERCE DE PARIS.

Tous sont entièrement faits main, en pure laine, laine et soie ou soie naturelle et soie entièrement accompagnés de soie.

CERTIFICAT D'ORIGINE & PHOTO

CREDIT GRATUIT immédiatement sur demande - DÉTAXE VIE EXPORTATION

la plupart des tapis ont bénéficié de la SUSPENSION DES DROITS DE DOUANE

QUELQUES EXEMPLES DE PRIX FRAS ET TAXES COMPRIS	
CHINOIS TIENSIN super 5/8 cisèle laine	1 190 Frs/m ²
CHINOIS TIENSIN 4/8 cisèle laine	871 Frs/m ²
CHINOIS TIENSIN super 3/8 cisèle laine	871 Frs/m ²
CHINOIS SINGKANG laine	633 Frs/m ²
ROUMAIN laine	900 Frs/m ²
PAKISTAN qualité Lahore laine	871 Frs/m ²
PAKISTAN qualité Karachi laine	818 Frs/m ²

Et des milliers de Tapis d'IRAN, KASHMIR, INDES, AFGHANISTAN, TURQUIE, U.R.S.S., etc...

CERTAINES PIÈCES DE COLLECTION

TOUS LES JOURS DIMANCHE INCLUS DE 10 HEURES À 19 HEURES

COMPTOIR FRANCE ORIENT
15, rue DIEU - 75010 PARIS - Tél. 239.32.00

SCIENCES

AVANT LES JOURNÉES NATIONALES DE JANVIER 1982

Recherche et développement technologique : la parole est aux régions

La première phase du colloque national sur la recherche et le développement technologique est en cours : elle consiste en un ensemble d'assises régionales dans chaque région de métropole et d'outre-mer. Leur objectif est le même que celui de l'ensemble du colloque : sensibiliser tous ceux que cela peut concerner (à la limite la population tout entière) à l'impact que les recherches scientifiques et techniques auront sur leur vie future ; les faire participer à la définition d'une politique nationale de recherche qui fera l'objet d'une loi de programmation et d'un décret d'application. Le Parlement sera saisi au printemps prochain.

Plus spécifiquement, les assises régionales doivent permettre que la région parisienne - 60 % de l'ensemble de la recherche nationale -

ne masque pas de sa voix puissante l'opinion du reste du territoire. Enfin, ces manifestations devraient favoriser ou renforcer la sensibilité des établissements publics régionaux à l'existence d'une recherche dans leur région et d'une recherche pour leur région - deux notions fort différentes, mais toutes deux importantes.

Le financement de la recherche par les établissements publics régionaux se montait en 1980 à 70 millions de francs, et il devrait augmenter considérablement. D'ailleurs, une constante des assises régionales déjà tenues est le souhait de voir créer - là où ils n'existent pas déjà - des comités scientifiques dont les avis orienteraient le financement par les régions.

Les assises régionales sur la recherche et le développement technologique ont de nombreux points communs. La réflexion se fait sur les mêmes axes - bien délimités, d'ailleurs, par les six grands thèmes définis par le comité d'organisation du colloque national (1). Ce dernier a proposé aux organisateurs d'assises régionales un jeu de questions portant plus spécifiquement sur le rôle des régions : objectifs et bases d'une politique régionale de la recherche et de la technologie, organisation de la concertation entre les élus et les acteurs ou utilisateurs de la recherche, association des entreprises et de leur personnel à la définition d'objectifs, problème des plans régionaux, etc. Tout cela forme un canevas commun et implique une certaine similitude entre les débats qui ont lieu dans les diverses régions. Il reste cependant des différences qui sont plus que des nuances. Elles peuvent servir à l'importance économique ou scientifique de la région.

Un échantillon représentatif

La région Rhône-Alpes a un potentiel de recherche-développement d'environ 10 % du total national, 10 % aussi de la population française. La région est présente dans un échantillon représentatif de la nation, et les problèmes soulevés lors des assises sont à peu de chose près ceux qui seront abordés lors des journées nationales. Au contraire, le Limousin, avec seulement six chercheurs relevant du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), et quelques établissements de recherche plus appliqués, occupe un rôle marginal. Cependant, l'activité de recherche sur lequel s'est évidemment centré le débat. Le cas limite est sans doute celui de Saint-Pierre-et-Miquelon (6 500 habitants) - où la seule activité scientifique est celle de l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes ; aussi les problèmes de la pêche et ceux de l'aménagement du littoral constituent-ils les thèmes de cette « région ».

Une autre cause de différence est la composition socio-professionnelle des participants aux assises. Certaines de celles-ci semblent avoir guère réuni que des universitaires. Dans d'autres cas, des industriels, des spécialistes de la recherche, des associations diverses ont largement contribué au débat, ouvrant celui-ci sur les problèmes de société. Exemplaire à cet égard furent les assises de Lorraine, tenues dans l'imposante nef de l'abbaye des Prémonstrés, à Pont-aux-Français. Dans cette région de vieille industrie - ce qui signifie parfois d'industrie déclinante, - on n'est guère surpris d'apprendre que la recherche industrielle est nettement inférieure à sa moyenne nationale. Il n'en est pas moins évident que la technologie qui consisterait les petites et moyennes entreprises et leur indiquerait les formations de recherche avec qui prendre contact.

Autre demande qui n'est pas spécifique à la région : la création de « boutiques de la science » destinées à l'information du public ; une telle « boutique » existe déjà à Nancy. D'autres préoccupations de caractère « national » portent sur la formation des chercheurs, des réformes de structures distinguant les fonctions de la carrière, un plus grand financement de base, etc. Elles s'ajoutent à leur évitement d'épuiser dans une chasse aux crédits, et même un « 10 000 francs Chèque-emploi » de 1 000 francs Monaco.

Dans les thèmes régionaux, il a été question du rôle du financement par la région, dont la vocation pour l'institution de la recherche se décentraliser dans la région, et l'on y fait le recensement d'autres sources de crédits. Des efforts sont à faire pour l'utilisation du charbon, le développement de la sidérurgie, la filière bois. Notamment, la sidérurgie.

Il était une intervention d'un délégué C.G.T. qui a souhaité « un développement de la recherche et de la technologie pour alléger les conditions de travail ». A rebours d'autres syndicalistes qui voient surtout dans ces techniques un effet négatif sur l'emploi, les mineurs et les sidérurgistes lorrains experts en travaux pénibles - ont bien compris ce qu'ils peuvent apporter de positif.

Les problèmes de la Lorraine se retrouvent dans le Nord-Pas-de-Calais. Notre correspondant indique que les assises ont mis en mouvement de deux mille personnes, responsables et d'ont été boudées par personne, ni les chercheurs, ni les politiques, ni les syndicalistes, ni les patrons, et qu'à travers de nombreux points de vue contradictoires et parfois incommensurables est dégagée « la volonté d'articulation de la recherche et de l'ensemble des activités économiques et sociales de la région ». Dans cette région, qui représente 7 % de la population nationale, mais 2 % seulement du potentiel de recherche publique de la recherche, et qui ne reçoit que 0,7 % du financement national de la recherche, les assises ont permis d'établir un bilan régional, depuis dix ans, des ressources importantes, il a été souligné la création de dix-sept instituts de recherche, avec notamment l'installation d'une soufflerie cryogénique européenne à l'Institut de mécanique des fluides de Lille.

Les assises revivifiées aussi dans le Limousin, où l'on a demandé brutalement en quoi la recherche scientifique et technologique pouvait servir à l'essor d'une région qui reste obstinément en queue de peloton, et où « la pauvreté entretient le pourcentage d'émigration ». Un mot crucial de coordonnateur des assises, rapporté par notre correspondant. La région ne se résigne pas à cet état de choses et souhaite qu'on prenne conscience de la situation. On a demandé brutalement en quoi la recherche scientifique et technologique pouvait servir à l'essor d'une région qui reste obstinément en queue de peloton, et où « la pauvreté entretient le pourcentage d'émigration ». Un mot crucial de coordonnateur des assises, rapporté par notre correspondant. La région ne se résigne pas à cet état de choses et souhaite qu'on prenne conscience de la situation. On a demandé brutalement en quoi la recherche scientifique et technologique pouvait servir à l'essor d'une région qui reste obstinément en queue de peloton, et où « la pauvreté entretient le pourcentage d'émigration ».

Combler les handicaps

La recherche devrait aussi aider la Basse-Normandie à combler ses « handicaps » : « l'éloignement », « la sous-équipement », « la sous-qualification professionnelle », « la sous-industrialisation » et cumulent leurs effets. Si la région compte des réalisations de pointe comme le grand accélérateur national à ions lourds (GANIL) construit à Caen, ses faiblesses n'en sont pas moins évidentes.

Ainsi, pour la mer et le littoral, secteurs porteurs d'emplois, la Basse-Normandie ne dispose que d'une cinquantaine de chercheurs alors que Bretagne et Méditerranée possèdent des structures efficaces. Seul projet : un projet de bateau océanographique en commun avec la Haute-Normandie et la création d'un institut des techniques de la mer à Cherbourg. En ce domaine, comme en d'autres, existe le risque que la nouvelle impulsion décidée au plan national bénéficie davantage aux régions déjà mieux pourvues en laboratoires.

Occasion d'une prise de conscience, pour la C.G.T., les assises, furent selon la C.F.D.T., le fait d'un « mandat et des patrons ». Ce syndicat se demande déjà si le poids des assises alors que le ministre a déjà mis en œuvre des missions prioritaires. Réserve que l'on a entendues dans d'autres régions, et, à la C.F.D.T., est généralement favorable aux critiques qui ne se posent toujours seule à s'ajuster.

Cependant, le pessimisme est peu répandu. En général, les assises sont jugées porteuses d'espoir, et dans les régions déjà viciées. On demande, dans les Pays-de-Loire, que des équipes de recherche et des équipes de développement technique aient été créées en collaboration avec nos correspondants à Besançon, Caen, Lille, Limoges, Nanterre et Poitiers.

MAURICE ARVONNY.

(1) Recherche, technologie et société ; les grands équilibres et les déséquilibres ; le rôle de la recherche ; les hommes et les structures ; les partenaires du choix ; les moyens.

(2) Sources internes de rayonnement technologique.

Le compte rendu de ces assises régionales de la recherche et du développement technologique a été établi en collaboration avec nos correspondants à Besançon, Caen, Lille, Limoges, Nanterre et Poitiers.

LA SEC...
M. Defferre va faire...
de la Fédération

L'ASS...
ASSUR...
Produit...
est une pr...
preuve de...
La CNP...
tranquillité...
Si vous...
famille...
effet Assur...

سكزا من الأمل

POLICE

LA SÉCURITÉ DES POLICIERS

M. Defferre va faire étudier les propositions de la Fédération autonome

Ainsi qu'ils l'avaient souhaité (« le Monde » du 13 novembre), les dirigeants de la Fédération autonome des syndicats de police (FASDP) ont été longuement reçus, lundi 12 novembre, par M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur, à qui ils ont fait part de leurs suggestions pour améliorer la sécurité des policiers, après le hold-up commis le 10 novembre dans une agence de l'« American Express » (« le Monde » du 12 novembre).

Les auditions préliminaires par la FASDP en vue de dissuader les malfaiteurs de s'attaquer à des banques ou à des établissements similaires, portent notamment sur la généralisation des dispositifs techniques de sécurité, comme le glissement électrique actionné depuis l'intérieur de l'agence et commandant l'ouverture de la porte, la mise en place de vitres à l'épreuve des balles entre le personnel et le public, l'installation d'alarmes visuelles extérieures signalant tout danger, etc. D'autre part, les policiers ont demandé l'envoi de matériel supplémentaire, des bornes d'appel automatique, qui pourraient trouver place à l'avenir dans les armoires et les cabines téléphoniques publiques, et enfin en fréquence les patrouilles mobiles de surveillance.

M. Defferre, qui s'est fait présenter, à l'issue de cette entrevue, un échantillon complet des divers armes actuellement utilisées par la police, ainsi que les différents modèles de gilets pare-balles, a indiqué à ses interlocuteurs qu'il allait faire étudier sans tarder par ses services toutes ces propositions, et leur a rappelé que le prochain budget

● **PRÉCISION.** — Dans nos éditions du 13 novembre, nous avons indiqué par erreur que le syndicat des commissaires de police était membre de la Fédération autonome des syndicats de police (FASDP). Ce syndicat spécifique n'est membre d'aucune organisation. D'autre part, il est impropre de le placer, comme nous l'avons fait, la rubrique « personnes en civil » de la police nationale. En outre, sa spécificité vient qu'il est issu des autres catégories de personnels et constitue lui-même une rubrique à part.

PRESSE

● **Un Dictionnaire de la presse écrite et audiovisuelle**, rédigé en cinq langues — français, espagnol, italien, portugais et roumain, — a été réalisé sous l'égide de l'Union latine, et plus spécialement par M. Pierre Cabanis, créateur de cet organisme en 1949. Ce dictionnaire, qui recense plus de mille huit cents termes professionnels utilisés, chaque jour par ceux qui font les journaux écrits, parés ou télévisés, s'adresse, en particulier, à tous les journalistes des pays latins. Il est édité par la Maîtrise du Dictionnaire (180 pages, 180 francs; Franco, 175 francs).

● **La Maison du dictionnaire**, si bas, rue Legendre, 75017 Paris.

● **M. Jacques Schat-Crivy**, président du directeur de la « Revue des Émissions du Centre-Ouest », résident à Tours, vient d'être élu président de l'IFRA (Association internationale pour le développement technique des journaux et médias), à l'issue d'une session de travail de trois jours tenue à Lausanne.

L'affaire Mialet

LE MAIRE DE VENISSIEUX A ÉTÉ INCUPLÉ DE « COMPLIÉTÉ D'ABUS DE BIENS SOCIAUX » ET NON DE « CORRUPTION PASSIVE »

Contrairement à ce que nous écrivions dans nos éditions du 10 novembre, M. Marcel Soudi, maire (communiste) de Venissieux (Rhône), n'a pas été inculpé de « corruption passive » dans le cadre de l'affaire de l'entreprise Mialet. En fait, M. Soudi est sous le coup d'une inculpation de « complétude d'abus de biens sociaux ».

Cette inculpation de complétude d'abus de biens sociaux résume essentiellement que la mise en cause du maire de Venissieux n'est fondée, en l'état, que sur les écritures de la société Mialet, qui avaient fait apparaître le versement d'une somme d'environ 40 000 francs, en un an, à certaines personnes qui figuraient parmi les salariés de l'entreprise, mais qui étaient en fait des permanents du parti communiste à Venissieux. La conclusion, a donc pas été tirée qu'il s'agissait d'une corruption, c'est-à-dire d'une exigence, c'est-à-dire d'une société Mialet aurait dû se soumettre pour obtenir tel ou tel marché municipal.

LE PARQUET REQUIERT SEPT ANS DE PRISON CONTRE M. DUGUË

Le tribunal correctionnel de Bobigny (Seine-Saint-Denis) se prononcera le 20 novembre sur la culpabilité de M. Jacques Duguë, jugé à huis clos depuis le lundi 2 novembre pour s'être abstenu à la poudrière sur des mineurs de moins de quinze ans (le Monde du 10 novembre). M. Pierre Beaudeau, premier substitut, a requis contre l'inculpé une peine de sept années d'emprisonnement. Les plaidoiries des deux avocats de la défense, M^{rs} Dominique Jourdain et Jeanine Pietruszky, ont été interrompues durant une demi-heure, un correspondant anonyme ayant annoncé qu'une bombe avait été placée dans la salle d'audience.

JUSTICE

LE PROCÈS DE L'AFFAIRE DE BROGLIE

Guy Simoné accuse

Mauvaise journée pour Pierre de Varga, lundi 12 novembre, où la cour d'assises de Paris a examiné les préparatifs de l'assassinat de Jean de Broglie, plus précisément les trois tentatives qui l'ont précédé. Trois questions qui ont eu lieu les 28 novembre, 8 et 10 décembre 1978. Deux d'entre eux, le premier et le dernier en date, avaient été mis en place rue Blanche, à proximité du cabinet du docteur

Des affirmations que Pierre de Varga conteste avec véhémence : « C'est une manipulation, dit-il. Il n'y a ni mensonge ni vérité et le jour, ce qui donne à ses propos cette apparence de crédibilité. Qui s'est dit derrière cela ? Qui tire les ficelles ? », se demande l'accusé, numéro un du procès.

Tout le problème est donc de savoir comment Guy Simoné a pu connaître les dates et les heures des rendez-vous de Jean de Broglie. Si Pierre de Varga, comme il le prétend, a été chargé d'exterminer de Broglie à Paris, pourquoi n'a-t-il pas eu un court pour l'avocat général, M. Marcel Dorville-Carter, qui retrace une à une des concordances troublantes.

Le 25 novembre tout d'abord, Pierre de Varga ne nie pas qu'il connaissait, de rendez-vous. Il reconnaît, même avoir téléphoné à la secrétaire parlementaire du député de l'Eure, insistant pour que ce dernier ne le manque pas et soit à l'heure chez le docteur Nelly Azard. Pourquoi ? En quoi Pierre de Varga pouvait-il être intéressé par ces rendez-vous médicaux sollicités en vue de l'établissement du contrat d'assurance garantissant un prêt qui, selon ses dires, avait servi à égarer les dettes fiscales du prince ?

Le 8 décembre, Jean de Broglie n'est pas venu rue des Dardanelles. Et pour cause, dit Pierre de Varga, ce rendez-vous n'avait plus d'objet, car ce jour-là il se trouvait à Paris, mais ce soir-là, selon Guy Simoné, la commanditaire préparait l'attentat au moyen de l'entrevue à deux reprises et Pierre de Varga lui aurait répondu que le prince était en retard, ce qui, bien sûr, il conteste. Mais Gérard Frêche et

Nelly Azard, où Jean de Broglie était allé subir un examen médical. Le troisième à eu lieu devant le domicile même de Pierre de Varga, 2 rue des Dardanelles, à Paris (17^e). A chaque fois Guy Simoné accuse l'homme d'affaires de l'avoir renseigné sur ses rendez-vous. Il prétend même qu'il lui a signalé une quinzaine et qu'à un moment il a été question de piéger la voiture de l'ancien ministre du général de Gaulle.

Serge Tessière se souvient qu'effectivement Guy Simoné est allé téléphoner deux fois. A qui ? De ne se le soient pas.

En revanche, pour la tentative du 10 décembre, Pierre de Varga dit qu'il n'était pas au courant et que, donc, il n'a pu prévenir le soldat. Il a pris le train le 9 décembre au soir pour Sète, un détail qui a son importance puisque Guy Simoné avait, dans un premier temps, affirmé qu'il avait été alerté le jour même. Depuis, il a varié et pense qu'il s'agit de la veille.

Enfin il y a eu le rendez-vous fatal, celui du 24 décembre. Guy Simoné prétend que Pierre de Varga était complètement alcoolisé, qu'il s'était évanoui dans le box des accusés. On ne le saura pas !

Guy Simoné ne dit que ce qu'il veut bien dire. Il n'explique pas pourquoi il a accepté de participer à cet assassinat alors qu'il n'avait aucun mobile pour le faire et qu'il ne devait rien recevoir en échange. Ce qui fera dire au président, M. André Girasse : « Est-ce que vous pensez que le coup est composé de dettes menues ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

● **Une requête en révision du procès Domnicci.** — La famille Domnicci a saisi à nouveau par l'intermédiaire de M. Raoul Botet, le ministre de la justice d'une requête en révision du procès de Gaston Domnicci. Cette demande intervient vingt-cinq ans après la triple crime de Lure qui, dans la nuit du 4 au 5 août 1956, ont tué la vie à ses tourterelles italiennes. Sir Jack Drummond, son épouse et leur fille Elizabeth Gaston Domnicci, accusé par deux de ces fils, avait été condamnés à mort le 26 novembre 1957. Sa peine fut commuée en détention à vie. Gaston, il fut libéré le 24 juillet 1980 et mourut à Digne, le 4 avril 1981.

L'ASSURANCE DES GRANDS SENTIMENTS

ASSURINDEX

Protéger ceux qui vous sont chers, c'est une preuve d'affection. C'est aussi une preuve de responsabilité. Le CNP peut vous aider à assurer la tranquillité des vôtres grâce à **Assurindex**. Si vous veniez à disparaître, votre famille recevrait un véritable capital : en effet, Assurindex est indexé sur le point

de retraite des cadres, ce qui protège la valeur de votre capital. Venez parler d'Assurindex avec un conseiller CNP, dans un bureau des PTT ou du Trésor Public. Sans engagement de votre part, vous étudiez avec lui la meilleure protection pour les vôtres.

CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE



UNE SOLIDE ASSURANCE

Cette page est financée par des associations liées à l'Institut Supérieur de Gestion et vous est communiquée par des étudiants responsables des services. A l'I.S.G. la vie associative est un choix et une réalité depuis 10 ans. L'INDÉPENDANCE EST UNE RÈGLE ESSENTIELLE. La valeur professionnelle des « I.S.G. » est basée sur une priorité absolue : un véritable enseignement supérieur et une participation directe à 53 associations ou services. En 1981-82 plus de 150 manifestations nationales ou internationales confirment le succès des « I.S.G. ». VOICI QUELQUES EXEMPLES LES PLUS DIVERS DE :

L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR INTÉGRÉ À LA VIE ASSOCIATIVE

La force de l'avenir Les « I.S.G. »

ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS DE L'I.S.G.

1180 étudiants des 2^e et 3^e cycles
1981 : Séminaire en Allemagne-Auriche
5 jours - 560 étudiants
1982 : Séminaire d'intégration à New-York

La valeur professionnelle des « I.S.G. »

ASSOCIATION DES ANCIENS ÉLÈVES

• Salaires 1^{er} simple I.S.G. au 31 mars 1981 :
— 3^e cycle 125000 F Source AAEIS
— 2^e cycle 84000 F
tel l'Expansion de juin 1981 pour le salaire 2^e cycle classique
81000 F

La garantie de la mission pédagogique I.S.G.

ASSOCIATION DES ENSEIGNANTS

124 enseignants
Des professionnels et experts : indépendants et autonomes, qui participent à des programmes internationaux et de recherche, à des échanges universitaires et à une pédagogie active.

Associations à vocation internationale

I.S.G. RELATIONS INTERNATIONALES

• Organise les voyages d'études des « I.S.G. » :
1000 ISG en mission internationale au université
300 ISG à l'Université de San Diego depuis 1971
3 missions en Chine ; novembre 1981 : Chine-Japon

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ÉTUDIANTS EN SCIENCES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIALES

Comité local ISG : 15 ISG auprès de 995 entreprises
partenaires.
• Présente dans 28 Universités et Grandes Écoles
• Propose des stages dans 57 pays du Monde
• Organise des jumelages avec des universités
étrangères
Janvier 1982 : Séminaire européen de l'énergie

I.S.G. TIERS MONDE

• Propose des postes dans les pays du Tiers
Monde
• Soutient les projets de développement
1980-81 : 20 ISG dans 12 pays du Tiers Monde
pour la FAO, les CCI, l'ONU...
1981-82 : Projet de construction d'une école
Normale d'Instituteurs au Togo.

I.S.G. SÉJOURS LINGUISTIQUES

• 1981-82 : 500 étudiants seront accueillis en
Espagne
plans d'accueil : en Italie, Allemagne et États-Unis

ASSOCIATION EUROPE ÉTUDIANTS ENTREPRISE

• Promouvoir les contacts entre les partenaires
économiques européens
Décembre 1981 : 50 entreprises au débat :
«Bernini : les Communistes en Europe».

Associations à vocation régionale ou nationale

I.S.G. CONTACTS ENTREPRISES

• Des stages et des emplois pour les étudiants ISG.
80 ISG pour 280 offres d'emploi
50 stages de scolarité
3000 entreprises contactées pour 1982

I.S.G. P.E.R.S.E

• Association pour l'Étude des Relations Sociales
en Entreprise
• Études sociales à la demande des entreprises
• Mai 82 : 1^{er} Congrès des Activités Sociales des
Entreprises et Organisations

I.S.G. A.V.E.N.I.R

• Association pour la Valorisation dans l'Entreprise
de l'Innovation et de la Recherche
1981 : Novembre : « Secondes journées nationales
de l'écoculture »
18 intervenants - 350 participants
Mai : « Valorisation des sous-produits résiduels
de la filière bois »
12 intervenants - 250 participants

I.S.G. CRÉATION ENTREPRISE

• 25 stages à la « Création entreprise »
• Novembre : parution de la 35^e Lettre du Créateur
Débats : « Artisanat de l'An 2000 »

I.S.G. ACTUALITÉS

• Informations politiques, économiques et culturelles
1981 : « Les Présidentielles » : 30 experts
internationaux
1982 : Novembre : L'Avant des Grandes Écoles
Décembre : L'Expérience polonaise
Avril : Techniques appropriées au P.V.D.

I.S.G. CONFÉRENCES

• Conférences d'information sur l'histoire, la géographie
économique, politique, culturelle et sociale.
1981 : 14 conférences
17 intervenants
2200 participants
1982 : 14 conférences dont :
— Les nouveaux Japans
— Les États-Unis
— Histoire et Individu

Les Services de l'I.S.G.

I.S.G. ENTREPRISES

12 années de Conseil en marketing
1980-81 : 30 références dont AIR FRANCE,
TBWA, YOUNG et RUBICAM...
1981-82 : 45 projets en cours
30 chargés d'études

SERVICE TAXE D'APPRENTISSAGE

Embauchement géré par SO « ISG »
1981-82 : 300 entreprises apprennent leur sou-
sistent à l'ISG
• pour garantir l'indépendance et l'autonomie
d'une association d'éducation
• pour préserver son autonomie au service de
l'enseignement supérieur de la gestion.

I.S.G. FORMATION PERMANENTE

• 10 années d'expérience
Octobre 1981 - Décembre 1982 : Une équipe de
20 ISG dont 8 assistants de formation
— 52 stages inter-entreprises
— 20 stages intra-entreprises
— 124 intervenants potentiels

Associations à vocation culturelle, sportive et??!

LE GALA DES GRANDES ÉCOLES

1981 : 15 écoles et universités participantes
300 étudiants « Artistes »
20000 spectateurs
19 et 20 mars 1982 : 9^e Gala « Étudiant artiste
d'un soir »
Imaginé et géré par des étudiants de l'I.S.G.

I.S.G. AVENTURE

• Pour vivre debout et en mouvement
1982 : Mars : Challenge I.S.G. : survie, raid moto,
descende des gorges du Tarn
Eté : Triathlon de l'avenir ; compétition
inter-grandes écoles à travers le
monde

I.S.G. THÉÂTRE

18-20 novembre 1981
« Invitation au château de Jean ANOUILH jouée
et mise en scène par les « I.S.G. »

I.S.G. SCIENCE FICTION

• Prix de conscience du courant qui représente la
Science fiction
Octobre 1981 : Résultats du concours 81
d'illustration et de nouvelles à Temps X sur TF1
478 illustrations dont 9 sélectionnées
504 nouvelles dont 18 présélectionnées

I.S.G. « PATINS À ROULETTES »

Avril 1982 : Paris
Octobre 1982 : cours de patins à roulettes à
Manhattan - New-York

I.S.G. ÉCRITURE

• Favoriser la création artistique au travers de la
« Fête de l'écriture » : 12-13-14 Novembre 1981
800 lycéens représentés par 1700 poèmes

I.S.G. CONCERTS

• Promouvoir un spectacle complet autour d'un
événement musical.
1981 : 11000 personnes au Rock in Left I et II
2000 personnes au Gala de l'ISG à la
Scala
1982 : 8 et 9 janvier : Rock in Left III

ASSOCIATION SPORTIVE

1981 : 28 octobre : le Variété Club de France
24 novembre : Prison de Fleury Mérygis
1^{er} décembre : Prison de Fresnes
Octobre : Tournoi de squash au stadium

1982 : Janvier : Relais Paris-Versailles
Tournoi de judo
Mars : 12 km de l'I.S.G.
Avril : Régates de planches à voile en
Méditerranée
Mai : « Jeunes loups contre Vieux
Renards »
— plancha à voile, 3^e édition
— Coupe de golf à Saint-Quentin
— « Hot Dog Cup » course de bosses,
2^e édition, etc.

L'EXPERIENCE DIRECTE DE LA RESPONSABILITE



I.S.G. RENCONTRES RÉGIONALES

• Organise des tribunes régionales
Novembre-Décembre 1981 : 4 tribunes
25 intervenants
dont : socialisme, planification, décentralisation,
face à l'entreprise privée : à Lyon, Lille, Rennes...
1982 : 12 tribunes 76 intervenants

FORUM GESTION

• Un article. Un étudiant. Un journaliste : au ser-
vice d'un magazine économique trimestriel depuis
1971
Tirage : 10000 exemplaires
Prochaine parution : novembre 1981 : « La liberté
de la presse »

INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

ASSOCIATION D'ÉDUCATION - ORGANISME D'INTÉRÊT GÉNÉRAL À CARACTÈRE ÉDUCATIF



ÉTABLISSEMENT LIBRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR RECONNU PAR L'ÉTAT - DIPLÔME VISÉ PAR LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

8 rue de Lota, 75116 PARIS (1) 553.87.46

ISG A.V.E.N.I.R. organise un colloque international les lundi 16 et mardi 17 novembre - au NOVOTEL PARIS-BAGNOLET

COMPOSTS, AMENDEMENTS HUMIQUES ET ORGANIQUES

Pour tous renseignements : ISG A.V.E.N.I.R. - 18 rue Spontini - 75116 PARIS - 704.89.04

مركز من الأصل

هكذا من الأصل

NOVEMBRE, DECEMBRE, AU NOUVEAU DROUOT PAR LA COMPAGNIE DES COMMISSAIRES-PRISEURS DE PARIS

LUNDI 16 NOVEMBRE A 14 H
TABLEAUX DU XIX^e SIECLE
MEUBLES
M^{me} Paul Renaud
6, rue de la Grange-Batelliers, 75009 Paris
Tél. 770.48.56
Expert: M. Marchaux

MERCREDI 18 NOVEMBRE A 14 H
MEUBLES ET OBJETS D'ART
LIVRES
M^{me} Millon et Juthéau
14, rue Drouot, 75009 Paris
Tél. 770.00.45 et 246.46.44

MERCREDI 18 ET
JEUDI 19 NOVEMBRE A 14 H
BIBLIOTHEQUE DU CHATEAU SAINT-ROCH
ET A DIVERS AMATEURS
Livres anciens et modernes
Reliures de Pierre Lagrain
M^{me} Ader, Picard, Tajan
12, rue Favart, 75002 Paris - Tél. 261.80.07
Expert: M. Maestre

VENREDI 20 NOVEMBRE A 14 H
DESSINS - TABLEAUX DU XIX^e SIECLE
Notamment par Béraud, Carrière, Delacroix,
Diaz, Dupré, Fortin, Galland-Lalau, Harpignies,
Guys, Lamé, Petitjean, Ziem...
M^{me} Ader, Picard, Tajan
12, rue Favart, 75002 Paris - Tél. 261.80.07
Experts: M^{me} Pictet et Jeannelle, Marchaux, Lepot, Nazare-Age

SAMEDI 21 ET
LUNDI 23 NOVEMBRE A 14 H
COLLECTION DE MONNAIES ANCIENNES
M^{me} Daurbergus
19, Bd Montmartre, 75002 Paris - Tél. 261.38.50
Expert: M. Kempenaer
Exposition: chez l'expert: 48, rue de Richelieu, 75001 Paris
jusqu'au 19 novembre 11 h à 12 h 30
et du 14-20 à 18 h

LUNDI 23 NOVEMBRE A 14 H
HORLOGERIE
Livres, outillage, montres
M^{me} Chevette
10, rue Rossini, 75009 Paris - Tél. 770.38.99
Expert: M. J.C. Sabrier

INSTRUMENTS DE MUSIQUE
Violons, violoncelles, archets de Maitres
M^{me} Ader, Picard, Tajan
12, rue Favart, 75002 Paris - Tél. 261.80.07
Expert: M. Vachot

MERCREDI 25 NOVEMBRE A 16 H 30
TAPIS D'ORIENT
M^{me} Ader, Picard, Tajan
12, rue Favart, 75002 Paris - Tél. 261.80.07
Expert: M. Berthod
Exposition: le jour même de 11 h à 18 h

VENREDI 27 NOVEMBRE A 14 H
BIJOUX - OBJETS DE VITRINE
ORFÈVRE ANCIENNE ET MODERNE
M^{me} Ader, Picard, Tajan
12, rue Favart, 75002 Paris - Tél. 261.80.07
Experts: M^{me} Rominger

DIMANCHE 29 NOVEMBRE A 15 H
HOTEL BRISTOL
110, rue du Fbg Saint-Honoré, 75008 Paris
ART ET LOCOMOTIVE
Collection d'automobiles
M^{me} Loudmar, Poullain
73, rue du Fbg Saint-Honoré, 75008 Paris
Tél. 266.90.01

LUNDI 30 NOVEMBRE A 14 H
BIJOUX - OBJETS DE VITRINE
ORFÈVRE ANCIENNE ET MODERNE
Important coffret nécessaire contenant:
des pièces en vermeil par Rodt Louis Dany
Paris 1789 et pièces en porcelaine de Paris
M^{me} Ader, Picard, Tajan
12, rue Favart, 75002 Paris - Tél. 261.80.07
Experts: M^{me} Bouemy, Déchaux

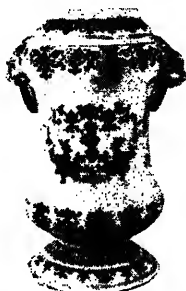
LUNDI 30 NOVEMBRE
ET MARDI 1^{er} DECEMBRE A 14 H
OBJETS D'ART D'EXTREME-ORIENT
dont des « Netsudé » en bois et en ivoire
de la Collection Lichtenberger (5^e partie)
M^{me} Ader, Picard, Tajan
12, rue Favart, 75002 Paris - Tél. 261.80.07
Experts: M^{me} Porter

JEUDI 3 DECEMBRE A 14 H
ARMES
M^{me} Millon et Juthéau
14, rue Drouot, 75009 Paris
Tél. 770.00.45 et 246.46.44
Expert: M. J.C. Day

VENREDI 4 DECEMBRE A 14 H 30
IMPORTANTS MEUBLES ET OBJETS D'ART,
PLUS SPECIALEMENT ART DECO
M^{me} Loudmar, Poullain
73, rue du Fbg Saint-Honoré, 75008 Paris
Tél. 266.90.01

LUNDI 7 DECEMBRE A 14 H
LIVRES ILLUSTRES MODERNES
M^{me} Paul Renaud
6, rue de la Grange-Batelliers, 75009 Paris
Tél. 770.48.56
Expert: M. Guélin

LUNDI 16 NOVEMBRE A 14 H
FAIENCES ET PORCELANES ANCIENNES
DES XVII^e ET XIX^e SIECLES
Est. Mochart, Lunévill, Mennecy, Moustiers,
Nevers, Paris, Rouen, Saint-Cloud,
Sceaux, Sévres
M^{me} Ader, Picard, Tajan
12, rue Favart, 75002 Paris - Tél. 261.80.07
Expert: M. Lafèvre



Moustiers. Faïence en forme de vase,
décorée en camaïeu bleu d'ornements d'après Bérin.
Avec à dévotion à l'usage du XVIII^e siècle (H. 35 cm)
(M^{me} Ader, Picard, Tajan - Lundi 16 Novembre à 14 h)

VENREDI 20 NOVEMBRE A 14 H
TABLEAUX ANCIENS
BEAUX OBJETS D'AMEUBLEMENT
SIÈGES ET MEUBLES DU XVIII^e SIECLE
SCULPTURES
M^{me} Audap, Godeau, Solanet
32, rue Drouot, 75009 Paris - Tél. 770.57.68



Portrait de Jeanne au sein, Maréchal.
Art Romain - Influence orientale. 1^{er} siècle.
(M^{me} Audap, Godeau, Solanet - Vendredi 20 Novembre à 14 h)

MERCREDI 25 NOVEMBRE A 21 H
TABLEAUX MODERNES ET CONTEMPORAINS
Importants tableaux cubistes par Apollin,
Charbonneau, Crot, Dufréne, Eschne, Hartung,
Bisclaire, Brayer, Lanskoy, Lévy-Dhurmer,
Seignac, Florbise, Hanson, Torre-Carola,
Valmier, Van Dooen - « Les phoïnes »
Tapisserie par Matepot tissée par Taland Frères
M^{me} Catherine Charbonneau
134, rue du Fg Saint-Honoré, 75008 Paris
Tél. 359.66.56
Expert: M. Marchaux
Expositions: Mercredi 24 et Mercredi 25 Novembre de 11 à 18 h



Serge Charbonneau: « La violon rustique »
Toile: 1946 (50x38 cm)
irréprochable dans le style au Charbonneau
par R. Creux. Tome II n° 417
(M^{me} C. Charbonneau - Mercredi 25 Novembre à 21 h)

VENREDI 11 DECEMBRE A 14 H 30
IMPORTANTS TABLEAUX, DESSINS,
ESTAMPES MODERNES
dont une collection de dessins
de Constantin Guys,
bronze « danseuse » par Degas, Vlaminck, Picasso,
Beuclerc, Laurencin, Brayer, etc.
M^{me} Loudmar, Poullain
73, rue du Fbg Saint-Honoré, 75008 Paris
Tél. 266.90.01



Picasso par Mennecy et 18 cm
(M^{me} Delaporte et Rieunier
Lundi 16 Novembre à 14 h)

LUNDI 16 NOVEMBRE A 14 H
TABLEAUX MODERNES
dont une importante œuvre par Monet (datée 1882)
VERRES
de Marinot, Daum, Gallé
FAIENCES MODERNES
MEUBLES ET OBJETS D'ART DU XVIII^e SIECLE
Commodes, armoire, table de changeur
M^{me} Delaporte et Rieunier
25, rue La Pelatier, 75002 Paris - Tél. 523.44.40
Experts: M^{me} Pictet et Jeannelle, Marchaux, Lepot, Nazare-Age



Peinture en sapin des Flandres
du XIX^e siècle (H. 163 cm x L. 129 cm)
(M^{me} Delorme - Vendredi 20 Novembre à 14 h)

VENREDI 20 NOVEMBRE A 14 H
TABLEAUX ANCIENS
MEUBLES ET OBJETS D'ART DU XVIII^e SIECLE
M^{me} Delorme
3, rue de Penthièvre, 75008 Paris
Tél. 265.57.63
Experts: M^{me} Anand et Lacote



Tapisserie des Flandres: « La Reine de Sabat », Fin XVI^e siècle
(M^{me} Cardinet - Vendredi 27 Novembre à 14 h)

VENREDI 27 NOVEMBRE A 14 H
TABLEAUX ANCIENS - MEUBLES ANCIENS
M^{me} Cardinet
14, rue de la Magisterie, 75001 Paris
Tél. 236.88.12



Louis Icart: « Le Sirey », Toile 72x105
(M^{me} C. Charbonneau - Lundi 14 Décembre à 14 h)

LUNDI 14 DECEMBRE A 14 H
ART NOUVEAU - ART DECO
Louis Icart: toiles, eaux-fortes
Verreries Emila Gallé
M^{me} Catherine Charbonneau
134, rue du Fg Saint-Honoré, 75008 Paris
Tél. 359.66.56
Expert: M. J.P. Camard

LUNDI 16 NOVEMBRE A 14 H 30 ET 21 H
MOLIERE
Collection Robert Manuel
M^{me} Loudmar, Poullain
73, rue du Fbg Saint-Honoré, 75008 Paris
Tél. 266.90.01



Statue de Molière - Collection Robert Manuel
(M^{me} Loudmar, Poullain - Lundi 16 Novembre à 14 h 30 et 21 h)

LUNDI 23 NOVEMBRE A 14 H
ART NOUVEAU - ART DECO
Arts graphiques, émailleries, art du verre,
sculptures et bronzes, mobiliers
M^{me} Ader, Picard, Tajan
12, rue Favart, 75002 Paris - Tél. 261.80.07
Expert: M. Camard



Gallé
Bouillonnelle table
« aux Balthus »
en verre et émailleries
Une table primitive est conservée
au Musée de l'École de Nancy
(H. 24,5 cm - L. 80 cm - larg. 36 cm)
(M^{me} Ader, Picard, Tajan
Lundi 23 Novembre à 14 h)

LUNDI 30 NOVEMBRE
A 14 H
Cabinet d'un Amateur
DESSINS ET
TABLEAUX ANCIENS.
HAUTE EPOQUE
Verrerie du XV^e
au XVIII^e siècle
TAPIS D'ORIENT
M^{me} Ader, Picard, Tajan
12, rue Favart
75002 Paris
Tél. 261.80.07
Experts: M^{me} de Boyer, Rieux,
Coudanquet, Berthod



Verre de chaise à pipes
orné de trois caris
en verre incisé.
Allemagne du Sud.
Fin du XVIII^e siècle
(M^{me} Ader, Picard, Tajan
Lundi 30 Novembre à 14 h)

SAMEDI 12 DECEMBRE A 21 H
POUPES DE COLLECTION
dont partie du Musée de Liège
M^{me} Loudmar, Poullain
73, rue du Fbg Saint-Honoré, 75008 Paris
Tél. 266.90.01

CHAUVE AUSSI ASSOCIÉ
nouveau
drouot
compagnie des commissaires-priseurs de paris
9, rue Drouot - 75009 Paris
Tél.: 246.17.11 - Téléc.: Drouot 642280

Les absents ont eu leur

La mise en scène de Boris Pokrovski sa soucie moins de briller par l'originalité que de se mettre au service d'une action trop rapide pour

Le métier d'écrire

KER

LOUIS MARCORELLES.
★ Forums - cinémas. Le jeudi 26 novembre, après la projection de 20 heures, un débat réunira

Suite de la première page.)

On ne sait trop d'où sont arrivés les Aztèques. Tout ce qu'on peut dire, c'est que ce peuple nomade

Les vitraux étaient groupés dans des caisses de pierre, ou enfermées dans des fosses murées, ou insérées dans le remblai des terrasses. Bref, toutes en place.

THÉÂTRE

modernités.
COLETTE GONARD.
★ Comédie de Caen, jusqu'au
24 novembre.

■ L'Académie française a enregistré une quatrième candidature au fauteuil de René Clair, déjà brigué par le professeur Hamburger.



D

11
RCA

[illegible]

Corse

LE PROBLÈME FONCIER

Les agriculteurs ont quitté le domaine de Pinia qu'ils occupaient depuis le 22 octobre

Les agriculteurs qui occupaient, depuis le 22 octobre dernier, le domaine viticole de Pinia (800 hectares appartenant à la famille Fernandez, originaire d'Algérie, et situé sur la commune de Ghisonaccia) ont quitté les lieux jeudi 12 novembre. Un accord est en effet intervenu entre M. Lemoine, directeur adjoint du cabinet du ministre de l'Agriculture, qui dirige la mission d'étude en visite pour quarante-huit heures en Corse, et les occu-

pants du domaine (« le Monde » du 13 novembre). Le directeur départemental de l'agriculture de Haute-Corse a été chargé de superviser l'étude prévoyant la restructuration des 800 hectares.

La mission devait se rendre vendredi dans le sud de l'île, où cinq autres exploitations sont aussi occupées. Mme Cresson, au vu du rapport de la mission, statuera ensuite sur le problème (foncier

corse, lequel, comme l'indique notre correspondant à Bastia, repose notamment sur le rôle et les moyens de fonctionnement de la SAFER (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural). La Fédération nationale des SAFER réunit d'ailleurs son assemblée générale, ce vendredi 13 novembre, à Montpellier, en présence de M. Cellard, secrétaire d'Etat à l'agriculture.

La SAFER contestée

De notre correspondant

Bastia. — A la fin du mois d'octobre, en l'espace d'une semaine, la Corse eut connu une vague sans précédent d'occupations agricoles (le Monde du 23 octobre). Au total, dix domaines, représentant plus de 5 000 hectares, ont été investis par des groupes d'exploitants se réclamant pour la plupart du Centre départemental des jeunes agriculteurs de la Corse-du-Sud et de la Haute-Corse. Chaque occupation a été faite selon la même démarche : le domaine est choisi pour son « caractère »

Installés sur ces terres, trente en ont d'ailleurs devenus propriétaires (sur 500 hectares), les quinze autres n'étant, pour le moment, qu'attribués à la SAFER en attendant que le plus important, celui du terrain, partie du capital, soit, au contraire, outil de travail.

Le projet de statut prévoit, en effet, l'installation régionale foncière pour vocation d'exercer préemption de la région

Le statut de la terre

À Plinio, près de Ghisonaccia, comme à La Testa-Ventiligne (1), à l'extrême sud de l'île, c'est la spéculation foncière qui est d'abord d'énorme. Ailleurs, comme dans le région d'Ajaccio, il s'agit aussi de remettre en culture des propriétés « abandonnées ou gelées », qui ont pu appartenir à des familles importantes et à des hommes de bien. Face à l'échec d'une politique, les occupants sans terre et souvent sans moyens font valoir que ces territoires (à l'exception de l'île) agro-forestière doivent leur être redistribués. De plus, le « réappropriation des terres apolléas » est l'un des thèmes du mouvement nationaliste.

Dû à la question que de nombreux professionnels se posent : le SAFER est-il structurellement adapté à la situation du monde agricole insulaire qui souffre d'un endettement croissant ? Les membres du conseil d'administration ont répondu que ce ne sont pas les hommes qui ont en cause, mais plutôt le système qui « pénalise jusqu'à présent et qui pénalisera encore plus à l'avenir ».

Le président du conseil d'administration, M. François Musso, président de la SAFER Corse et ancien président de la Fédération des syndicats d'exploitants agricoles, a été rejoint par l'avis de M. Vincent Carloti, conseiller général (P.S.) d'Aléria, qui estime, lui, que « le débat est

encore ouvert ».

Les membres du conseil d'administration ont également été très nombreux. Si les organisations réunies le 9 novembre à Ajaccio, aucun mal à s'entendre sur la nécessité de la SAFER, mais pas d'accord sur l'agence foncière par le P.S., en revanche, la rétrocession des terres n'est pas acceptée par les responsables du C.D.J.A. du sud. La motion finit prudemment une discussion qui n'a pas de conclusion définitive, soit la localisation « ouverte directe ». Mais une minorité de l'agence a insisté sur la nécessité de la Haute-Corse, le Nord-Corse

Cette « soif de terre » se manifeste d'autant plus nettement aujourd'hui que la question foncière est repoussée avec la mise en place des nouveaux organismes prévus dans le statut particulier.

(1) Le domaine de La Testa-Ventidous, d'une superficie totale de 300 hectares à cheval sur les communes de Sigari et Bonifacio (Sud-Sud), La construction d'une nouvelle route nationale de 200 mètres de long (coursiers militaires de la ville avait été projeté au début des années 1970. Les habitants, après l'achat de la parcelle, ont demandé l'application de la loi sur les cumuls qui toucheraient le domaine agricole. Ils ont obtenu une coopérative afin de l'exploiter.

50 millions de francs imprimés et la Mutualité sociale Agricole et ses missions au Crédit agricole, 700 millions de dattes pour deux mille emprunteurs, cent cinquante cas de situation de cessation d'activité ; la situation, là encore, est particulièrement critique. C'est pourquoi les organisations professionnelles demandent « un moratoire général » cinq ans sur le paiement des dettes. Il devra être suivi de « solutions structurelles ».

Celles-là mêmes que la mission d'étude et pour tâche de définir et de proposer à Mme Edith Cresson afin de favoriser le « redéploiement » de l'agriculture corse.

DOMINIQUE ANTONI.

Ile-de-France

Une nouvelle zone industrielle à Paris : le terrain des gazomètres

Le terrain des gazonniers dans le dix-huitième arrondissement de Paris livrera ses premières locaux réservés aux entreprises artisanales et industrielles en juin 1982. Cet aménagement et ceux prévus sur la zone de Tolbiac, dans le troisième arrondissement, ainsi que dans les quartiers des Marais de Saint-Blaise et de Belleville (vingtème arrondissement) permettront à la population de ce qu'on appelle le « désindustrialisation » de Paris qui a perdu, entre 1978, cent soixante mille emplois ? La réponse appartient à la VII^{ème}, mais aussi à l'Etat comme l'a rappelé le maire de Paris qui visitait, le 12 novembre, le chantier ouvert sur le terrain des gazonniers.

[illegible]

**CHERBOURG : ACCORD
C.G.T. - ANTINUCLÉAIRES**

Les dockers de Cherbourg ne débarqueront aucun déchet nucléaire avant le 4 janvier 1982, même si le *Pacific-Misher*, cargo-poubelle en provenance du Japon, se présente dans le port. Tel est le résultat, pour eux inspiéré, que les écologistes ont obtenu après l'occupation pendant quatre jours des deux grues principales qui servent à débarquer les « châteaux » de plomb.

Cet accord entre la C.G.T. et le comité antiraciste a été rendu public le jeudi 12 novembre. Il met les autorités, la chambre de commerce et l'Institut de La Haye dans l'embarras. En effet, on pense que le Pacific-Fisher attend au large l'autorisation de pénétrer dans l'avant-port.

Faits et projets

Le déchargement de sa cargaison et celui de la suivante seraient ainsi retardés de plusieurs semaines. Ce serait le premier coup de canif dans le contrat de retraitement passé par la Cogema avec les compagnies nucléaires japonaises. — (Corresp.)

**F.O. : PAS DE FERMETURE
DES BUREAUX DE POSTE
LE SAMEDI**

Le syndicat Force ouvrière des postiers estime que le budget des P.T.T. pour 1983 « n'est pas à la hauteur des espérances des personnels » et risque de provoquer un « sérieux mécontentement ».

An cours d'une conférence de presse, réunie le 12 novembre, M. Claude PITHON, secrétaire général de la fédération FO des P.T.T., a déclaré que si FO accueille avec satisfaction la création de quelque dix-sept mille emplois entre le 10 mai dernier et le courant de l'année prochaine, elle estime que le budget 1982 comporte un certain nombre d'éléments « négatifs ».

En outre, M. Pitous a souligné que les créations d'emplois prévues dans le budget (cinq mille six cent cinquante) seront insuffisantes pour faire face à une réduction de la durée du travail de quarante et une à trente-neuf heures au 1^{er} janvier prochain ; si l'on souhaite, du moins, maintenir la qualité du service public. A ce sujet FO a réaffirmé son opposition à la fermeture des guichets le samedi.

**pourquoi Rolls-Royce
a-t-il toujours un
moteur d'avance sur
ses concurrents?**

Lorsque Boeing lança son nouveau 737, ses premiers clients préférèrent des moteurs Rolls-Royce. Tout simplement parce que le RB21-535 était le meilleur sur le marché. Déjà homologué pour l'exploitation, ce réacteur a deux ans d'avance sur ses concurrents.

moteurs Rolls-Royce, le Boeing 757-300 consomme 45% de carburant de moins par passager que le 727 d'aujourd'hui. Le RB211-535 allie une technologie de pointe à des caractéristiques qui ont déjà fait leurs preuves sur le Lockheed TriStar et le Boeing 747.

RB211-535 sera encore meilleur demain grâce aux technologies de pointe qui maintiennent Rolls-Royce en tête de la concurrence. Rolls-Royce équipe les avions civils et militaires dans le monde entier ainsi que les navires de 25-marines nationales. Rolls-Royce c'est aussi le

ROLLS-ROYCE LIMITED
65 BUCKINGHAM GATE, LONDON SW1E 6AA
Pour tous renseignements
Rolls-Royce (France) Ltd.
122 Avenue des Champs-Élysées
92522 Neuilly-sur-Seine

MIENRA TOUJOURS LA COURSE DU FUTUR



Le Monde

Économie

ÉTRANGER

Le président Reagan refuse la démission du directeur du budget

(Suite de la première page.)

Intuitif de dire que les parlementaires démocrates ont été saisis de joie en lisant cet article. « L'architecte du programme gouvernemental est en train d'être battu », se sont exhalés M. O'Neill, le président de la Chambre des représentants, et le sénateur démocrate de l'Iowa, M. Reagan, qui l'on vira l'auteur de l'article, William Greider, l'attribuant à l'ennemi en conclusion : « Les amis de la politique gouvernementale se réjouissent que leur pion était fou, tout au moins incapable de répondre aux promesses, mais le président alla de l'avant et donna l'impression opposée au public américain ».

Les Américains commencent à souffrir de la récession

De notre correspondant

New-York. — La récession se précipite aux États-Unis, et ses effets commencent à se faire sentir dans différentes couches de la population. Si l'inflation a jusqu'à présent été le phénomène dominant, elle est maintenant en recul, le chômage augmente ; cinq cent cinquante mille Américains de plus ont perdu leur emploi en octobre. Le gouvernement fédéral, obéissant aux instructions de M. Reagan, a licencié quinze mille fonctionnaires. Cinquante mille autres suppressions d'emplois devraient suivre. En outre, la réduction des budgets sociaux est entrée en application le 1^{er} octobre et touche les classes les plus défavorisées : personnes au chômage, mères de famille seules pour élever leurs enfants, minorités ethniques qui fournissent la grosse main-d'œuvre sans qualification professionnelle, en particulier les Noirs et certains hispaniques. Quant aux réductions d'impôts, elles n'auront d'effet que l'année prochaine et favoriseront, au demeurant, surtout les gros contribuables.

Le commerce de détail, dont l'évolution avait été satisfaisante jusqu'à l'été dernier, connaît un ralentissement qui certains inquiètent ; l'engouement soulevé chez les petits commerçants par les intérêts de 15 à 20 % offerts par certaines banques pour les dépôts à moyen terme.

A New-York, les sept principaux grands magasins, en pleine de grande période de Noël, enregistrent leurs plus mauvais résultats depuis avril 1980. Les marchés des équipements ménagers, des meubles, de l'électronique et des vêtements d'hiver sont les plus atteints. Et les directions attendent avec inquiétude la période des achats de Noël qui commencent à la fin de novembre et se prolongent jusqu'en janvier.

L'alimentation n'est pas épargnée : à New-York, l'une des principales chaînes de supermarchés de la région de New-York, va fermer une trentaine de ses deux cent soixante-cinq magasins. Selon sa direction, une véritable guerre des prix s'est engagée avec les chaînes concurrentes pour attirer une clientèle de plus en plus « rentable ».

À Washington, les hôtels et les restaurants, qui, d'ordinaire, ont peine à satisfaire leur clientèle commerciale et d'affaires, ont vu leurs réservations se raréfier depuis août. Certaines industries sont durement touchées. La vente des automobiles a baissé de 27 % en octobre. La machine-outil est au plus bas depuis cinq ans. Internationalement, l'Europe va suspendre pendant trois semaines ses opérations d'armes sous-marines des États-Unis et tous du Canada, maintenant 20 000 ouvriers en chômage temporaire (10 000 autres sont au chômage depuis plusieurs mois).

CONJONCTURE

« La fraude fiscale représente 90 à 100 milliards de francs par an » déclare M. Fabius

« On vit depuis des années et des années en France sur une diffusion de la fraude fiscale. Ce n'est pas en un jour qu'on va inverser la tendance ; moi, je souhaite simplement qu'elle se réduise », a déclaré M. Fabius, ministre délégué chargé du budget, cet après-midi, jeudi 12 novembre 1981, à une émission de France-Inter consacrée à la fraude fiscale. « Pour essayer de lutter contre la fraude, il faut trois éléments », a-t-il expliqué. Le premier, ce sont les hommes, les moyens ; le second, c'est une législation adaptée. Nous avons une législation qui était pas mauvaise ; nous comptons l'adapter encore. Le troisième moyen, enfin, c'est une certaine volonté, la volonté de ne pas épargner les puissants et les privilégiés. « Ce n'est donc pas le chemin des plus-values, de la « servitude » ou de la « fraude fiscale », nous allons continuer. Nous allons simplement essayer d'être plus vigilants, de faire en sorte que la grande fraude fiscale soit sévèrement punie. Voilà la contre-attaque de justice fiscale que je voudrais, avec le gouvernement, proposer au pays », a-t-il affirmé.

Estimant qu'il fallait « moins de tracasseries à l'égard des petites entreprises, mais une plus grande sévérité à l'égard des grands fraudeurs », M. Fabius a fourni quelques précisions sur l'ampleur de la fraude annuelle, qui s'élève à quelque 90 à 100 milliards de francs, soit 10 % du produit intérieur brut.

D'après des études que nous avons réalisées, 20 % de l'impôt sur le revenu est fraudé, et que 20 % de l'impôt sur les sociétés et 6 % de la taxe à la valeur ajoutée. C'est l'impôt sur la fraude douanière constante à propos de l'affaire Perle. M. Fabius a insisté sur l'objectif qu'il s'est fixé : avoir une transaction portant sur trente-cinq milliards de francs.

Tru chiffré, que le directeur adjoint des douanes, M. Cahart, considère comme « exagéré », ajoutant prudemment : « que nous sommes dans un domaine où personne ne connaît la vérité absolue ».

« Il est des moments qui se prêtent mieux à l'œuvre de la fraude et à l'évasion fiscale », souligne pour sa part M. Mauguère, le député français, effectif physiquement par les passeurs, ou enregistré sans aucune déclaration, depuis l'annonce officielle des nationalisations, c'est-à-dire depuis le mois de juillet dernier, l'essentiel reste encore assuré par le schéma bancaire qui permet d'opérer par simple jeu d'écriture et soutient dans une pseudo-legalité ».

Environ les deux tiers de l'évasion fiscale sont assurés ainsi : le tiers restant correspondant à la fuite de capitaux opérée sous les formes classiques les plus diverses ne serait-ce que grâce aux transferts de titres dissimulés en France et qui ne font l'objet.

PAS DE T.V.A. SUR L'OR

Les ventes d'or monétaire, barre ou lingots de poids de 100 grammes, ont été admises par la Banque de France, ou de pièces frappées par des particuliers dans le cadre de la gestion de leur patrimoine ou par des professionnels du commerce de l'or, indique un communiqué du ministère du budget.

Cette précision permet d'éclaircir les craintes que manifestaient depuis plusieurs jours les détenteurs et les professionnels de l'or après avoir appris qu'un particulier du Sud-Ouest avait fait l'objet d'un redressement fiscal de la forme d'une taxe de 33,33 % applicable à la vente d'un certain nombre de pièces d'or affectées par l'intermédiaire d'un établissement bancaire, une affaire que nous avons rapportée dans nos éditions du 15-16 novembre.

Il ressort de cette mise au point du ministère que le commerce de l'or demeure soumis à l'application de la seule taxe de 6 % sur le montant des ventes effectives, entre les frais de courtage habituels.

ÉVASION DE CAPITAUX

Le syndicat C.G.T. des douanes va demander la création d'une commission d'enquête

Le syndicat C.G.T. des douanes françaises, majoritaire dans la profession, va demander la création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'évasion fiscale et la fraude en général, nous a déclaré son secrétaire général, M. Alain Mauguère.

Déjà ce vendredi 13 novembre 1981, des contacts vont être pris en ce sens avec les présidents des groupes parlementaires du parti socialiste et du parti communiste français et ceux de l'urgence de la situation à-t-il ajouté, estimant à 32 milliards de francs le montant de l'exportation de capitaux depuis l'élection présidentielle, à laquelle viennent s'ajouter 5 à 10 milliards de francs de monnaie, ce qui fait un total de 40 milliards de francs.

Tru chiffré, que le directeur adjoint des douanes, M. Cahart, considère comme « exagéré », ajoutant prudemment : « que nous sommes dans un domaine où personne ne connaît la vérité absolue ».

« Les ventes du grand commerce ont sensiblement progressé en volume en octobre, indique le Centre d'observation économique de la chambre de commerce et d'industrie de Paris. Un volume, cette progression a été de 18 % pour les hypermarchés et 15 % pour les grands magasins ainsi que pour les magasins populaires.

« C'est M. Paul Bonin, et non Brunin, comme une coquille nous la fait savoir, qui a signé la lettre intitulée « Je plains pas vos sorts » pour les grands magasins ainsi que pour les magasins populaires.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DE JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
\$ E.-U.	5,5662 5,5300	+ 80 - 120	+ 170 - 200	+ 530 - 650	
£ (1981)	2,5620 2,5850	+ 100 - 120	+ 130 - 150	+ 430 - 500	
DM	2,5100 2,5310	+ 90 - 115	+ 105 - 125	+ 400 - 450	
FF (1981)	142,000 142,000	+ 70 - 85	+ 130 - 175	+ 445 - 515	
¥ (1981)	3,1720 3,1850	+ 100 - 120	+ 310 - 370	+ 810 - 920	
₹ (1981)	6,0710 6,0800	+ 6 - 110	+ 50 - 250	+ 150 - 300	

Taux des EURO-MONNAIES

	1 MOIS	3 MOIS	6 MOIS	12 MOIS
\$ E.-U.	11,5/8	11,5/8	11,5/8	11,5/8
£ (1981)	11,5/8	11,5/8	11,5/8	11,5/8
DM	11,5/8	11,5/8	11,5/8	11,5/8
FF (1981)	11,5/8	11,5/8	11,5/8	11,5/8
¥ (1981)	11,5/8	11,5/8	11,5/8	11,5/8
₹ (1981)	11,5/8	11,5/8	11,5/8	11,5/8

Nous donnons ci-dessous les cours proposés sur le marché interbancaire des devises qu'ils étaient indiqués en fin de séance par une grande banque de la place.

Hilton étonne.

Au pied de la Tour Eiffel, Hilton, un hôtel au succès étonnant. Vous voulez goûter le plaisir de Paris-West ? Venez dîner au Westin.

Vous y découvrirez le fameux T-bone, la véritable viande à l'os de cow-boy, importée directement des U.S.A. Bien sûr, le chariot des desserts vient de l'Ouest et le café est celui de California Inc.

Le Westin : folklore et services locaux pour délasser ou dîner.

An Hilton : des petits et grands services qui étonnent.

Hilton International Paris
15, av. de Suffren 75006 Paris cedex 15
Tél. 01.47.22.10.00

AUBON MARCHÉ

Jusqu'au 14 décembre

Métro : Sévres-Babylone. Parking.

sur toute la fourmure

Après acquisition du dossier et versement de l'apport personnel.

Crédit gratuit 9 mois

SOCIAL

Les communistes aux élections

Le budget du mi...

Le budget du mi... doit augmen...

Le budget du mi... doit augmenter...

READY CAN

Spécialiste de canapés confortables

READY-MADE +0, rue Caillaud 75

VILLE DE PARIS
AVIS PUBLIC D'APPEL

Rehabilitation de...

مكذبا الأصل

500 من الأصل

SOCIAL

Les communistes réagissent vivement aux déclarations de M. Bergeron sur leur pénétration dans l'appareil de l'État

En annonçant à France-Terrain, le 11 novembre, que l'Union ouvrière était prête à se joindre à la manifestation des communistes au sein de l'appareil d'État, M. Bergeron a provoqué une réaction de déception chez les communistes. Elle a été d'autant plus vive que, admettant ou non sa déclaration, il n'y a eu aucune déclaration de solidarité avec la manifestation communiste. — tant au conseil des ministres qu'à l'Assemblée nationale — entre les communistes et le gouvernement auquel ils participent.

Dès le lendemain, la réponse de deux ministres communistes de M. Mauroy a été évasive. M. Marcel Rigout, chargé de la formation professionnelle, a estimé devant la presse que les propos de M. Bergeron sur le projet de loi sur la formation professionnelle au gouvernement posent un problème de principe, notamment celui de savoir si la section des ministres de l'État, respectant les termes du préambule de la Constitution, M. Rigout a rappelé que ce préambule proclame l'attachement du peuple français à l'indivisibilité de la République, l'article 6 que les citoyens ont le droit de participer à la vie de la Nation, places et emplois publics selon leurs capacités et sans distinction, que celles de leurs services et de leur talent.

De son côté, sans même direction en cause M. Bergeron, M. André Le Pors, ministre d'État chargé de la formation professionnelle, a déclaré devant la presse que la formation professionnelle est une conception nationale de la formation publique française et que cette conception, a-t-il dit, distingue radicalement l'administration française de l'administration américaine par exemple :

CONFLITS ET REVENDEICATIONS

PEUGEOT-SOCHAUX : les négociations s'annoncent difficiles

De nos correspondants

Les négociations se sont poursuivies, jeudi 11 novembre, à l'usine de Sochaux, entre la direction et les représentants du personnel. Les négociations se sont poursuivies, jeudi 11 novembre, à l'usine de Sochaux, entre la direction et les représentants du personnel. Les négociations se sont poursuivies, jeudi 11 novembre, à l'usine de Sochaux, entre la direction et les représentants du personnel.

PREFECTURE DE L'ISERE ET DE LA SAVOIE
AVIS D'OUVREMENT D'ENQUETE PUBLIQUE

Chute de Grand-Maison sur l'Eau d'Oie

Mairie de France, service national, a sollicité le 30 août 1981 une commission, avec délimitation d'unité publique, en vue de l'élaboration et de l'approbation de la carte de Grand-Maison sur l'Eau d'Oie, dans le département de l'Isère et de la Savoie.

Le 26 août 1981, par suite de la décision de la commission, la carte de Grand-Maison sur l'Eau d'Oie a été approuvée.

En effet, afin de mieux exploiter les possibilités de cette carte, la commune de Grand-Maison a décidé de porter la limite communale à l'aval de la chute de Grand-Maison, en vue de la création d'une unité publique, en vue de l'élaboration et de l'approbation de la carte de Grand-Maison sur l'Eau d'Oie, dans le département de l'Isère et de la Savoie.

Le 26 août 1981, par suite de la décision de la commission, la carte de Grand-Maison sur l'Eau d'Oie a été approuvée.

Le budget du ministère du travail doit augmenter de 110 %

M. Jean Auroux, ministre du travail, qui a présenté, vendredi 12 novembre, son projet de budget à l'Assemblée nationale (60 milliards de francs, soit une progression de 110 % par rapport à l'année précédente), a indiqué, jeudi, devant le conseil des ministres, que le budget du ministère du travail sera opérationnel avant la fin du printemps prochain.

Pour les ministères du nouveau dispositif, l'ANPE, le ministère du travail, qui a présenté, vendredi 12 novembre, son projet de budget à l'Assemblée nationale (60 milliards de francs, soit une progression de 110 % par rapport à l'année précédente), a indiqué, jeudi, devant le conseil des ministres, que le budget du ministère du travail sera opérationnel avant la fin du printemps prochain.

Bonnes Marel : nouvelle condamnation de l'employeur

A Saint-Etienne, nouveau rebondissement de l'affaire Diego Soler — délégué du personnel C.G.T. aux Bonnes Marel, licencié après un an de travail (le Monde des 11 octobre et 8 novembre). Dans une nouvelle condamnation de l'employeur, le tribunal de Saint-Etienne a condamné l'employeur à verser à Diego Soler une somme de 100 000 francs, représentant le salaire d'indemnité, le conseil des prud'hommes de Montbrison a condamné l'employeur à verser à Diego Soler une somme de 100 000 francs, représentant le salaire d'indemnité, le conseil des prud'hommes de Montbrison a condamné l'employeur à verser à Diego Soler une somme de 100 000 francs, représentant le salaire d'indemnité.

MATH PHYS FRA

COURS PART. ET ANN. SARI, Tél. 720-36-80 et 720-44-38

BON MARCHÉ

READY-MADE CANAPÉS

Spécialiste de canapés convertibles et déhoussables.

READY-MADE 40, rue Jacob 75006 Paris - Tél. 260.84.25.

VILLE D'ANNENY

Rehabilitation de l'hôtel Impérial

AVIS PUBLIC D'APPEL DE CANDIDATURES

Le maire d'ANNENY recherche un groupement d'architectes et de paysagistes pour l'étude et la réalisation d'un projet de réhabilitation de l'hôtel Impérial, situé à Annenay, dans le département de l'Aisne.

Occupation et séquestrations

Dans le Var, une cinquantaine de militaires C.G.T. ont été séquestrés à l'hôpital de Montevideo, ont été séquestrés à l'hôpital de Montevideo, ont été séquestrés à l'hôpital de Montevideo.

Les pompes de l'Isère en grève

Les pompes de l'Isère en grève, les pompes de l'Isère en grève, les pompes de l'Isère en grève.

COOPÉRATION FRANCO-ITALIENNE DANS LA TÉLÉVISION

La direction générale des télécommunications de l'U.N.I. et la direction des télécommunications de l'U.N.I. ont signé un accord de coopération franco-italienne dans la télévision.

LA VOIE DE L'INDEPENDANCE ENERGETIQUE.

Dans, 85% des transports marchandises seront assurés par des véhicules à moteur à piston, grâce à l'énergie des centrales hydroélectriques et thermiques (nucléaire et charbon).

SNCF

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS
LOCATEL

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

12 NOVEMBRE
Nouveau repli des valeurs
et de l'or

Tout a baissé, jeudi 12 novembre à la Bourse de Paris : les valeurs mobilières et l'or, dans une atmosphère assez lourde, qui inclinait les opérateurs au pessimisme et au découragement.

C'est peut-être le nouveau recul de l'or qui a le plus frappé : le lingot a perdu 1 800 F, à 73 900 F, après avoir abandonné 1 750 F mardi 10 novembre.

Ce recul est imputable au fléchissement continu du cours de l'once d'argent sur le marché libre de Londres, revenu, jeudi, de 422,75 dollars à 412,25 dollars. A Paris, on ne fait que suivre, puisque le cours coté en bourse reflétait l'exacte parité avec celui de Londres, comme le mardi précédent.

Le napoléon, quant à lui, a encore perdu 10 F, à 700 F. Les emprunts indexés sur le métal ont sensiblement fléchi, le 4 1/2 % 1973 perdant 50 F environ, et le 7 1/2 % 1973, 75 F.

Sur le marché des valeurs, les actions françaises ont encore baissé : l'indice instantané affichant un repli de 0,7 %. Parmi les titres les plus touchés, citons Casino (- 10 %), Cie du Midi (- 4,8 %), Institut Mérieux (- 3,8 %). La baisse de l'Air Liquide s'est poursuivie, sous l'effet, dit-on, de ventes de l'étran-

L'accroissement des charges des entreprises au titre du financement du déficit de la Sécurité sociale a été assez mal accueilli autour d'une corbeille, devenue fondamentalement pessimiste depuis quelque temps. Aux valeurs étrangères, le dollar a tiré à la baisse le panier de la ménagère, à la mesure d'un léger et lâche fléchissement.

Aux valeurs étrangères, le dollar attire à légèrement fléchi à 50 F/6,55 F. Les américaines sont un peu mieux disposées, bien que les indications en provenance de Wall Street soient peu claires, et les mines d'or ont marqué un repli, en liaison avec celui du métal.

VALEURS	%	% de	VALE
---------	---	------	------

LA VIE DES SOCIÉTÉS

LAFARGE-COPPÉE. — Faisant le point sur l'offre publique d'achat que la société a lancée sur la firme américaine General Portland, et dont l'échecance reste fixée au 16 novembre prochain, Lafarge-Coppée précise que les deux tiers des actions General Portland lui ont d'ores et déjà été apportés, soit environ 4,6 millions de titres sur les 6,9 millions visés.

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ. — Le chiffre d'affaires du groupe de la Compagnie Générale d'Électricité (sociétés contrôlées et sociétés affiliées) s'est élevé pour les neuf premiers mois de 1981 à 36 242 millions de francs hors taxes, en augmentation de 18,5 % par rapport à celui de la période correspondante de 1980.

CIT-ALCATEL. — Le chiffre d'affaires pour les neuf premiers mois de 1981 s'est élevé à 3 469 millions de francs, en progression de 25 % par rapport à la période correspondante de 1980, 2 766 millions de francs.

Pour l'ensemble du groupe, la progression probable du chiffre d'affaires consolidé de l'année devrait être supérieure à 20 %.

MAISONS PHENIX (Rectifié). —

MAISONS PHENIX (Rectificatif). — En ce qui concerne notre information sur la société parue dans nos éditions du 9 novembre dernier, il convenait de lire que le bénéfice net de Maisons Phénix pour le premier semestre 1981 a effectivement été ramené à 18,5 millions de francs, alors que le bénéfice net de la période correspondante de 1980 ressort à 30,5 millions de francs et non pas 29,2 millions comme in-

NEW-YORK

**Légère avance après la baisse
du « prime rate »**

Wall Street a favorablement réagi à l'annonce d'une nouvelle réduction du taux de base bancaire, à 16,5 % contre 17 %, associée par plusieurs grandes banques, et notamment par les deux valeurs industrielles les plus favorisées, à une baisse de 100 points sur les quelques cinq enregistrées initialement, pour s'établir à 860,54 en clôture.

Le marché new-yorkais n'est en fait encore au point de « se sentir positif des perspectives de croissance de l'économie américaine », mais il a été surpris par ces deux investissements, qui affectent de bonifier la cote depuis de nombreuses semaines, semblent à présent décidés à reprendre le chemin du « big board ». La désinflationnisme progressive sur les taux d'intérêt américains y est certainement pour quelque chose.

C'est donc de ce côté-là que les opérateurs préfèrent tourner leurs regards, enroblant avec satisfaction la délicate constellation sur les taux des prêts consentis aux firmes de courtage, qui sont passés de 5,75 % à 14,75 % pour la plupart des établissements.

La décision du directeur du budget, M. David Stockman, de présenter sa démission après les doutes qu'il a exprimés sur la politique économique de l'administration a été connue trop tard pour avoir eu quelque influence sur les cours boursiers, mais nul doute qu'elle sera l'occasion d'abondants commentaires, même si le président Reagan s'est empressé de la refu-

[illegible][illegible][illegible]

BOURSE DE PARIS 12 NOVEMBRE COMPTANT

[illegible]

HORS-COTE	Scavino	305 11	282 23
	Sig 5000	130 25	131 98

[illegible]

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote officielle dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois survenir dans

MARCHE A

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Competition	VALUES	Cheer points	Devotee points	Comp. points	Competition	VALUES	Cheer points	Devotee points	Comp. points	Competition	VALUES	Cheer points	Devotee points	Comp. points	Competition	VALUES	Cheer points	Devotee points	Comp. points
1970	15.5 W 1970	2382	2022	2018	2333	2353	2386	2362	201	281	285	282	282	282	100	U.S.C.	100	100	100
1971	15.5 W 1971	2786	2112	2302	2795	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	100	U.S.C.	100	100	100
1972	15.5 W 1972	2786	2112	2302	2795	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	100	U.S.C.	100	100	100
1973	15.5 W 1973	2786	2112	2302	2795	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	100	U.S.C.	100	100	100
1974	15.5 W 1974	2786	2112	2302	2795	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	100	U.S.C.	100	100	100
1975	15.5 W 1975	2786	2112	2302	2795	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	100	U.S.C.	100	100	100
1976	15.5 W 1976	2786	2112	2302	2795	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	100	U.S.C.	100	100	100
1977	15.5 W 1977	2786	2112	2302	2795	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	100	U.S.C.	100	100	100
1978	15.5 W 1978	2786	2112	2302	2795	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	100	U.S.C.	100	100	100
1979	15.5 W 1979	2786	2112	2302	2795	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	100	U.S.C.	100	100	100
1980	15.5 W 1980	2786	2112	2302	2795	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	100	U.S.C.	100	100	100
1981	15.5 W 1981	2786	2112	2302	2795	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	100	U.S.C.	100	100	100
1982	15.5 W 1982	2786	2112	2302	2795	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	100	U.S.C.	100	100	100
1983	15.5 W 1983	2786	2112	2302	2795	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	100	U.S.C.	100	100	100
1984	15.5 W 1984	2786	2112	2302	2795	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	100	U.S.C.	100	100	100
1985	15.5 W 1985	2786	2112	2302	2795	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	100	U.S.C.	100	100	100
1986	15.5 W 1986	2786	2112	2302	2795	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	100	U.S.C.	100	100	100
1987	15.5 W 1987	2786	2112	2302	2795	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	100	U.S.C.	100	100	100
1988	15.5 W 1988	2786	2112	2302	2795	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	100	U.S.C.	100	100	100
1989	15.5 W 1989	2786	2112	2302	2795	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	100	U.S.C.	100	100	100
1990	15.5 W 1990	2786	2112	2302	2795	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	2860	100	U.S.C.	100	100	100

La stratégie de la moquette

Elie Wiesel et le silence de Dieu

PAGE IV

PAGE XII

AUJOURD'HUI • Signes : question de génération (III) ; Occident : la cité des communautés ; la vie en rose : « Le Fécamp retrouve son train (V) » ; Portraits : vie de châteaux (VI).

DEMAIN • La gastronomie du « fast food » à la française (VII) ; les travailleurs du futur : le Club de Rome ; Crise (VIII).

ÉTRANGER • États-Unis : savoir tout sur tout (IX) ; Italie : une radiographie du Sud après le tremblement de terre ; Reflets du monde (X).

DOSSIER • Les Américains (XI).

CLEFS • Histoire : Athènes et ses barbares (XII) ; Actuelles (XIV) ; Sciences : les temps monomaniques ; Langage : Dictionnaires ; Poésie : Christian Prigent (XV).

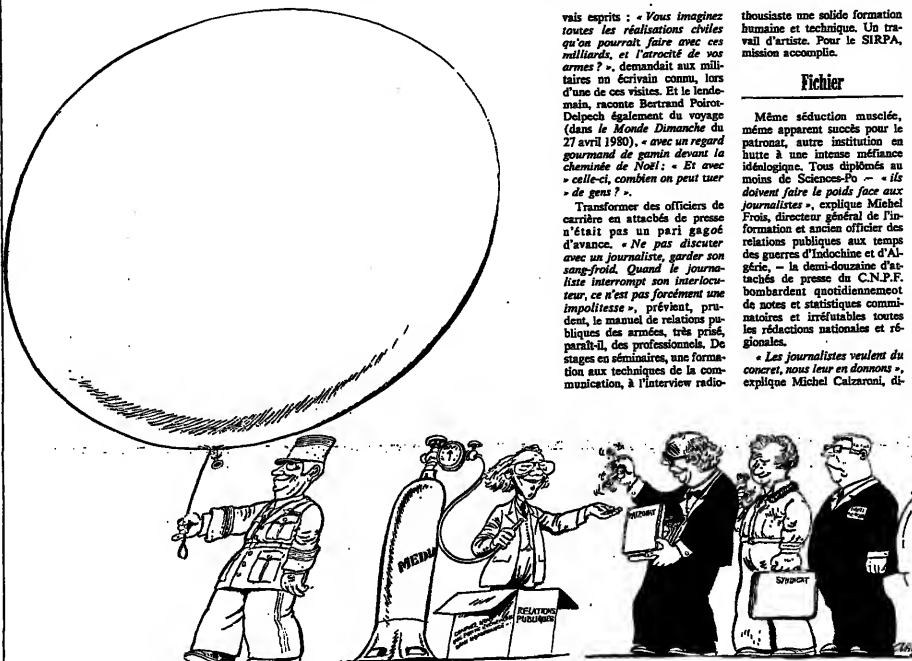
NOUVELLE • Inconnues par Roland Jaccard (XVI).

SUPPLÉMENT AU NUMÉRO 11445 - NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

DIMANCHE 15 NOVEMBRE 1981

Le Monde

DIMANCHE



Fichier

Même séduction musclée, même apparent succès pour le patronat, autre institution en hâte à une intense défiance idéologique. Tous diplômés au moins de Sciences-Po - « ils doivent faire le poids face aux journalistes », explique Michel Frois, directeur général de l'information et ancien officier des relations publiques aux temps des guerres d'Indochine et d'Algérie, - la demi-douzaine d'attachés de presse du C.N.P.F. bombardent quotidiennement de notes et statistiques comminatoires et irréfutables toutes les rédactions nationales et régionales.

« Les journalistes veulent du concret, nous leur en donnons », explique Michel Calzaroni, di-

thousiste une solide formation humaine et technique. Un travail d'artiste. Pour le SIRPA, mission accomplie.

La grand-messe

Chaque déclaration d'un dirigeant patronal est désormais encadrée, dans toutes les rédactions parisiennes, par deux coups de téléphone : le premier, pour prévenir le journaliste spécialiste de l'immensité de la déclaration. Le second, pour s'assurer que la substance en a bien été comprise, « tout cela, n'est-ce pas, en toute liberté pour le journaliste ».

Talents et énergie décuplent lors de la grand-messe que sont les assises du C.N.P.F. A mesure qu'il approche le grand jour, les conférences de presse se succèdent : pas moins de trois, largement « couvertes » par la presse, pour les dernières assises de 1980, à Strasbourg. Message central des assises : « L'innovation est la condition de la survie ». Une incitation sans doute indispensable aux patrons. Mais les lecteurs, auditeurs, téléspectateurs ? D'une information nouvelle, du plus léger changement de cap, pas l'ombre. Rien que cette exhortation quasi-religieuse au totem de « l'innovation ». Et pourtant, un dossier de presse que l'on n'aimait pas recevoir sur le pied : deux jours durant, sur les codes et dans les colonnes, solennels et creux, des flots d'éloquence patronale, des montagnes de bravoure.

« Faut-il s'émouvoir ou pleurer de voir un non-événement absolu occuper dans la presse une place si considérable », se demande un journaliste d'un grand magazine économique. Soyons juste : dans ce squat sans vergogne des médias, le patronat est en bonne compagnie. Combien de congrès, déclarations publiques, inaugurations insignifiantes répétées à grand tam-tam ? A combien d'événements fabriqués, de tentatives sans lendemain de présidents, ministres, secrétaires généraux, l'efficacité de l'attaché de presse, son harcèlement des journalistes, forcent-ils ainsi les colonnes de la presse ?

Pouvoirs et contre-pouvoirs confondus, la scène économique et sociale est aujourd'hui envahie par les relations publiques. Ministères, préfectures, pour se prémunir contre les fuites, souhaitent canaliser l'information diffusée, gérer prudemment leur petit capital de statistiques mensuelles, communiquées, et autres déclarations. Quant aux entreprises, groupes et lobbys de toutes sortes, ils sont soucieux d'affirmer leur existence, de transmettre leur message, d'exercer leur pression, de livrer d'eux-mêmes l'image la plus séduisante.

(Lire la suite page XIV.)

Voyage chez les chargés de séduction publique

Ils gonflent parfois des événements, tendent aux journalistes des pièges de charme : les attachés de relations publiques ont envahi ministères, entreprises et lobbys. La presse ne résiste pas toujours.

DANIEL SCHNEIDER

Où est donc passé l'antimilitarisme ? Qui a détourné le cyclone de banderoles et de slogans qui, de comités de soldats en cotisation de la loi Debré, asségerait l'armée depuis 1968, et plus particulièrement le service national ? Apeché, résigné, en cotisation de la loi Debré, asségerait l'armée depuis 1968, et plus particulièrement le service national ? Apeché, résigné, en cotisation de la loi Debré, asségerait l'armée depuis 1968, et plus particulièrement le service national ?

Dans son bureau du ministère de la défense, boulevard Saint-Germain à Paris, le général Cavarrot peut se frotter les mains.

Chef du service d'information et de relations publiques des armées, le SIRPA, un joli bataillon de deux cent personnes (environ cent cinquante officiers et cinquante civils), il est le Joffe de cette campagne de l'image de marque.

Une bataille de tranchées. Nulle campagne d'affiches sur les murs, à l'instar il y a quelques années de la police, connue en désaffection. Pas question d'acheter des pages de magazine pour y faire s'épanouir en quadrichromie des sourires galonnés, sur fond d'ogives et de tourelles. Non. Un patient travail de sape, un harcèlement de charme, un activisme enjoué. Une splendide campagne de relations publiques.

Qu'on se juge : chaque année, 12 000 « opérations de contact », avatars plus ou moins perfectibles de la « journée

portes ouvertes ». Tous les quinze jours, sur FR 3, le magazine *Horizons*, financé par le ministère de la défense. La maîtrise, avec l'établissement cinématographique et photographique des armées et ses cinquante courts et moyens métrages annuels, de l'un des plus gros producteurs d'Europe. Cent quinze voyages de presse nationaux et régionaux en 1980, trente-six voyages « armée nation », c'est-à-dire composés d'élèves de l'ENA, de jeunes magistrats ou d'écrivains célèbres. Seuls ont résisté les évènements, également présentés : pas un seul ne s'est dérangé.

Sang-froid

Le SIRPA a joué en maître de la fascination qu'exerce l'armée, y compris sur les plus mau-

tiété est dispensée aux officiers du SIRPA. « On avait le choix, explique le général Cavarrot. On pouvait prendre des techniciens de la communication, non militaires, et leur faire découvrir l'armée. On a préféré recruter des militaires, et leur apprendre la communication. »

« Mission : informer », résume avec une mâle sobriété la brochure de présentation du SIRPA. Témoignage parmi d'autres de la victoire : le succès, auprès de la population comme de la presse, de cette escale de « kermesse des armées » organisée pour la première fois le 14 juillet dernier sur la pelouse de Reuilly, à Paris. Deux cent mille visiteurs. De ces grouillantes retrouvailles de l'armée et de la population, le SIRPA ne fut certes pas l'initiateur : le 10 mai était passé déjà. Mais il en fut le très efficace chef d'orchestre. « Bon enfant » est l'adjectif qui revient le plus souvent sous les plumes de la presse nationale qui, après avoir abondamment annoncé l'événement, s'est bousculée entre chars et lance-missiles. Du *Figaro à Libération*, on s'enthousiasme on l'on reste sur son quant-à-soi. Pas une once d'hostilité, pas un gramme d'ironie.

Le général Cavarrot, qui se fait féliciter chaque mois un « baromètre » recensant les articles favorables, neutres ou hostiles à l'armée penche la tête vers le fait : voit des officiers sympas et technologiques, qui dispensent à un contingent en-

resteur adjoint à l'information. Et à quelle cadence ! Le gouvernement, un jour, risque-t-il un éloge de l'économie autrichienne ? Dans les trois jours est établie une fiche, chiffres à l'appel, qui met l'accent sur les faiblesses du système. Faut-il démontrer l'innocence de l'impôt sur la fortune ? On donne, sans qu'il y manque une décimale, l'exemple d'une petite entreprise promise au dépôt de bilan par cette nouvelle taxe, choisie de préférence dans un régime déjà touché par le chômage.

Outil indispensable à l'efficacité du mariage : un solide fichier, où dorment des centaines d'entreprises modèles de toutes sortes. Que demande le client, pardon, le journaliste ? Un cas concret ? « Fournir la carte », avec bénédiction des salariés ? Voici l'adresse et le téléphone. Un exemple d'automatisation sans compression de personnel ? Des économies d'énergie ? Un échantillon de l'exportation de pâte à modeler aux États-Unis, ou Allemagne, au Japon ? Plochez journalistes, voici des faits, de bons faits autres, surtout pas cotés - horreur ! - d'idéologie.

Pas d'idéologie ? « Bien sûr que si, répond Michel Calzaroni. On défend aussi une certaine idéologie patronale. » Toujours armée de ses calculatrices, la petite escouade est ainsi partie en campagne contre le « super-impôt chômage », qui frappant les cadres, va resserrer

COURRIER

Armes (suite)

La lettre de Mme Chamant (« Armes ») publiée dans le courrier du *Monde Dimanche* du 11 novembre, me paraît aussi grave que poignante.

A la fascination certaine d'une publicité considérable, sinon déchaînée, je crois qu'il faut ajouter le risque du progrès inconscient, mais plus que probable, d'une conviction de la banalité des solutions violentes. Éclats ou malheurs soulèvent l'indignation, font crier à l'insécurité, mais tant d'armes hardies pourtant finissent par faire croire que l'usage serait un recours facile — il ne saurait s'agir de censure, mais d'appel à un consensus des consommateurs responsables du monde qui entoure leurs enfants.

Dr J.F. BAYEN (Paris).

Merci à Mme Chamant de son témoignage et de sa leçon. Hélas ! de nos jours la sophistication est à l'honneur, donc aussi le sophisme. On nie l'évidence par le snobisme, la perversion ou l'audace. Il se trouve des psychologues pour assurer que les journaux guerriers, les westerns, les B.D. sanglants purgent les enfants de leur agressivité naturelle, les en guérissent. N'est-ce pas clair qu'ils l'exacerbent plutôt ? D'autres se flattent d'aguerir les bambins pour ce monde dur, sans penser qu'en durcissant l'homme on durcit encore plus ce monde, fait d'hommes, jamais, sans doute, la brute ne fut plus adroite qu'aujourd'hui, ni l'avenir plus chargé de menaces. Noël approche, les victimes vont s'empresser de revolvers, fusils, mitrailleurs, canons, missiles admirables... pauvre petit Jésus !

LOUIS PASCAU (Saint-Nazaire).

Est-il exact que les 22 long rifla soient en vente libre dans certains grands magasins ?

Il m'est souvent arrivé d'être mis en joue par des bandes armées de leur pistolet-joue ; cela me fait peur, même lorsque les parents inconscients en rient. On devrait interdire la vente. On devrait interdire l'affichage agressif et provoquant dont parle votre lectrice, glorifiant les professionnels du crime.

On ne peut plus se déplacer sans recueillir d'immenses affiches exhibant les faces de cauchemar des tueurs.

« Qui va crier que nos enfants sont en danger ? », demande cette note. Certes, son chagrin et son indignation sont partagés par beaucoup. Mais quel parlementaire aura suffisamment de conscience et de courage pour crier, lui aussi, et pour exiger qu'on mette fin à ces scandales ?

Au fait, ces scandales ne concernent-ils pas, au premier chef, le parent de l'intérieur ? Solidaire de votre correspondante et d'une majorité de braves gens qui ont plus qu'assez, je voudrais bien savoir s'il existe une association efficace de défense.

HENRI DEUWEL (Paris).

Japon

J'ai lu avec le plus vif intérêt l'analyse qu'a fait, Pierre Dommergues de « La fascination japonaise » dans le *Monde Dimanche* du 25 octobre 1981.

L'art japonais de la gestion n'est qu'une face de l'art de vivre japonais, qui s'est modelé au cours des siècles autour de la défense contre la précarité des

conditions géographiques et météorologiques sévissant au Japon. Contrairement, dans ce pays exigu et densément peuplé, les tremblements de terre et les typhons interviennent toute construction urbaine verticale ou dur, à l'occidentale, dont l'habitat New Otani est un des rares exemples à Tokyo. L'habitat japonais n'est fait que d'une mosaïque d'immodérables petites maisons individuelles à parois minces, vulnérables à toutes les agressions physiques, dénuées de toute insouciance. Le respect vital de la vie privée des individus et le développement d'une vie sociale viable ne deviennent alors du domaine du possible qu'au prix du sacrifice de l'individu individuel par le roulement de tout comportement agressif et de tout individualisme sentimental.

D'où la mise en avant des attitudes pudiques, bumbles, courtoises et souriantes, opposées à toute personne, en toutes circonstances, en tant que pivot de la relation sociale contrastant avec le secret inviolable de la vie privée du japonais. D'où le respect très profond du Japonais pour la discipline civique et les institutions, ainsi que la survivance d'une certaine féodalité. D'où le refus des convulsions sociales, rares mais violentes et brèves. D'où, enfin, ce goût pour la recherche de solutions collectivement acceptables aux problèmes individuels et de la meilleure solution individuelle aux problèmes des communautés et des institutions, à partir d'une démarche d'obédience collégiale plutôt que hiérarchique pyramidale. Dans un pays aussi livré aux aléas du climat et de la géologie, ni la logique ni la dimension du temps ne comptent pour l'essentiel. D'où le paradoxe d'un certain désordre dans un pays qui passe pour superficiellement pour un prototype d'organisation rigide. Si l'on envisage que le rejet du catholicisme ouvre la voie d'une certaine forme de folie créatrice, l'on comprendra peut-être mieux les difficultés que rencontrent souvent hommes d'affaires et politiques dans leurs itinéraires japonais.

Dr J.F. MOREAU (Paris).

Arancanie

Je voudrais revenir brièvement sur la présentation des *Princes d'Arancanie* et leur « légitimité royale » dont fait complaisamment état l'article de M. Patrick Chastenet dans le *Monde Dimanche* du 4 octobre dernier, ainsi que sur le commentaire de M. Raspail dans votre numéro du 25 octobre.

Présenter une « légitimité monarchique » — « Dont se gaussaient aujourd'hui tous les Chiliens — comme une « réalité efficace », c'est tabler sur l'ignorance du grand public français et sur sa méconnaissance bien compréhensible de l'histoire chilienne préhispanique.

Que les autorités chiliennes de l'époque aient été, un temps, inquiétées par les menées et l'obsession du personnage n'est pas douteux. Il suffit de lire les *Mémoires* de Saavedra, commandant de l'expédition, pour constater que ce fut d'abord sans le haut degré d'ignorance, le fanatisme et l'instabilité des Indiens. La lecture que j'ai faite des *papers de son cache-moi personnel* que ce *foi à azar de l'histoire* pour rendre les autres aussi fous que lui et qu'ils croient



ELIZABETH MARIE

comme lui à la réalisation prochaine de ce royaume de la Nouvelle-France.

Que l'Arancanie ait constitué jusqu'en 1880, entre les rios Bio-Bio et Tolén, un territoire libre où l'autorité chilienne ne s'exerçait pas ou s'exerçait mal ne saurait être mis en doute, pas plus que le rôle d'un encadrement européen, fût-il simple extravaganza individuelle, dans le durcissement de la résistance Mapuche et la résolution chilienne d'en finir au plus tôt et par les armes avec elle. Mais parler de « royauté durable », et de « légitimité reconstruite », c'est se tromper d'époque et sacrifier encore au rêve exotique dont se nourrissent au siècle dernier le magasin pittoresque européen.

Il y a plus grave toutefois. Les sociétés arancanaises décrites dans les propres recueils par l'auteur de l'article et comparées aux nôtres sont de pures fictions tant les structures et le fonctionnement de ces sociétés ont été et sont encore difficiles à appréhender.

Pour en revenir au « monarque » et en finir avec l'épisode marginal de l'histoire nationale

du Chili, je rappellerai que les débats du procès d'Antoine de Tounens ont été publiés dans le n° 54 de la *Revista chilena de historia y geografía* en 1924 sous le titre : « Proceso contra el titulado rey de la Araucanía y Pota-gonia Orelle-ino de Tounens ». S'y reportent de préférence à toute construction imaginaire. Un détail encore : le « monarque » n'avait pas seulement son drap, son socle et son conseil, mais son hymne, composé par un immigrant allemand de Valdivia, Wilhelm Frick, frère de poète, de musicien et, de colonisation allemande du Chili austral.

Aujourd'hui débouchés et enfermés dans leurs réserves, les Araucanos ou Mapuches (gens de la terre) n'ont pas grand-chose à voir avec les inventions de capitaines, lesquelles s'apparenteraient plutôt aux Indiens décrits par Cyrille Laplace en 1832, à l'*Araucanie* de Gustave Allou, à l'*Arancanie* de Jacques Arago (frère du savant), qui parcourait le sud Sud d'Est en Ouest, lui aussi en imagination.

Et alors... ses volets sont ouverts.

JEAN-PIERRE BLANCPAIN (Pithou-sur-Brizay).

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Le cœur ? Ça va

Sans, de Paris en plus, qui crève, en pleine nuit, l'écran de notre télévision pour stopper devant un panneau « danger », ils ont donné pour que s'achève la faim dans le monde (pénibles, les images échos de gens mal nourris, pénibles à vous donner des crampes d'estomac après le steak-frites trop copieux...), ils ont donné pour les handicapés (si c'est pas malheureux, des gens comme ça...), ils ont donné pour les vieux... ils vont donner pour le bien du souverain (celui de l'an dernier est trop fané pour l'acrocher à la boutonnière...), ils ont donné...

Le cœur ? Ça va ? Oui, le bilan gratuit de santé est tranquillisant, un bilan familial, même, qu'ils ont fait faire.

Alors, ça va ? Ça va.

Leur maison vient d'être isolée de la cave au grenier, ils seront imbattables pour les économies d'énergie. Volets fermés et portes closes, ils seront parés. Les congélateurs sont pleins. Je vous le dis, ils sont parés. Paris à quoi ?

Paris à biberonner.

Ils s'endorment en gloussant sous leurs couvertures scandinaves, se réveillent en s'étirant dans leurs pyjamas infroissables au milieu de leurs draps immaculés.

Le cœur ? Ça va ? Mais oui, ça va. Ah ! bon.

A côté de chez eux vit une femme seule, leurs jardins sont moyennés et, l'été, ils aiment lui faire la conversation par-dessus le grillage, elle écarte les feuilles de la vigne qui s'y enroulent, elle leur parle de ses douleurs, de sa solitude, ils font semblant d'écouter, plaçant, en réponse, dans un trou de la phrase qu'ils s'approprient, le récit de leurs vacances ou de leurs modifications de l'habitat.

Ils ont bien remarqué que, depuis quelques temps, non, depuis lundi dernier exactement, ça va faire huit jours demain (rien ne leur échappe des allées et venues des voisins), eh bien, ils ont remarqué que leur voisine ne leur a rien dit à son travail comme tous les matins à la même heure.

Et alors... ses volets sont ouverts.

Trois jours, quatre jours, une semaine qu'ils ne la voient plus aller à son travail et en revenir, qu'ils ne la voient plus descendre en son jardin, se mettre à la fenêtre, balayer son devant de porte, huit jours qu'ils ne la voient plus du tout.

VOUS ET MOI

Dialogues

« Je lis en ce moment les *Préliminaires à l'étude du langage de Homère*. Tu m'écoutes ? Tu m'écoutes ? Tu m'écoutes ? C'est que tu ne lis pas d'Homère ! C'est que tu ne lis pas d'Homère ! C'est que tu ne lis pas d'Homère !

« On nous a amené un chien qui a une fracture des côtes, on troue dans le poumon — une arête de poisson — »

« A partir d'un texte d'Aristote l'autour ramotte à Valéry, à Proust... l'esthétique, tu sais... »

« Vingt-quatre heures après l'opération le chien a qui on a coupé une patte est en pleine forme... C'est moi qui lui prends la température... Il me lâche... Adorable ! L'année prochaine je veux un chien... »

« Tu es fou ! Que dirait le chat ? »

« Tu lui parles. Elle oublie de mettre la levure dans la cake qui sera comme une sémelle. Elle oublie de dessaler la moule qui sera immanquable. Tant pis ! Elle est si heureuse de vous écouter... »

« Elle ne sait plus ce qu'elle entend, tout se mélange dans sa tête... Quoi ? Tu mets un déjeûner de Homère ? Tu es assis à un séminaire de reggae ? Ah ! Il faut que j'aille tous les matins du robot afin qu'il y ait pas d'homéopathe ? Quoi ? Tu es assis dans le Pink Floyd au Collège de France ?... Les maladies auto-immunes ? Oui, je me souviens... 250 g de farine, six œufs, bien remuer... C'est une nouvelle recette... Et le cheval qui avait une rupture tendineuse ? C'est toi ? Ouais le four s'il te plaît... La graisse est dorée... A propos... Homère... Comment ça s'est ? »

« La Puce se tient à l'écart. Elle est un peu jalouse. On ne s'occupe pas d'elle aujourd'hui... »

GABOU.

Mélocline
LE RESTAURANT "BUFFET"
UN BON REPAS POUR MOINS DE 30 F
ANGLE CENTRE-POMPIDOU
21, RUE BEAUBOURG - M° RAMELBOU
Ouvert tous les jours même le dimanche PRIX NETS

مكتبة الأصل



LENIN TED
VIC NEZ DRIV
ZIJE A BUDE 2
JSA
NAŠIM VĚDOMÍM
SILOU
A ZBRA
V MAJAKOVSKIJ

MICHEL DELLUC

Signes

Question de génération...

Par FRÉDÉRIC GAUSSEN

UNE association de lycéens a récemment obtenu d'un tribunal la suppression de la formule publicitaire « l'image d'une génération » accolée au film *Moi, Christiane F., treize ans, droguée, prostituée*. Comment, en effet, prétendre que tous les jeunes de cet âge pourraient se reconnaître dans cette malheureuse héroïne ? Les auteurs de ce slogan n'avaient peut-être pas tort de suggérer que la libération des mœurs et une attirance pour les expériences personnelles limites étaient des traits caractéristiques d'une certaine jeunesse. Mais le désir de choquer les avait fait procéder à une généralisation abusive.

Qu'est-ce en effet qu'une génération ? Qu'est-ce qui fait que toutes les personnes d'un même âge se sentent quelque chose en commun, quelle que soit leur origine sociale ou régionale ? L'Association française de science politique a eu l'heureuse idée de consacrer une des quatre « tables rondes » de son premier congrès à ce sujet apparemment simple, mais en réalité fort subtil (1).

Il y a plusieurs façons d'entendre le mot « génération ». Il peut désigner les gens ayant eu une expérience historique commune particulièrement frappante. Ainsi parle-t-on de la génération de la guerre de 1914 ou de la Résistance ou de celle de mai 1968. On peut aussi identifier la génération à une classe d'âge : tous les gens ayant eu vingt ans dans les années 50 ou 70. On peut enfin passer à l'expérience familiale : la génération des enfants, par opposition à celles des parents et des grands-parents. Trois approches qui entraînent en fait des définitions et des contenus bien différents.

Pour qu'une génération crée une génération, il faut qu'il ait un caractère global (qu'il touche pratiquement tous les individus d'un même âge) qu'il soit assez prolongé pour avoir le temps de marquer et suffisamment éprouvé pour que chacun ait de bonnes raisons de s'en souvenir. C'est pourquoi une guerre fait particulièrement bien l'affaire. Mais ces condi-

tions nécessaires ne sont pas suffisantes. Il faut aussi que cet « événement fondateur » fasse l'objet ensuite d'une célébration collective, que son souvenir en soit entretenu et magnifié. C'est l'interprétation posthume de l'événement qui fait une génération, plus que l'événement lui-même. Ainsi peut-on parler de génération pour les acteurs de la guerre de 1914, mais non pour la guerre de 1939-1945 (sauf pour la tranche très minoritaire de ceux qui ont participé à la Résistance) ou la guerre d'Algérie. Dans ces deux derniers cas, la mauvaise conscience nationale provoquée par ces événements a entraîné un effet d'oubli, de gommage volontaire. Loin de se regrouper pour exalter les souvenirs communs, les survivants s'évitent et se taisent.

Cela montre que l'histoire n'est jamais une succession neutre d'événements, mais une reconstruction opérée par une collectivité humaine, en fonction d'objectifs particuliers. La constitution d'un « effet génération » répond à un programme précis : effacer les différences sociales ou les rivalités politiques ; forger l'unité d'un groupe autour d'un grand mythe original ; détourner les ressentiments que pourraient susciter les souffrances endurées en exaltant l'héroïsme des survivants ; affermir le pouvoir d'un clan et écarter les aspirants de prétendants illégitimes (parce que n'ayant pas reçu l'acte de baptême de l'événement fondateur).

De même, si l'on peut — à la rigueur — parler d'une « génération de mai 1968 », ce n'est évidemment pas en raison de l'effet politique immédiat de l'événement ou de l'importance numérique des gens qui y ont participé directement, mais parce qu'il fut pris pendant les dix années qui ont suivi comme référence symbolique par les médias et par une partie importante de l'opinion pour désigner un profond mouvement de transformation sociale.

Cet exemple montre que l'effet de génération peut jouer — sur une

renforcer cet effet de génération là. Le phénomène du « yéyé » a marqué peut-être la naissance de ces générations à l'échelle planétaire. Transmis par les médias à travers les frontières, les mots de passe et les signes de connivence réunissent les jeunes du monde entier dans des émotions communes. Mêmes airs, mêmes danses, mêmes vêtements, mêmes révoltes, mêmes rêves...

Cet ensemble d'expériences liées à la vie personnelle, à la conduite quotidienne, est bien ce qui forge une génération et lui permet d'affirmer son identité face à celles qui précèdent. C'est là que se situe le nœud des fameux « conflits de générations » qui rythment l'évolution des sociétés. Les études d'Annick Percheron sur les relations entre parents et enfants montrent que les opinions des uns et des autres diffèrent relativement peu sur la politique et la religion. Là, l'héritage fonctionne bien. En revanche, le divorce est certain pour la morale personnelle et les attitudes culturelles. Et les différences vont toujours dans le même sens : celui d'une plus grande perméabilité chez les jeunes.

Ainsi, contrairement à ce qu'on pense souvent, ce n'est pas sur le terrain le plus idéologique (la politique et la religion) que se situent les ruptures entre les générations, mais sur celui considéré comme le plus important par les jeunes eux-mêmes : la façon de vivre, le rapport avec le corps, la manifestation des sentiments. C'est sur ce terrain que se construit l'identité d'une génération et que les parents cessent d'être des initiateurs et des modèles pour devenir des gêneurs, parfois des adversaires.

Quelle est l'ampleur de cette tension qui, régulièrement, oppose les générations ? La réponse, évidemment, varie selon les époques et la conception que l'on se fait de l'histoire. Dans les périodes de profonds bouleversements politiques ou de brusque accélération culturelle et technologique, la distance entre les

génération s'accroît. Il est certain également que la jeunesse, par son dynamisme biologique — et parfois son poids démographique — exerce une pression sur les générations précédentes, qui ont acquis pouvoirs et certitudes.

Mais cette pression est toujours relative, et, dans une société, les phénomènes de transmission et d'héritage sont plus forts que les ruptures. Si les historiens et les sociologues mettent de préférence l'accent sur ces derniers, c'est qu'ils préfèrent étudier ce qui bouge plutôt que ce qui se perpétue. L'accent mis sur l'effet de génération coïncide avec une vision dynamique de l'histoire, conçue comme une éternelle marche en avant. Le rythme éternel des générations triomphant régulièrement des précédentes scande une progression continue vers la modernité.

D'autres façons de traiter le phénomène des générations sont possibles. Dans certaines sociétés, les rapports entre les classes d'âge sont soigneusement codifiés et régis par des institutions appropriées. C'est le cas dans certaines sociétés traditionnelles — mais aussi dans les États totalitaires, où les jeunes sont accueillis dans des structures particulières et où la relève obéit à un schéma défini. La gestion des générations, de leur succession et de leurs conflits est un des enjeux principaux des organisations sociales. Confrontées en un équilibre instable, elles se mêlent et s'opposent, se surveillent et se provoquent. Ce jeu permanent fait la vie même des communautés humaines. Un jeu où chacun des partenaires ne peut écarter l'autre, mais où est toujours forte la tentation de l'intimider et de le mettre sur la touche.

(1) Cette « table ronde » sur le thème « générations et politique », et animée par Mme Annick Percheron, occupait quatre parties : Définition et utilité du concept de génération. Les générations chez les militants et au sein des élites politiques. Les générations au sein de divers groupes sociaux. Solidarités horizontales et verticales. Voir l'article de Claude Vidal sur ce congrès dans le *Monde* du 3 novembre. Association française de science politique, 27, rue Saint-Guilhem, 75341 Paris cedex 07.



AUJOURD'HUI

La stratégie de la moquette

Revendiquer tel ou tel bureau, pour un cadre, n'est pas neutre. D'obscures stratégies se développent dans les entreprises et les administrations.

ALEXANDRE WICKHAM

QUAND j'étais au ministère des transports, se souvient avec un humour caustique ce jeune marquis, j'avais été amusé par l'énergie et l'ingéniosité que déployaient mes collègues pour se faire attribuer certains bureaux. L'endroit idéal ? Assez près de son supérieur pour se faire remarquer, en le croisant le plus souvent possible dans les couloirs ou en l'aidant, lorsque l'occasion se présente, à résoudre un dossier délicat par exemple. Mais il faut aussi être proche de ses pairs pour pouvoir passer les jours sans le moindre prétexte et connaître les rumeurs qui circulent dans la maison sur les affaires intéressantes, les missions qui sont dans l'air, les postes qui vont se libérer ; et surtout ne pas oublier le pool des secrétaires, qui ne doit pas être trop éloigné si on veut être dans leurs bonnes grâces et obtenir leur coopération dans le travail quotidien... Cette description sans fard des charmes de la bureaucratie d'Etat met en évidence un aspect trop souvent délaissé de la vie des grandes organisations, publiques ou privées : les relations entre l'aménagement de l'espace et la distribution du pouvoir.

A partir d'une certaine taille, toute collectivité, au-delà des di-

vergences d'intérêts ou d'objectifs, trouve un équilibre qui dépend largement du type de relations qui s'établissent entre ses membres. Or, pour la plupart d'entre eux, l'espace intérieur est un enjeu considérable et une source d'innombrables conflits, d'où les considérations de préséance, de respectabilité et d'amour-propre sont rarement absentes.

Parmi les multiples raisons qui sont à l'origine de cette compétition souterraine, une des plus puissantes pourrait bien être le souci des dirigeants de préserver, envers leurs subordonnés, leur liberté d'action. L'installation dans de nouveaux locaux, voici quelques années, des journalistes de l'humanité en témoigne. Un de ceux qui ont vécu de près cette réorganisation explique :

« Au début, les plans prévoyaient que les bureaux du directeur et du rédacteur en chef seraient situés juste à la sortie des ascenseurs, devant le couloir qui menait aux différents services. Mais tous les deux ont exercé une forte pression pour être au contraire placés au fond du bâtiment. Ils ont justifié cette position d'isolement en expliquant qu'ils ne devaient pas être dérangés par les déplacements et le bruit, alors qu'ils voulaient simplement conserver leur indépendance à l'égard de la rédac-

tion, tout en exerçant sur elle un contrôle à distance. D'ailleurs, ce refus de la transparence des mouvements individuels est aussi illustré par l'abandon du projet initial de cloisons vitrées sur toute la longueur du couloir central... »

Asphyxie

Dans de nombreux cas, pourtant, les cadres supérieurs font passer la préservation de leur autonomie après leur volonté de puissance. Ainsi cet expert industriel, très en cours sous le président, septennat qui avait réussi, avec beaucoup d'habileté, à prendre presque entièrement le contrôle de tout un étage du ministère de l'Industrie ; avec un camp de base installé à quelques mètres du bureau du ministre et une influence qui s'étendait de jour en jour. On le cas de ce directeur du service des méthodes d'une entreprise qui parvint, au bout de plusieurs années d'efforts, à convaincre son directeur général d'échanger son bureau avec le sien. Le résultat ? Peu de satisfactions matérielles immédiates mais un bout de couloir commun avec le P-D-G, et on ne man's l'and qui se réduisait au bureau de sa fidèle secrétaire, personnage central s'il en est dans la vie de toute entreprise.

A la fois symbole de l'autorité et instrument d'influence, l'espace octroyé par l'organisation est donc au cœur des passions. Tous ceux qui avancent encore un œil sur leur plan de carrière et l'autre sur celui du voisin savent bien que la faveur du prince est souvent suspendue à d'obscures mais essentielles questions d'indépendance : une rencontre inattendue se dénoue d'un bureau, une simple porte à franchir, un téléphone commun...

Mais, dans ces explorations de territoires à annexer, les individus, aujourd'hui, ne sont plus seuls : les groupes manifestent de plus en plus, sur ce plan comme sur d'autres, leur existence. Et leurs stratégies prennent, selon les circonstances, des formes différentes. Souvent il s'agit de stratégies de résistance. Ainsi chez Dassault, il y a quelques années, le transfert d'un important service se heurta à une très forte opposition du personnel, cadres et employés confondus, pour une fois. En quittant le siège « historique » de l'entreprise, tous avaient en effet l'impression d'être victimes d'une sorte de sanction et, en tout cas, d'un acte d'autoritarisme. Et nombreux

étaient ceux, surtout chez les cadres, qui craignaient de voir progressivement leur influence diminuer avec la fin de leurs contacts réguliers avec les dirigeants...

La conquête de nouveaux espaces est un autre type de stratégie qu'utilisent certains groupes lorsque un ou plusieurs services sont en situation à peine viciée d'affrontement dans une entreprise — ce qui arrive plus souvent

qu'on ne le croit, — chaque mètre carré gagné sur l'adversaire devient une véritable victoire qui donne lieu à des réjouissances plus ou moins discrètes. Un ancien employé de Peugeot décrit la tactique qu'avait adoptée son chef de service : « Il laissait partout s'accumuler d'énormes dossiers, sur les bureaux, au-dessus des armoires, par terre, ce qui finissait par donner une effrayante impression d'encombrement. Quand le département semblait vraiment au bord de l'asphyxie, il s'arrangeait alors pour provoquer une visite de son supérieur. Et il ne lui restait plus qu'à suggérer au bon moment, devant la mine effarée du malheureux, que justement le problème de l'extension de ses services devenait urgent et que les grands bureaux voisins devraient bien faire l'affaire... »

Syndrome

L'intensité des efforts déployés pour des causes apparemment aussi dérisoires pourrait faire sourire si elle n'entraînait quelquefois certains effets pervers. L'investissement affectif que font beaucoup de responsables sur les bureaux que leur employeur a mis à leur disposition n'est certainement pas l'un des moindres. On ne compte plus, dans les entreprises, le nombre de cadres qui refusent, lors d'un changement d'affectation, d'activité ou de grade, de quitter leur territoire. La presse est, là aussi, un bon révélateur de ce mystérieux syndrome. A France Soir, lors d'un récent changement de rédacteur en chef, l'ancien titulaire du poste refusa ainsi pendant plusieurs jours, malgré une lettre impérative de son directeur, de céder sa place à son successeur ; lequel contre-attaqua en annonçant qu'il ne prendrait pas les nouvelles fonctions tant qu'il ne serait pas installé dans les locaux qui lui revenaient de droit...

Dans d'autres secteurs, on réagit différemment. Certaines grandes entreprises, par exemple, ont institué un système très bureaucratique de répartition de l'espace pour limiter les conflits internes. Il existe même dans le secteur pétrolier un sous-système

spécialisé qui tourne autour d'une unité de mesure commune du pouvoir : la fenêtre. Un cadre supérieur dans cette industrie entre dans les détails et explique, notamment, les différences de traitement entre le « staff » — l'état-major de l'entreprise, qui définit sa stratégie — et le « line » — les hommes de terrain qui doivent appliquer concrètement les choix retenus. « Pour le « staff », c'est très simple : une fenêtre, le personnel subalterne ; deux fenêtres, les chefs de service ; trois fenêtres, les chefs de département ; quatre fenêtres, les directeurs avec, à ce niveau, l'appartenance de la moquette ; à tous les échelons, que la plante verte qui puisse éventuellement permettre de se distinguer. En ce qui concerne ceux du « line », les choses sont plus complexes. Ils font le sale boulot, je veux dire le plus difficile, et que, en plus, ils ont un rôle de représentation de la compagnie à l'égard de l'extérieur. Il arrive donc souvent qu'ils aient des bureaux beaucoup plus beaux que les autres... »

Consultants

L'espace de l'organisation est donc, aujourd'hui plus que jamais, l'objet d'efforts soutenus. Les multiples interventions des cabinets de conseil dans ce domaine illustrent bien. Pour ce consultant qui décrit les conditions de son installation dans une entreprise pour laquelle il effectuait une opération assez longue d'information, l'espace est à l'évidence une ressource qu'il doit savoir manier : « Mon premier objectif, en allant chez le client, était de me faire attribuer un bureau stable, pour des raisons de commodité d'abord ; ensuite, pour des raisons techniques où le projet informatique existait matériellement, ou les gens pourraient venir en discuter et m'exposer leurs difficultés. L'endroit idéal était celui où il y avait le plus de bureaux ; car, quel que soit le genre de situation, il suffit d'un étage d'étour pour que les communications se déroulent mal et que le succès final soit compromis. Mais il y a une autre raison pour laquelle je souhaitais avoir un bureau stable : c'est l'absence d'une dernière rare dans cette entreprise, la décision de ne m'affecter un avoir une signification symbolique importante destinée à faire comprendre à l'ensemble du personnel l'importance de l'attaché à ce projet. Mais avant de me mettre dans mes meubles, il m'a fallu résister aux tentatives de ceux qui, des autres de me mettre dans leurs locaux d'influence pour essayer d'orienter le contenu de l'intervention ; et ça n'a pas été le plus facile, surtout lorsque les responsables politiques étaient déjà assez haut placés et représentaient, éventuellement, un clan influent, celui des actionnaires par exemple... »

Prendre en compte le poids de ce nouveau facteur stratégique, certains cabinets ont même proposé à leur clientèle, depuis quelques années, des prestations de plus ou plus raffinées où le cynisme n'est pas absent. Ainsi lorsqu'on se sert d'un déménagement comme moyen de redistribuer le pouvoir et même, parfois, de provoquer le licenciement de salariés qui ne peuvent ou ne veulent pas se déplacer. Dans d'autres cas, le déménagement peut être utilisé comme une occasion pour relancer l'entreprise en bouleversant les relations souvent figées qui se sont installées, au fil des ans, entre les individus ou les services.

Quelle que soit la situation, le consultant joue généralement le même rôle : celui d'un arbitre qui se situe entre et à qui on a confié, pour qu'elle soit mieux acceptée par les salariés, l'autorité de régler, de l'extérieur, les différends internes. La topographie du pouvoir a désormais ses règles et ses experts.

CROQUIS

De Phnom-Penh à Autun

C'était un matin glacial de novembre. Il tombait une petite pluie fine, une de celles-là qui vous pénètrent jusqu'à l'âme. Il fallait changer de train à Laroche-Migennes, attendre une demi-heure sur un quai sans abri, sans même un banc pour s'asseoir, et ensuite monter dans la micheline d'Avallon-Saulieu-Autun.

Très peu de monde au changement. En semaine et en hiver qui peut s'offrir la luxe de voyager ? Des vieux ou des délinquants...

Dernière moi, deux femmes débouchent lentement sur le quai. La première est bien habillée, très simplement. Sous son bras, quelques paquets informes qui ne lui ressemblent pas. Manifestement elle attend celle qui lui, modeste son allure, semble veiller sur ses pas. La seconde monte avec difficulté. Elle se hâte, comme effrayée. Elle se hâte, comme effrayée. Elle se hâte, comme effrayée.

C'est une silhouette, sans âge, avec un visage qui eût été charmant, et le carrel encore si ses traits n'étaient si creusés et ses yeux si féroces. Elle n'a plus que le poids sur les os, et de la grâce comme peuvent en avoir les femmes de la péninsule, de là-bas d'où elle vient et où elle ne retournera pas, les femmes de la guerre... Elle est l'une de ces innombrables réfugiées dont on croit tout savoir.

Fragile, épuisée, sans doute malade. Alors, pendant que nous faisons les cent pas en soufflant dans nos mains pour les réchauffer, elle va s'accrocher au bord du quai, se penche sur elle-même, la tête entre les genoux, dans la position d'attente des Orientaux, et ne bouge plus.

Elle grélotte...

On le voit trembler de tous ses membres, avec elle cette mince cotonnaade des pays chauds qui ne le protège ni de l'air glacé ni du vent du nord, mais seulement de la nudité absolue.

Mais que fait-elle là, dans ce train qui va à Vézelay, Avallon et, d'urgence ensuite dans le Morvan ?...

Elle vient d'arriver du Cambodge, explique le fermier chargé de la conduire jusqu'à un camp de réfugiés à Autun... Elle a cinquante ans et a tout perdu : mari, enfants... Ils étaient trois — maison, pays, langue, chaleur.

La chélie, justement : celle du corps, c'était une des rares « choses » qu'on aurait pu ou même tenter de lui rendre. Mais non. Personne n'a pensé à la venir, à Paris où on l'a accueillie. Et on l'envoie à Autun, en plein Morvan, là où les hivers sont parmi les plus rigoureux de France.

On la sèvre. Mais elle semble que le cruauté de son destin soit encore aggravée de notre froid.

Elle grélotte...

Elle est l'image de tout ce que peut être la détresse humaine. Mais une détresse digne, propre, soucieuse même, qui n'incite pas à l'apitoiement. Au silence seulement.

C'est en silence qu'au moment de monter dans la micheline on l'aide à porter ses misérables bagages. Elle n'en a plus la force, pourtant ils ne pèsent rien.

Nos deux bagages légers : le mien pour le soir, le sien pour le jour.

EDITH DE LA HERONNIÈRE.

OCCUMÉNISME

La cité des communautés

Un lieu de rencontre ouvert aux juifs, aux chrétiens, aux musulmans : cette expérience naissante est-elle viable ?

FLORENCE BRETON

LA porte à deux battants laisse voir un petit araire protestant. Très simple, blanchi à la chaux avec un autel et, pour pûtre, un tronc d'arbre. Dans ce long bâtiment — d'anciennes écuries — nées — d'autres parties s'ouvrent : celles de la future synagogue et du culte protestant. Là-bas, dans la tour ronde, les caves en briques abritent la chapelle catholique. Au-dessus, le pigeonnier, déjà orné avec toutes ses niches, accueillera la mosquée.

Au château de Chesny (Seine-et-Marne), à 35 kilomètres à l'est de Paris, près de Marne-la-Vallée, une « cité des communautés » est en train de naître. Un lieu de rencontre, de réflexion et de prière où chrétiens, juifs et musulmans vivront côte-à-côte leur foi. L'âme de ce projet est une femme : Aude Fougère. Médecine et psychanalyste, la cinquantaine, elle a marié deux ans son projet.

Chesny est dans son esprit un lieu de contemplation, de travail et d'échanges. Un endroit où chaque communauté aura son autonomie, son lieu de culte et sa forme de présence. Pas question donc de syncrétisme, de mise en commun de diverses croyances ni service d'un monde neutre. Pas non plus d'esprit de conquête, ni de conversion. L'accent est mis sur le pluralisme, un des signes de notre époque, chacun restant à la source de sa propre tradition pour aborder l'autre et ses différences. « Il s'agit d'une proposition d'un lieu ouvert, déclare Aude Fougère. Mais il est bien évident que ce projet vivra dans la mesure où chacun d'entre nous dépassera les problèmes politiques pour que s'établisse une rencontre vraie ».

Utopie ? C'est évidemment le mot qui vient à la bouche pour qualifier dans le contexte international actuel une telle entreprise. Aude Fougère répond par un hochet de la tête. Les participants sont appelés à travailler de leurs mains. Entretien des bâtiments, jardin potager. Aménager, cultiver, rénover. Les occasions ne manquent pas de s'incarner dans la réalité, une réalité qui favorise les contacts. Chacun est aussi invité à donner libre cours à ses dons. A Chesny, toutes les formes de séjour sont possibles : journées, week-end, résidences prolongées. Sept chambres chauffées sont pour l'instant disponibles, moyennant une pension modique.

L'autre tel qu'il est

Immédiatement associée dans les esprits aux hippies, cette cité des communautés provoque une certaine méfiance dans le voisinage. Elle rencontre en revanche un accueil positif auprès des autorités religieuses de la région. « C'est un projet heureux, déclare Mgr Louis Kuehn, évêque de Meaux, d'autant qu'il s'agit d'une initiative privée. Venant de l'Eglise catholique, elle risquerait d'être gênée pour les autres confessions. Ce qui me paraît capital, c'est cette volonté que chaque croyance garde son indépendance dans une vie en commun qui permettra de se connaître, de se respecter, de regarder l'autre tel qu'il est. Même si c'est une utopie, c'est très mobilisateur. L'Eglise est venue célébrer la première messe dans la petite crypte en brique. Le père Drin, curé de Lagny, a de son côté invité Aude Fougère à venir informer ses fidèles, le dimanche de la Pentecôte, jour du Saint-Esprit. « C'est peut-être justement parce qu'il s'agit d'une entreprise pas tant à fait réaliste qu'il faut la risquer, dit-il. Et puis il s'agit d'une vue, d'une intuition de Dieu, pas d'une vue humaine ».

Un autre visiteur a été touché par le lieu et par la présence de cette femme calme, dont le regard est une écoute. « L'endroit m'a paru plein d'un potentiel extraordinaire », déclare le rabbin Michael Williams. Le responsable de la synagogue de la rue Copernic, comme l'évêque de Meaux, est sensible à cette expérience qui naît en dehors des structures religieuses classiques. « L'Eglise, dit-il, la synagogue, n'ont que trop reflété les exigences de l'Etat ».

Professeur d'histoire de la pensée islamique à Paris-III, Mohammed Arkoun porte sur le projet un éclairage plus large. Selon lui, chrétiens, juifs et musulmans sont indigénement préposés et disposés au dialogue. Ce qui les sépare, ce n'est pas l'essence de leurs religions mais le rythme d'évolution historique de leurs sociétés. « Les chrétiens, explique-t-il, et surtout les chrétiens français sont habitués depuis un certain temps à dissocier problèmes religieux et problèmes politiques. Cette séparation de l'Eglise et de l'Etat, les juifs et les musulmans ne la connaissent pas et d'autant moins que le combat dans lequel ils sont engagés les oblige à recourir à la religion pour donner plus de force à leur militantisme politique ».

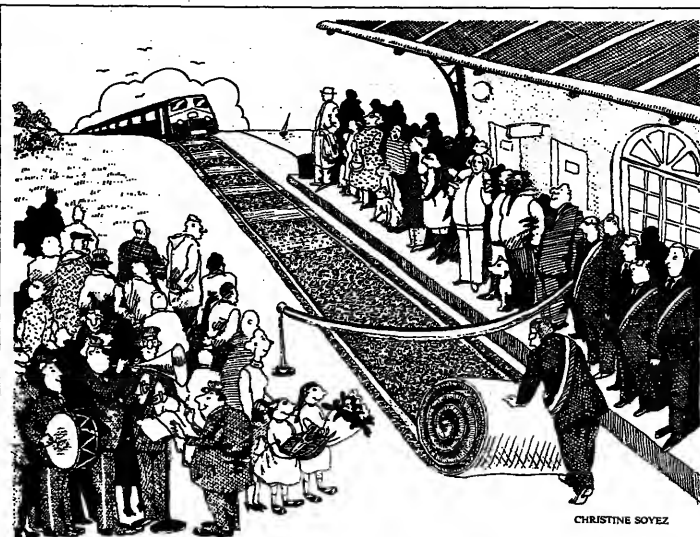
Ce décalage est une des causes d'incompréhension et de tension entre les trois communautés. Chesny, cependant, attire déjà et retient. Autour d'Aude, un petit noyau s'est formé. Angèle, Pascal, Georges, François, un animateur de psychomotricité du groupe, sa femme et leurs deux enfants. Tous des gens « en recherche », ni contestataires ni farfelus. Depuis l'installation, en juillet 1980, les bâtiments en ruine, envahis de bruyantes, désespérants, ont beaucoup changé. Des compagnons-bâtisseurs, des ouvriers du château voisin de Coupvray, sont venus aider. Le pasteur de Lagny a renouvelé l'ornement protestant avec quelques paroissiens.

Ces travaux nécessitent des fonds. Bien sûr, il y a eu des dons, et ce sont les moins riches qui ont été les plus généreux. Mais il en est d'autres. Un beau bâtiment dont le toit est à refaire serait assez spacieux pour accueillir des séminaires.

Tous sont d'accord. L'histoire majeure de Chesny est sa situation en bordure du futur secteur est de Marne-la-Vallée. Cette troisième zone, la plus importante en surface de la ville nouvelle, couvre 3 700 hectares, limités au nord par Torcy et au sud par Farcyères. Un programme de 10 000 logements individuels, à réaliser sur dix ans, a été prévu en 1980. On attend les décisions de l'actuel gouvernement.

L'établissement public d'aménagement de Marne-la-Vallée voit d'un bon œil la cité des communautés. Son directeur général, Michel Rausselet, entend lui donner le maximum de chances. « Bien qu'il existe des animations culturelles et religieuses dans la ville nouvelle, nous sommes toujours intéressés par ce qui peut lui apporter un supplément d'âme. D'autant plus que la cité n'a pas l'intention de vivre sur elle-même, mais d'apporter sa collaboration à la vie collective. Sa capacité d'accueil lui permet déjà d'inviter des associations. A plus long terme, on peut très bien envisager que des ateliers de quelques uns exercent la profession de travailleurs sociaux ou d'animateurs dans le nouveau secteur ».

Des liens dans la perspective. Une expérience spirituelle originale qui commence à rayonner. Avant l'arrivée des bulldozers. C'est rare.



CHRISTINE SOYEZ

... et Fécamp retrouva son train

Le gouvernement a décidé la réouverture de certaines lignes de chemin de fer secondaires. Les Fécampoïses n'avaient pas attendu.

MICHEL HEURTEAUX

BEN mon colon, en voilà une sacrée belle machine ! Alexandre, le vieux terro-normand, coiffé d'une casquette qui a dû connaître des jours meilleurs, hoche la tête, admiratif. Lorsque la nouvelle micheline bleu et blanc, peinte aux couleurs nationales, est entrée en gare de Fécamp à 11 h 27 précises, Alexandre a fait comme la foule massée le long des voies : il a applaudi. Un grand moment assurément dans l'histoire paisible du Pays de Caux. En ce dimanche 6 septembre, les Fécampoïses fêtaient leurs retrouvailles avec le chemin de fer (1). La ligne Bréant-Fécamp, après onze ans d'interruption, vient d'être rouverte au trafic voyageurs. Un événement sur le plan ferroviaire, car on peut compter sur les doigts de la main le nombre de lignes secondaires réhabilitées ces dernières années par la S.N.C.F.

Symbole du changement ou retour à la tradition ? La cérémonie inaugurale allait en tout cas sortir de l'ordinaire : l'ancien maire, au grand complet, tout comme le ministre des transports, ont été invités à la gare de Bréant-Fécamp, après onze ans d'interruption, vient d'être rouverte au trafic voyageurs. Un événement sur le plan ferroviaire, car on peut compter sur les doigts de la main le nombre de lignes secondaires réhabilitées ces dernières années par la S.N.C.F.

Sans doute était-ce moins le modestie autoral qu'on venait saluer que son arrivée quasi miraculeuse. Dame ! Depuis le temps, on avait fini par oublier. La gare assoupie paraissait presque incongrue, isolée entre l'arrière-port et un supermarché. Les nostalgiques de la traction Diesel pouvaient tout juste apercevoir quelques maigres débris de marchandises. Mais de vrais trains, point ! Un qui avait même été démolit sans même pouvoir se parquer, une gare désaffectée fut transformée en salle des fêtes.

Quant à la voie qui serpente en montant doucement entre les grassettes prairies vers Beauville et Bréant, on ne l'entretenait plus. Les chasseurs avaient pris l'habitude de venir y traquer le lapin entre les cailloux empiés par la végétation. Alors, faute d'autoral, il faut lui faire remplacer son rôle en place par la S.N.C.F., un car, en l'occurrence, qui assurait quotidiennement la liaison avec Bréant.

En route

Dire que l'un s'accommodait de cette situation serait faire injure au Fécampoïse, qui, comme tout un chacun en France, a une vieille tendresse pour le rail. La suppression de la ligne, jugée non rentable par la S.N.C.F., provoqua, à l'époque, une vive émotion. Allait-on pour le coup descendre dans la rue, dresser des barrages ? Mais non, le Caux était résigné, dit-on, prudent, peu enclin aux démonstrations. Il y aura bien quelques moments de protestation votés en conseil municipal, l'union locale de la C.G.T. lança une campagne de pétitions qui recueillirent quelques milliers de signatures, mais rien de plus. Un baroud d'honneur sans lendemain.

Ce jour-là fut un jour sombre, comme le dit un commentateur local. Fécamp, décoré du surnom de « ville de l'arrière-pays », la ville s'est retrouvée, seule, en route. Un mauvais coup porté à la population et à toute la région du littoral.

L'ancienne capitale des terro-normands, qui connaît autrefois une certaine magnificence commerciale, n'avait pas besoin de cela. La crise de la grande pêche — 21 000 tonnes de morue saïée en 1970, 866 tonnes seulement dix ans plus tard —, la difficile reconversion industrielle, l'our frappe de plein furet, entraînant un fort accroissement du chômage. Bien qu'un puisse difficilement mesurer l'impact de la fermeture de la ligne, beaucoup s'accordent à penser

qu'elle a probablement constitué un facteur aggravant dans une situation économique dégradée. Un sentiment largement partagé par les industriels et, à leur tête, Jean Yvick, l'un des grands du poisson surgelé, président de la chambre de commerce et d'industrie, qui a vu dans l'absence du train une lourde pénalisation. « Nous avons vécu cela comme une mutilation. L'argument du chemin de fer nous a cruellement manqué dans nos négociations pour faire venir les entreprises. »

« On a voulu accueillir les candidats ? Il fallait aller jusqu'à Bréant, les prendre en voiture ou les accompagner au car ! » Fécamp pouvait-il longtemps encore se priver de la commodité ferroviaire ? Il y a deux ans, le nouveau maire, Jean Pierre Deneuvre, saisit une opportunité. Chargé par le conseil régional d'un dossier sur l'aménagement et la rance des transports collectifs en Haute-Normandie, il proposa tout naturellement une réhabilitation de l'axe Bréant-Fécamp. Le dossier est complexe. Mais le maire, par ailleurs haut fonctionnaire à Paris, a le bon sens et, de plus, il navigue à l'aide du juridique, les formulaires administratifs et le technico-financier. D'instance en instance, le projet de réouverture arrive à la S.N.C.F. D'accord sur le principe, celle-ci se soumet pas pour autant actionnaire à la « pompe à finances ».

« Payez d'abord, nous roulerons plus tard ! » Tel est le message. Au terme de deux années de négociations, décision est prise de faire financer l'opération par la collectivité. Le montant du déficit attendu, résultant de l'exploitation de la nouvelle desserte, est estimé à 2 millions de francs par an. Il sera pris en charge par la région et le département à hauteur de 80 %, la chambre de commerce, le district et la ville assumant les 20 % restants.

Renaissance

Une coopération exemplaire, selon M. Jean-Pierre Deneuvre, qui décrit lors de son discours inaugural le retour du Bréant-Fécamp sur le mode épique. « Contre vents et marées, contre le fatalisme, contre la volonté de tous, Fécamp vient de gagner sa bataille du rail ».

Bien que les « chers administrés » n'aient pas manifesté une excessive ardeur dans cette lutte, chacun voit dans ce retour à la normale, une réintégration dans le giron national, par S.N.C.F. interposée. « Bienvenue à notre micheline ! Sur la route dans son baluchon, le capitaine. Son sifflet, dix fois par jour, va désormais ponctuer les heures de notre journée ».

« Bout marteaux » sur le port, ni s'abreuve la fine fleur des anciens de la pêche aux harengs et à la morue, la patronne, entre deux tournées de calva, résume toute l'affaire du train perdu puis retrouvé : « On a souffert pour qu'il roule, alors maintenant, oui, on revivait ! »

Même sentiment chez cet hôtelier qui identifie étroitement ses intérêts à ceux de sa ville et s'attend à des « retombées au point de vue clientèle ». A l'office de tourisme, on se frotte les mains : et si Fécamp se mettait en jour à concurrencer Etretat ! N'a-t-on pas ici de belles falaises, une plage de galets, deux jetées en pierre impressionnantes, un casino, un port de plaisance, et maintenant un train ? « Nous avons une carte à jouer, estime le responsable, M. Lefrançois. C'est celle de la proximité de Paris. Il faudra savoir un jour organiser un touriste de week-end ».

Cela, c'est de la prospective. Pour le moment, le Fécampoïse est en redécouverte. « Sa » micheline qui devrait, la veille du premier voyage, se tailler un bon succès de curiosité. L'engin allait être examiné sous toutes les coutures : le meilleur des mécaniciens fut testé, le poste de pilotage inspecté, tandis que le mécanicien se faisait un plaisir d'expliquer les performances de sa machine capotée, entre autres, d'atteindre les 80 kilomètres à l'heure.

Puis le visiteur s'est coulé avec délices dans la peau de l'usager : acheter un vrai billet de chemin de fer et, ô joie ! le composer. Le jour de l'inauguration, la foule allait prendre d'assaut les guichets avec en tête des rêves d'écoupage. De Bréant, on pourrait, en changeant de train, passer plus loin : Le Havre, Rouen, Paris même ! Et de la capitale tout devient possible ! En consultant les brochures, les annuaires officiels, les tarifs préférentiels, le Fécampoïse se découvre une âme de voyageur. Jean, un agent technique de la région, est venu s'informer : « On va pouvoir prendre le T.G.V. avec ma femme, et puis il y a toutes ces réductions... »

Un œil vers les affiches qui tapissent les murs de la salle d'attente : les Alpes, la Riviera, les stations thermales... Le train, synonyme de déplacement. Mais cette remise en service qui désenclave cette petite ville du bord de mer, c'est aussi d'une certaine manière un retour à la vie normale, une réintégration dans le giron national, par S.N.C.F. interposée. « Bienvenue à notre micheline ! Sur la route dans son baluchon, le capitaine. Son sifflet, dix fois par jour, va désormais ponctuer les heures de notre journée ».

(1) Le Monde daté du 29 septembre.

250 ans de grands vins

80 hectares dont 68 de premiers et grands crus



BOUCHARD PÈRE & FILS
Depuis 1731

Département 11A sur demande à M. Bouchard Père & Fils, Négociants en Caves
21200 Beaune (21) 03 23 44 71 - 03 23 29 28 71

Anais Nin

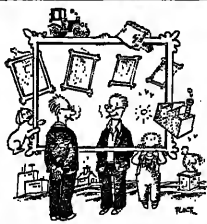
Vénus Erotica

Pergamon Press France



Ce livre vous aidera à mieux cerner les problèmes réels qui se posent en URSS aujourd'hui pour les progrès de demain.

ANDRÉ CONQUET dessins de PLANTU



des musées pour quoi faire?
conservatoires du passé ou trempins pour l'avenir

le Centurion

GRAPHOLOGUE

apprenez quelque chose que les autres ignorent. Acquérez une science qui fera des jaloux. Informations gratuites sur notre formation par correspondance avec diplôme de fin d'études ratifiées.
M. M. S. Ecole Supérieure de Graphologie, 21 - Weismann 44 CH 91280 Berny

FLORENT GABORIAU HANS KUNG

PROBLÈMES POSÉS
« Des pages claires, sincères de passion, et de talent de la part de l'auteur. » (NOUVEAU THÉÂTRE)
FAC 30, rue Madame, 75006 Paris - 5437661

Pour les aventuriers



Rêve et cauchemar... les vingt prochaines années

Vie de château

Bill et Bouton ont nourri et abreuvé l'Écosse pour avoir un château en France.

JOHN HARRIS

Le château d'Arboras : pierres dorées, deux gours tous : dos à la montagne, vue sur vingt-cinq villages de la plaine viticole.

Bill et Bouton (1) le vivent au tournant de la route, un jour de vacances, en 1953. Un carillon sonna au plus profond de leur âme. « Ça y est ! » se dirent-ils « s'étaient jamais eu l'idée de devenir ébénistes en Languedoc. Ils continuèrent leur chemin, en songeant...

Il s'étaient mariés à vingt et un ans, au cours du splendide été de 1939, au consulat britannique de Marseille. Diplômés de Cambridge, artistes-peintres néanmoins, ils avaient 10 livres sterling pour toute fortune. Mais le loyer de leur mas provençal n'était que de quelques shillings par semaine, et l'avenir semblait radieux.

Peu de temps après, sous le crocodyl, ils remontaient le passereau du paquebot Calais-Douvres. Le Wehrmacht traversait la Belgique. Bouton n'était pas la seule à pleurer.

La guerre finie, il fallait gagner de l'argent, car des enfants arrivaient. A l'université, Bill avait fait des portraits de notables. J.M. Keynes et autres gens de Cambridge. Mais les revenus d'un artiste sont irréguliers. Il devint peintre en décors du théâtre d'Edimbourg, collabora aux débuts du Festival. Puis le couple se lança dans l'immigration. Dans un village à quelques kilomètres d'Edimbourg, un pub était à vendre pour trois fois rien : un prix assez juste, le chiffre d'affaires était négligeable.

Édité par la S.A.R.L. le Monde Génial
Jacques Favre, directeur de la publication, Claude Jolly.
Imprimerie de la « Monde » 11, rue de la Harpe, PARIS-IV
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 437

CARNAC PLAGE

Visitez l'appartement témoin du VILLAGE DE LEGENESE (à 150m. de la plage)
Ouvert tous les jours tél. (97) 52.04.34
Sogimar 38, av. des Druides, CARNAC.

présence du futur

une collection qui mûrit ses succès

LA MANIPULATION DES ESPRITS
Un livre qui vient en son temps, manipulant les forces obscures, dont nous sommes inconsciemment l'objet : politiques, sentimentales ou commerciales, et comment conserver notre libre arbitre. En librairie 54 F. - LE PIRE, éditeur 5 rue des Grands Augustins - Paris 6

On y servait de la mauvaise bière et du whisky dilué à environ dix clients par semaine, et si plus de quatre d'entre eux arrivaient en même temps, le plancher menaçait de s'effondrer. Ils l'achevèrent avec tout ce qu'ils possédaient, et entre les heures d'ouverture apprirent comment reconstruire et do-it-yourself (« faites-le-vous-même ». En français : bricolage).

A cette époque, la raison d'être d'un pub britannique était de vendre de la bière et (surtout en Écosse) des alcools. Rare d'y trouver de quoi casser la croûte, sauf des saute-bite de chips. En ville, la routine pour l'ouvrier passant son samedi soir avec ses copains était : visite au pub, puis au fish-and-chips shop (poisson frit avec frites, servis dans du papier et avalés dans la rue), puis re-visite au pub. Dans les petits villages, pas de fish-and-chips.

Naïfs, bérigues, Bill et Bouton firent quelques choses d'abouti dans un pub : ils servirent de la soupe à l'oignon ! (Avec du vrai parmesan râpé, au lieu de gruyère - oui, c'est meilleur.) Et du café... Peut-être le seul pub en Écosse à le faire, et c'était du bon café, ramassé dans les fins britanniques. Et puisqu'ils avaient quelques kilomètres ils avaient trouvé un excellent boulanger, ils vendaient d'honnêtes sandwiches. Les experts leur rirent au nez.

Au bout d'un an, le chiffre d'affaires s'était multiplié par dix. Et cela continuait. Les Edimbourgeois avertis prirent le chemin de Howgate.

Vins en Écosse

Bill et Bouton embauchèrent des assistants et passèrent une semaine à Copenhague pour apprendre à faire des *smorrebrod* - ces grands canapés danois : truite fumée, par exemple, avec de la crème au raifort, ou bœuf tartare (on ne doit pas haïr la viande, mais en raser la surface avec un couteau bien aiguisé, pour en recueillir une purée sans fibres ; puis décorer avec un jeune d'aufers dans une rondelle d'oignon). Ils en affrèrent une quarantaine de variétés, tous faits sur commande. Et, à la saison, de simples burnards, achetés aux pêcheurs.

Il s'amusèrent la grange à côté. Prix d'un journal gastronomique pour le meilleur pub en Grande-Bretagne. Les stars du Festival, la princesse Margaret, s'y étaient amusées. Il y avait même du vin - en-

core une bière, à l'époque, pour un pub. Bill l'importait lui-même, faisant des tournées en France (une fois, par mégarde, on l'enferma pour un mauvais quart d'heure d'ivresse totale dans une cave de M. de Saint-Georges, avec pour seul compagnon Alfred Hitchcock). Sa carte de vins de 1968 fait barier de désir et de frustration : un bon saint-aurum à 8 F la bouteille, mais aussi un corron écos du roi à 18 F, un romande saint-réux à 35 F, un château latour au même prix ; le monarabet, baron the-nard 1959, 38 F. Un modeste veuve cliquot, qui va si bien avec un bonard, 24 F, mais qui dirait non à un magnum de l'année black label à 56 F (2) ? Pour exporter, c'était un peu meilleur marché : dans le pub, on cultivait à 16 F. Les amateurs de vins fins affluèrent, et Bill ouvrit un magasin à leur intention.

Bouton et lui trouvèrent aussi le temps de peindre des tableaux et d'élever cinq fils.

En 1958, donc, ils vinrent en Écosse. Il y avait quelque un volet (un seul) était ouvert. Quelques poules dans un cor. Ils n'avaient s'enquérir.

Mais de retour en France, Bill écrivit une lettre. « A l'occasion... si un jour vous pensiez à vendre... »

Quatre mois plus tard, une réponse à l'encre violette sur papier d'école : « Le prochain fois que vous passerez, on pourrait discuter... »

On passa donc. C'était une femme qui habitait deux pièces au premier étage. Allégresse, dédaiement, débris, portes qui ne s'ouvraient pas à cause des meubles effondrés derrière ; gros œuvre magnifique, murs de trois mètres d'épaisseur.

Trois longues minutes de négociation. Enfin, d'accord !

Bill fit le tour de sa propriété avec le notaire, parmi les scorpions, les nids de guêpes et d'olives, et les chauves-souris qui pendaient aux toitures. « Alors, vous avez du courage », dit le notaire, en poussant un volet qui se détacha pour s'éjecter loin en arrière de ce moment-là. Bill et Bouton alternèrent les tâches, l'un au pub, l'autre au château. Les fils aînés finissent leurs études à Edimbourg et venaient pour les vacances - vacances de travail acharné, des années de do-it-yourself. Plusieurs ans de toiture à surveiller, carrelages vieux de quatre cents ans à ramener au jour et à faire redorer, peindre à abstrait, murettes à refaire. Les fils cadets, basés au château, devinrent lycéens à Montpellier.

Maintenant, installés définitivement et naturellement, Bill et Bouton se sentent plus. Ils ont vendu le pub. Leurs fils aînés continuent comme importateurs-marchands de vin à Edimbourg. Les cadets sont des architectes ; le plus jeune vient de commencer sa carrière de viticulteur, tout près - il est coopérateur à Saint-Sturmin, dont le vin se vend bien à Edimbourg.

Bill et Bouton donnent des expositions. Leurs peintures sont-elles un peu rétro ? Toujours est-il que leurs paysages sont identifiables, et se vendent. Leurs amis viennent les voir - il y a de la place. Si on est logé dans une tour, dans une des grandes chambres circulaires, on peut jouer les sténors en se tenant au milieu de la pièce et en lançant des mi-mi-mi. Effet bizarre quand on le fait à plusieurs. On n'a vu le spectre (un Sarasin) que deux fois. Un salon de 200 mètres carrés, c'est utile ; un beau puits d'eau fraîche au cœur de la maison, peut-être moins utile, mais on ne sait jamais. Avec le mazout au prix où il est, on reste en hiver dans la cuisine. Mais puisqu'elle est presque aussi grande que le salon, avec une cheminée pour rôti un veau.

Et en un février froid et ensoleillé, on peut se réchauffer devant la façade sud, dans le jardin mi-français mi-anglais créé par Bouton ; on y voit tout le Languedoc, sans le voir.

C'est une histoire de gens qui n'en ont fait qu'à leur tête. Et beureux.

(1) Buttercup - Bouton d'or - Bouton. (2) L'impôt sur le vin est calculé sur son volume ; un vin de 10 litres paie le même impôt qu'un vin ordinaire. A cette époque, il y avait pas de T.V.A.

CLAUDE ROLLET.

CROQUIS

La tête du client

La première fois, je suis entrée machinalement. Sur la vitrine étaient collées des lettres en email blanc, « boulangerie », et malgré la présentation sommaire, une rangée de brioches, une couronne et deux croissants, je m'étais dit qu'à cette heure-là il devait y avoir encore du pain.

« L'intérieur, quelques paquets de biscuits disposés en vase sur les étagères rehaussaient le pauvre décor. Dans le prolongement des présentoirs vides, un rideau de velours marron à motifs tirés d'un sur l'arrière-boutique, et la boulangerie, me fit penser à Tertine, un personnage de vieilles bandes dessinées, avec son étiquette, ses chaussures en lre-bouton et ses charbonnières à la traine. Celle-ci avait des cheveux raides, retenus par une pince, dans les tons faibles, et l'arrière de quelques poils au menton s'accrochait à son air revêché. En me voyant entrer, ses yeux pâles parcoururent tout de suite un défilé supposés.

« Une baguette, s'il vous plaît.

« ...plus de pain », marmonna-t-elle en balayant une miette sur la table qui lui servait d'appui.

Comme, avec un certain malaise, je refermai la porte, l'entente l'homme qui était entré après moi demandant deux gros pains, et le silence qui suivit m'intrigua. Je me postai devant la vitrine et regardai à l'intérieur. La boulangerie et son faible sourire, passa derrière le rideau et revint avec les deux pains demandés. Je supposai alors qu'il les avait retenus, et je n'y pensai plus. Il y a d'autres boulangeries en ville, tenues par des commerçants éveillés dont le teint rose se fond agréablement à l'odeur du pain chaud.

La deuxième fois, j'entrai pour éviter de marcher sous la pluie. Il y avait déjà deux personnes avant moi, mais pas de pain sur les rayons. D'un mouvement lointain, Tertine disparaissait derrière le rideau et revenait avec le marchand. Quand ce fut mon tour, elle prit un air buté et articula de mauvaise grâce :

« L'en prochain, m'a-t-elle dit, je demande ma mutation. Tu prendras ma place, je te présenterai. »

Du coup, je passe devant la vitrine austère avec un pincement d'espoir...

Le temps des courses est malheureusement limité : je n'ai pas encore eu le loisir de commencer mes prévisions. Mais dernièrement, une amie m'a suggéré une autre solution :

« L'en prochain, m'a-t-elle dit, je demande ma mutation. Tu prendras ma place, je te présenterai. »

Du coup, je passe devant la vitrine austère avec un pincement d'espoir...

Le temps des courses est malheureusement limité : je n'ai pas encore eu le loisir de commencer mes prévisions. Mais dernièrement, une amie m'a suggéré une autre solution :

« L'en prochain, m'a-t-elle dit, je demande ma mutation. Tu prendras ma place, je te présenterai. »

Du coup, je passe devant la vitrine austère avec un pincement d'espoir...

Le temps des courses est malheureusement limité : je n'ai pas encore eu le loisir de commencer mes prévisions. Mais dernièrement, une amie m'a suggéré une autre solution :

« L'en prochain, m'a-t-elle dit, je demande ma mutation. Tu prendras ma place, je te présenterai. »

Du coup, je passe devant la vitrine austère avec un pincement d'espoir...

Le temps des courses est malheureusement limité : je n'ai pas encore eu le loisir de commencer mes prévisions. Mais dernièrement, une amie m'a suggéré une autre solution :

« L'en prochain, m'a-t-elle dit, je demande ma mutation. Tu prendras ma place, je te présenterai. »

Du coup, je passe devant la vitrine austère avec un pincement d'espoir...

CLAUDE ROLLET.

DEMAIN

La génération du « fast food » à la française

Quelle alimentation demain ? Et donc quel type de produit et quelle industrie agro-alimentaire ? L'enjeu est important, et le consommateur est plutôt oublié...

CHRISTIAN TORTEL

« **L**ES dix omnes à venir seront celles du petit bourgeois frieux. Le jeune cadre dynamique des années 70 laissera la place à un consommateur qui a peur de la mort. On commencera à regarder son assiette, on s'inquiétera de la présence d'acides gras saturés... »

Jacques Belay, directeur du GIRA, une société d'études prospectives implantée à Genève et spécialisée dans le domaine agro-alimentaire, est un homme heureux : il connaît l'avenir, et ses prévisions lui rapportent beaucoup d'argent. Elles sont contenues dans *Nutrition 1990*, une étude vendue 30 000 francs suisses (90 000 F) aux grandes sociétés de l'industrie agro-alimentaire, notamment Nestlé (treize-sept usines en France) et Unilever.

Ses auteurs se penchent sur le sort de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne fédérale et de l'Italie, et recommandent d'y « lancer un nouveau produit, à condition de sécuriser ou maximum », et d'être sûr d'apporter le consommateur sur l'origine et la composition de son achat, afin d'atteindre une certaine « propriété clinique ».

Et ce qui concerne la France, les lecteurs privilégiés sauront qu'« il est idiot de baisser les prix », puisque, d'une part, la consommation par tête va régner et que, d'autre part, le « besoin de qualité va augmenter ».

Alors, que mangera-t-on demain ? Pour les industriels, la question vaut donc plusieurs millions de centimes. Globalement, J. Belay oserait pas à affirmer que l'on tend vers « une homogénéisation des modes alimentaires ». Exemple : les saucisses de Francfort ou d'Auvergne et le jambon de Parme ou d'Écosse.

En bas de l'échelle du prestige alimentaire, le « fast food » (système de restauration rapide) et aseptisé - de type américain. Lire à ce sujet le *Monde Dimanche* du 17 février 1980) vont évoluer comme les ampoules d'Edison après leur découverte.

« L'indexation des années 80 sera de la génération du fast food », annonce prophétiquement J. Belay. Il ajoute : « Les années 80 seront comparables aux années 1929-1945. »

Quel budget ?

Tout comme les économistes du GIRA, les technocrates de l'industrie agro-alimentaire ont déjà dressé le profil du consommateur de demain. Ils en donnent une image peu réjouissante : il est soupçonneux, ou va lui donner la sécurité sur un plateau, c'est-à-dire une information plus large. Déjà la moindre étiquette sur un pot de yaourt nous dit tout de son origine, de sa transformation et de sa composition. Mais l'information est à développer, surtout du côté des plats transformés tels que les pizzas prêtes à consommer, les conserves, les plats surgelés, etc.

C'est que l'on mangera demain ? L'INSEE répond tout d'abord. Dans une étude à paraître pro-

chainement (1), ses experts ont dressé la structure du budget alimentaire en 1985. Établies à partir d'enquêtes annuelles sur la consommation des ménages à domicile, leurs données servent de base de réflexion à la commission du Plan.

Que disent-ils ? « La consommation de viande en France (2) est la plus élevée des pays européens : 104 kilos par personne et par an. Néanmoins, les achats de viandes (boucherie, charcuterie, volailles) verront leur part continuer à croître et représenteront près du tiers du budget alimentaire des Français en 1985. »

On observe que, en vingt ans, la part alimentaire du budget des ménages décroît régulièrement, revenant de 34 % à 22 %, alors que la part des dépenses de transport ou de loisirs augmente avec la même régularité.

De même seront en légère augmentation la part consacrée par les ménages aux achats de produits laitiers, ainsi que celle relative aux produits transformés (conserves, surgelés, etc.). L'INSEE poursuit : « La part d'un grand nombre de produits restera stable de 1979 à 1985 (aliments à base de céréales, poissons, sucre, tabac) ».

La consommation des boissons alcoolisées devrait continuer à décroître. L'Institut signale également la diminution des achats de corps gras, ce qui confirme la tendance observée depuis 1970. Les experts insistent enfin sur fait nouveau : « la stabilisation et même la légère décroissance de la part des achats de boissons non alcoolisées ».

Bataille d'experts

Ces tendances permettent-elles de dresser le portrait-robot du consommateur des années à venir ? Non. Le « Français moyen » n'existe pas. La preuve : les fortes disparités entre les achats des différentes catégories socio-professionnelles. (Lire la chronique de Frédéric Gausson dans le *Monde Dimanche* du 25 octobre 1981).

Ces écarts sont pris en compte par les nutritionnistes pour lancer les grandes orientations de la consommation de demain. Pour André François, directeur du Centre national de coordination des études et recherches sur la nutrition et l'alimentation (C.N.E.R.N.A.), organisme dépendant du Centre national de la recherche scientifique (3), « tout citoyen d'une classe sociale donnée tend à acquiescer le comportement de la classe immédiatement au-dessus ».

Pour illustrer la bataille d'experts au cœur de l'alimentation de demain, prenons l'exemple des protéines sur-consommées dans les pays riches, (nous en utilisons actuellement une fois et demie à deux fois plus qu'il n'est besoin dans un régime normal). On peut consommer ces protéines sous différentes formes, en particulier viandes et céréales. C'est là le lien de partage entre certains spécialistes.

D'un côté l'INSEE constate l'évolution de la consommation de viande et en déduit, modèle mathématique à l'appui, la consommation en 1985.

De l'autre, les nutritionnistes n'ont que faire de ces constata-

tions et indiquent : « ce qu'il faudrait faire ». C'est ainsi qu'André François estime que « les conditions économiques doivent permettre des substitutions ». En matière de protéines, cela signifie le remplacement des protéines animales sur-consommées par des produits végétaux sous-consommés, contenus dans les pains spéciaux (complets, au son, au seigle) ou les légumineuses (qui contiennent jusqu'à 50 % de protéines).

Pour sa part, le C.N.E.R.N.A. préconise « une politique de l'alimentation » prenant en compte deux tendances jusqu'ici opposées, la protection des consommateurs et le développement de la technologie agro-alimentaire. Pour André François il faut aboutir au « critère de simplification ». Ainsi l'industrie produit du yaourt à partir du lait. Ce « produit transformé » est un « aliment simple » et de ce fait très bien perçu par les consommateurs qui ne craignent pas d'en acheter. C'est l'exemple type de ce qui pourrait être fait dans le domaine de la « nouvelle consommation » avec d'autres produits de base : d'une part le consommateur est totalement informé à son sujet, donc rassuré, d'autre part l'industrie agro-alimentaire peut le produire à très grande échelle.

Ces deux versants d'une future politique de l'alimentation sont évoqués dans un rapport récent de la mission à l'innovation au ministère de l'Industrie du précédent septennat, intitulé *Industrie alimentaire et alimentation de l'avenir*. Le groupe de travail était composé essentiellement de nutritionnistes et de responsables des grandes sociétés agro-

ou émetteur de normes nouvelles (consumentisme, écologie).

Les auteurs donnent trois interprétations à cette évolution. « L'incidence de la modification des modes de vie, la montée de la préoccupation nutritionnelle (qualitative) et l'adoption progressive de l'alimentation industrielle ».

Sans entrer dans le détail on peut noter néanmoins que la « déstructuration des repas » est liée au nombre croissant de personnes qui prennent l'habitude de sauter le repas, de consommer un plat unique, etc. D'autre part, le déjeuner sur le lieu de travail concerne 20 % de la population. La « désamplification du repas de famille » en est une des conséquences importantes.

Après les médecins

En ce qui concerne « les modalités d'approvisionnement », le groupe de travail de la mission à l'innovation constate « le changement le plus significatif intervenant au cours des dernières années » : 34 % des personnes interrogées déclarent effectuer des courses groupées et 47 % fréquenter une grande surface plus souvent qu'auparavant.

Enfin, les auteurs relèvent « la préoccupation croissante pour la nutrition » et l'influence déclinante des associations de consommateurs qui, selon les termes des rédacteurs, « ont ac-

quiescent une alimentation publique de base et d'une alimentation privée coûteuse mais simplifiée, autrement dit de la gastronomie (au restaurant) et de « la cuisine-ménage » (à la maison) constitue, semble-t-il, la caractéristique générale du style d'alimentation dominant ».

Sont visés ici les cadres supérieurs, membres des professions libérales, ingénieurs, industriels, gros commerçants, etc.

En bas de l'échelle, ces sociologues de l'alimentation voient « les classes populaires chez qui l'on rencontre le plus souvent les préparations les plus économiques en argent et les plus coûteuses en temps et en travail, comme les conserves ou la congélation alimentaire de viande ».

On connaît déjà les critiques soulevées par cette politique, qui rejoint celle proposée par la mission à l'innovation. Rationaliser la production alimentaire est un objectif dénoncé par plusieurs chercheurs, nutritionnistes ou non, qui le considèrent comme le moyen de pérenniser un système injuste de ségrégation sociale fondé sur le profit des grandes sociétés agro-alimentaires. Deux exemples, le premier à l'INRA, le second à l'I.U.E.D., l'Institut universitaire d'études du développement, à Genève (7).

Claude et Christine Gri-

liques ne mange pas de porc, respectant ainsi non pas une simple directive mais une loi inscrite dans le Coran. De même pour tous les peuples qui se sont fixés des règles alimentaires.

A la base du comportement humain, il n'y a donc pas des besoins mais des valeurs. Le choix de ces valeurs implique en mode de vie et partant des habitudes alimentaires. Changer nos pratiques dans ce domaine c'est donc changer, dans une certaine mesure, notre système de valeurs. Manger « fast food » n'est alors pas seulement un changement dans la prise des repas, c'est aussi un enjeu culturel.

Déjà les industriels des grands groupes agro-alimentaires ont dressé un portrait-robot du consommateur des années 80. Mais il est peut-être trop tard. Ils prennent pour cible le « Français moyen » identifié aux consommateurs des classes aisées de la société alors que sont grandes les



HONORÉ

alimentaires (4). La publication de ce document en mai 1981 ne a pas forcément condamné ses oubliettes puisqu'on le juge « très bien fait » au ministère de la consommation.

Le groupe de travail a fondé sa recherche sur deux données de base : 70 % des aliments consommés passent par le circuit de l'industrie ; deux Français sur trois sont hostiles au développement des produits transformés par cette industrie (5).

Selon les auteurs « il reste à inventer le plupart des aliments de demain. Ces produits vont aller dans le sens d'une rationalisation de l'alimentation et éviter les « déviations nutritionnelles » qui ont en particulier accompagné le développement du modèle américain : l'excès de sucre, dont la consommation par habitant aux États-Unis est double de celle observée en France, a contribué dans le pays au fait que 30 % des personnes répondent à la définition d'obésité ».

Pour établir une politique de l'alimentation, des experts se réfèrent à « l'évolution profonde des habitudes alimentaires : deux Français sur trois perçoivent des changements dans leurs pratiques alimentaires depuis cinq à dix ans ». Cela démontre « un changement parmi les groupes sociaux les plus riches : les femmes actives ou diplômées d'études supérieures, habitants de la région parisienne

qui ont une incontestable potentialité inférieure », la nature d'alimentation, elles sont étiées comme la deuxième source d'information la plus crédible (35 %) après les médecins (61 %) et avant les chercheurs en nutrition (26 %).

Ce constat débouche sur toute une série de mesures qui changeraient sensiblement le paysage alimentaire des personnes vivant en France. En particulier, dans le domaine des habitudes alimentaires, le texte recommande - lui aussi - de « participer au développement de la restauration extérieure, type « fast food » ou à la française ». Le rapport précise : « Tout laisse à penser que le « fast food » est sur le point de devenir en France, avec deux décennies de retard, l'essor considérable qu'il a pris aux États-Unis où son chiffre d'affaires a été multiplié par quatre en vingt ans ».

Un document, analogue dans son principe, avait été demandé à André François en 1971. Il y a tout juste dix ans. Son thème : « le renforcement de la politique de « qualité » en matière de produits agricoles et alimentaires ». Le sujet n'est donc pas nouveau (6).

Aujourd'hui André François est chargé à la tête d'une équipe de six cents personnes, de rédiger le rapport « Nutrition pour le colloque national sur la recherche en janvier 1982. Il préconise « un système scientifique alimentaire sans faille » ou

coexistence d'une alimentation publique de base et d'une alimentation privée coûteuse mais simplifiée, autrement dit de la gastronomie (au restaurant) et de « la cuisine-ménage » (à la maison) constitue, semble-t-il, la caractéristique générale du style d'alimentation dominant ».

Sont visés ici les cadres supérieurs, membres des professions libérales, ingénieurs, industriels, gros commerçants, etc.

En bas de l'échelle, ces sociologues de l'alimentation voient « les classes populaires chez qui l'on rencontre le plus souvent les préparations les plus économiques en argent et les plus coûteuses en temps et en travail, comme les conserves ou la congélation alimentaire de viande ».

Trop tard !

C'est en un raccourci saisissant que ces chercheurs résumant l'enjeu de l'alimentation : par-delà les achats, les économistes, les préférences, les habitudes alimentaires, se dégage tout un mode de vie conditionné par ce type de consommation.

De leur côté les économistes de l'I.U.E.D. envisagent le besoin de se nourrir (ou de mieux se nourrir pour les pays riches) comme un besoin fondamental. Mais s'alimenter n'est pas que la satisfaction d'un besoin, c'est aussi un choix : le musulman pra-

disparité, dans les pays riches, en matière d'alimentation. On prend comme modèle l'homme pressé, prudent et dévot d'hambourgeois.

Alors on effrite un monde pour ces gens-là, le royaume (rentable) du « fast food ». Plus question de se laisser surprendre par le meilleur d'un cambert ou par un goût inconnu. Rationalisation oblige.

Les associations de consommateurs auront d'autres luttes à engager, ou plus celles de la qualité, bientôt gagnée, mais celle du respect du choix. Car, peut-on appeler liberté le choix entre « manger fast food » et manger des aliments tout préparés ?

(1) Dominique Darmon, *Les grandes tendances de la consommation alimentaire en 1985*, INSEE, 1982.

(2) Elle se situe au quatrième rang mondial derrière l'Australie (124 kilos), les États-Unis (118 kilos) et la Nouvelle-Zélande (117 kilos).

(3) C.N.E.R.N.A., 72, rue de Sévres, 75007 Paris. Tél. : 561-43-43.

(4) On relève notamment les pains Jacques, Yoplait, Boursin, Viat de France, Clarins, Emmentaler, Carrefour.

(5) Sociologues infir d'une enquête réalisée à la demande du groupe de travail en juin 1980 par la S.O.P.R.E.S., auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes.

(6) Lire « Le bœuf est sous le table » de Claude Aubert dans le *Monde Dimanche* du 13 avril 1980.

(7) I.U.E.D., 24, rue Rothschild, 1202 Genève.

(8) Consommations alimentaires et styles de vie, INRA-C.N.R.S., 1980.

Le Club de Rome

ANNIE BATLLE

jets et construit des usines dans le tiers-monde. C'est un pragmatique qui a foi en l'homme. Un « réalutopique » qui pense qu'il existe des solutions à tous les défis, même aux défis mondiaux.

Autour de lui, ces 7 et 8 avril, Bertrand de Jouvenel, Jean Saint-Geours, Alexandre King, Maurice Guernier. Tous préoccupés par l'avenir de la planète, tous voyageurs infatigables.

Un avertissement brutal

En 1970, la rencontre d'Aurelio Peccei et de Jay W. Forrester engage le Club de Rome dans l'action effective. Le scientifique américain travaille depuis longtemps, au sein du Massachusetts Institute of Technology, à une technique d'étude mathématique

■ **La méthodologie.** Pour permettre d'analyser et de comprendre les problèmes globaux, Forrester proposait un modèle formalisé (world dynamics) des interactions entre la population, le capital et les différents facteurs qui agissent sur la croissance, le pourriture, les rés-

consacré en 1976 à la nécessité du dialogue Nord-Sud : *Rio (Reshaping International Order* ; en français : *Du défi au dialogue*), par le professeur Jan Tinbergen, prix Nobel d'économie, et une équipe d'experts. Une série de recherches furent ensuite réalisées sous les auspices du Club de Rome, entre autres : *Goals for Mankind* (1977), sous la direction d'Ervin Laszlo, des Nations unies : *Beyond the Age of Waste*

bile de l'appétition de certaines maladies, lesquelles seraient transmises de façon héréditaire, par le lignée maternelle. La confirmation d'une telle hypothèse aurait des conséquences immédiates dans la pratique médicale et les implications de cette théorie pourraient avoir une portée considérable. *Spectrum. British Science News*, 1981, numéro 174/1. Central office of information, Hercules road Luton SE1 7DU.

L'heure d'été

300 000 tonnes de pétrole sont économisées grâce à la suppression de la pointe de consommation électrique du soir. Les soixante minutes supplémentaires de jour au cours des soirées de printemps et d'été permettent d'écrêter cette pointe de consommation en diminuant les bassins d'éclairage. Agence pour les économies d'énergie, 26, rue Cambronne 75015 Paris. Tél. 306-44-90.

BOITE A OUTILS

La mutation du système de santé

La collection « Analyses pour demain » de Dunod offre aux lecteurs des éléments de réflexion sur les transformations en cours dans les structures de l'économie. *Machinerie à soigner* étudie les bouleversements que le système de santé subit sous l'effet des technologies nouvelles. L'industrialisation de la santé n'y est pas présentée comme un épouvantail ; pour Michel Benazet et Yvon Rack, l'avenir de la médecine et de la santé apparaît indissociable du progrès technique, comme il est indissociable des dispositions financières qui rendront ce progrès tolérable à l'économie de la nation. L'étude a été menée dans le cadre des travaux de réflexion du centre d'études et de prévision.

La première partie retrace l'évolution du concept même

munauté internationale. Ils prouvent, chiffres et scénarios à l'appui, que les nations ne peuvent continuer à se gérer comme elles le font. La structure du monde a changé, il est par conséquent vain d'essayer de revenir à l'état antérieur, comme s'il s'agissait d'une simple crise. Je-mais plus les différents Etats ne pourront survivre sans tenir compte du contexte et des processus mondiaux. Ils doivent donc s'adapter et organiser leur action en fonction des nouvelles données de la problématique mondiale qui ont été mises en évidence (7).

Le Club de Rome ne se contente pas seulement d'adresser des avertissements. Sans énumérer des préconisations rigides, il ouvre des pistes, il propose des voies, des actions volontaristes pour ralentir, harmoniser, équilibrer les courbes vitales de la population, de l'alimentation, de l'énergie, du développement (entendez : progrès rural, éducation, santé) ainsi qu'un cadre qui permette ces actions : le regroupement

de santé, et les modalités de l'expansion des dépenses de santé de ces dernières années. Une large part est consacrée à l'étude de l'évolution récente.

La deuxième partie dessine les futurs possibles à partir de l'importance croissante de l'informatique de masse; du développement de la médecine du remplacement des parties du corps défaillantes par des prothèses; de l'évolution de l'imagerie médicale avec la mise au point de scanners; du développement de l'ultra-son; de l'usage des modifications possibles des comportements individuels (nutrition, tabagisme, alcoolisme...); et de l'évolution du système de délivrance de soins. [Bordas, Dunod, Gauthier-Villars, 17, rue Rémy-Dumoncel 75686 Paris. Tél. 320-15-50].

Le défi japonais

La réussite économique du Japon n'est plus un miracle. Son ajustement aux crises pétrolières de la dernière décennie n'est pas. Souple, flexibilité sont des mots-clés pour décrire la réussite du Japon. La demande, de l'industrie, des salaires. Quant au budget « recherche et développement », il ne cesse de croître. Les Japonais ont fait de ce système performant : la population vieillit considérablement, le yen dont la dépréciation « a été réussie est menacé » par le dollar, il faut noter que le Japon saisi affronter les évolutions technologiques en cours. La revue *Problèmes économiques* réunit un ensemble de documents et d'articles étrangers (japonais, allemand, anglais et français) sur le défi japonais dans le numéro du 21 octobre dernier. (*La Documentation Française* 25, quai Voltaire, 75007 Paris, 74 261-50-10).

BLOC-NOTES

Une ère de grands travaux

Journées portes ouvertes le 19 novembre prochain à l'Ecole des ponts et chaussées, pour célébrer le cent cinquantième anniversaire national de la création de l'École. A l'occasion de cette manifestation placée sous le patronage du Ministère de l'Équipement, l'Ecole propose l'ouverture d'un dossier pour l'avenir : une nouvelle loi de grands travaux pour l'Europe, les problèmes de l'habitat, les problèmes de l'urbanisation croissante, des problèmes de la faim, de la pollution. La capacité des ingénieurs pouvait y répondre, hors des frontières diplomatiques internationales. Le débat sera lancé par MM. Norbert Schindler, Schindler, Syndes, Cardeas, Thérèse, une situation, un ingénieur-artiste sera également ouverte au public. Ecole nationale des ponts et chaussées, 28, rue des Saints-Pères 75. Tél.

CRIBLE

REPÈRES

Femmes et guerre

« Aucun pays, qu'il possède ou non des armes nucléaires n'est à l'abri d'une catastrophe nucléaire. Les femmes peuvent et doivent s'unir pour lutter contre cette menace en créant un gigantesque mouvement d'opinion. »

Hilkka Pietila, secrétaire générale de l'Association finlandaise pour les Nations unies lance une campagne « Femmes pour la paix ». Une chaîne de lettres démarre, chaque femme doit en envoyer dix. Couvriro-elles à travers le monde le voix des hommes ? Pour renseignements, s'adresser à Hilkka Pietila, The Finnish United Nations Association, Unioninkatu 45B, SF 00100 Helsinki 17, Finlande.

Prisonniers d'opinion

Selon un rapport rendu public en octobre dernier par le Mouvement impartial d'interventions directes pour la libération des prisonniers d'opinion dans le monde, presque la moitié des cent cinquante quatre États membres des Nations unies maintiennent la détention des personnes arrêtées à cause de leurs opinions ou de leur origine et qui n'ont été ni utilisées ni préconisées la violence. Secrétariat : 10 Southampton street Londres 2 E H F Southampton.


Maladies héréditaires

Les mitochondries sont des éléments essentiels de toutes les cellules humaines. Elles sont particulièrement intéressantes parce qu'elles possèdent leur propre système génétique qui opère, jusqu'à un certain point, indépendamment des chromosomes qui existent dans le noyau de la cellule. Le docteur Paul Fine, de l'Institut Ross, à l'École d'hygiène et de médecine tropicale de Londres, avance une théorie selon laquelle des mutations affectant l'A.D.N. des mitochondries pourraient être respon-

**PORTO
DIEZ**

Mise en bouteille au Portugal

CHUVETTO CARMONA SA 229 rue St Honoré - 75001 PARIS



© DIEZ VIN COMPANY

Tony Cartano

OPÉRA



ROMAN

"Vivir" que cet écrivain au riche tempérament se tourne vers l'Amérique latine et cahotique des milieux littéraires, des salons de spectacle et des intrigues politiques avec des situations à Malcolm Lowry et à Philip Roth qui donnent la couleur : ardent, violent, convulsif.

Renée-Marie Fournier et Jacques Cartano brasse un impressionnant mélange d'événements politiques et de sentiments.

Christelle Guadagnoli-Lure

EDITIONS BUCHET / CHASTEL
16, rue de la Comédie, 75009 Paris.

ETRANGER

Européens de l'Est et de l'Ouest. Deux femmes seules, Elisabeth Mann-Borghese (spécialiste des problèmes de la mer, de Dalhousie University, Canada), et Eleonora Masini, de la World Future Federation (Etats-Unis). Les membres français sont : MM. André Danzin, Bertrand Journé, Robert Latex, Pierre Pignatelli, Edgar Pissani, Jean Saint-Gours. Le Club de Rome se targue d'être le seul centre de ce type n'ayant l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud.

Il existe en outre dans certains pays des « cellules Club de Rome ». Au Canada, en Nouvelle-Zélande, au Japon et en Espagne. A Washington, c'est « The U.S. chapter of the Club de Rome », qui compte quatre cents membres.

Le fonctionnement de ce réseau est simple. Il repose sur les contacts humains, et l'animation n'est essentiellement assurée par deux de ses membres, Aurelio Peccei et Maurice Guenier, qui y consacrent tout leur temps. Des réunions plénières annuelles rassemblent les membres dans des points différents du globe, cette année à Caracas, l'an prochain à Tokyo. Soigneusement préparées, ces rencontres servent à arrêter les choix des thèmes de recherche, les projets des futurs rapports, les équipes de sous-traitants, ou à discuter des conclusions des dernières études. Dans le même temps, elles constituent un moyen extrêmement efficace de diffusion des idées, la presse du pays visité y faisant largement écho.

Des réunions spécifiques sont également organisées dans différents pays. Par exemple, récemment, en U.R.S.S., en Hongrie, en Roumanie, ont eu lieu des journées dans le cadre de l'Académie des sciences soviétique, toujours pour poser les problèmes régionaux dans le cadre mondial.

Des projets ambitieux

Les équipes de sous-traitants sont composées de scientifiques de pointe, qui travaillent soit au titre d'un organisme : Institut international pour les applications de l'analyse des systèmes ; Massachusetts Institute of Technology (MIT) ; Centre d'études des systèmes de Cleveland (Ohio) ; Institut de technologie de Hanovre, etc., soit à titre personnel, comme Jan Tinbergen, Tibor de Menthall, Umberto Colombo, Orto Giarrini (du Battelle Institute).

Quel avenir pour le Club de Rome ? Faut-il arrêter en beauté ? Les fondateurs se sont posé la question. Certains d'être une structure originale, ils n'ont pas de pouvoir, mais reconnaissent que leurs interlocuteurs dans les différents pays sont tous « les élites intellectuelles, politiques et sociales ». Seule façon, disent-ils, d'aller vite.

Dans les années 70, le Club de Rome avertissait : « Attention ! Il y a des limites matérielles à l'expansion de l'humanité ». Aujourd'hui, nous dit Maurice Guenier : « Ces limites matérielles existent, mais il y a des limites beaucoup plus graves qui sont institutionnelles, sociologiques, qui ont trait aux problèmes de population, de société et de gouvernement ».

L'humanité doit apprendre à gérer les ressources essentielles. Plus de 3 milliards de personnes n'ont pas accès à quelque forme permanente que ce soit de service

sanitaire. Quel échec pour la communauté internationale ! Aussi travaillons-nous à un vaste projet santé-éducation-progrès rural pour tous, et nous sommes en train d'y associer les différentes régions du monde. Nous participons également à la création d'une chaîne d'instituts de recherches pour le développement autour de la Méditerranée (financée par le Fonds arabe de développement économique et social).

Mais y a-t-il un vrai futur pour ces pionniers des années 70 ? C'est la question qu'on peut légitimement se poser compte tenu du vieillissement de ses membres et du rôle fondamental, difficilement remplaçable, de quelques-uns des fondateurs ? Que leurs modèles soient critiquables (mais — comme ils le disent — quel intérêt y a-t-il aujourd'hui à critiquer l'aviation de Blériot, l'essentiel n'est-il pas qu'il ait volé ?), que d'autres équipes les aient suivis, parfois douloureusement, que d'autres groupes travaillent avec des moyens différents, moins persuadés de la suprématie de la science, mais de la valeur de leur démarche, ne peut enlever à ces hommes le rôle d'ouvriers et de catalyseurs qu'ils ont joué, l'attention qu'ils portent aux problèmes de fond, et l'enthousiasme qu'ils montrent à l'évolution du monde et de ses problèmes. Les membres du Club ne cessent pas de réfléchir dans la science occidentale et dans le quantitatif, « car le quantitatif est les chiffres », rétorquent-ils, l'ordre qu'on leur reproche de l'avoir quelque peu mis au second plan.

Les voyages, les études coûteuses, mais le Club de Rome ne semble pas avoir de problèmes de financement. Il ne dépend de personne. Ses responsables savent convaincre les gouvernements, les fondations, de l'intérêt de financer leurs projets. Caracas, Stockholm, Washington, Hannuili, Barcelone, Tokyo, Séoul, Rio-de-Janeiro, Berlin, Bucarest... les pays dans lesquels se réunit l'équipe prennent tous les frais à leur charge. Quant aux études, elles sont financées par des fondations, comme Volkswagen pour les premiers rapports, ou par des gouvernements, notamment pour Rio.

Efficaces donc, ces décideurs, et homogènes ? Ils refusent d'être taxés de postmodernisme et avouent qu'ils posent des problèmes et ne sont pas maîtres des réponses qui leur sont apportées. « Le pessimisme, comme le disait Jean Monnet, est celui qui se couche, nous, nous n'arrêtons pas », nous rappelle Maurice Guenier. Cela étant, les équipes ont un profil type et ne peuvent sortir des modèles qu'elles y ont mis.

Ils refusent également d'être traités de technocrates puisqu'ils n'ont pas de pouvoir, mais reconnaissent que leurs interlocuteurs dans les différents pays sont tous « les élites intellectuelles, politiques et sociales ». Seule façon, disent-ils, d'aller vite.

(1) Ed. Fayard : la traduction du titre est la plus retenue par les auteurs, qui ne prétendent pas la croquer, mais se contentent de la faire croire, mais des limites à la croissance.

(2) La dynamique des systèmes repose sur deux principes : la structure de tout système est plus importante que chaque élément du système ; les phénomènes analysés sont de nature exponentielle.

(3) Les chiffres de base étaient ceux des Nations unies.

(4) Future of Global Interdependence.

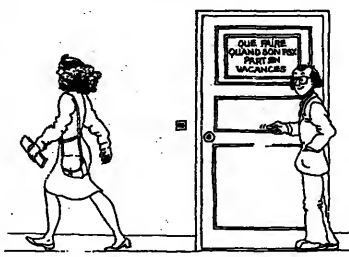
(5) Quelles limites ? Le Club de Rome répond (1974), réponses réunies par A. Pethiau (Ed. du Seuil).

(6) Ce sont les dix points de la problématique mondiale : explosion démographique ; absence de plans de développement ; dégradation de la biosphère ; crise de l'économie mondiale ; course aux armements ; maux sociaux ; développement technologique ; anarchie ; vieillissement des institutions ; confrontation Est-Ouest et fracture Nord-Sud ; carence de leadership moral et politique.

(7) Ce pourrait être les cinq grandes communautés du Nord (Amérique du Nord, Europe, U.R.S.S., Japon, Chine) et cinq ou six communautés du Sud (Amérique latine, Afrique noire, Proche-Orient, Subcontinent indien, Asie du Sud...).

(8) Siège : 163, via Giorgione, Rome, Italie.

(9) Parmi les membres : des prix Nobel, comme Sam Salkin, Giulio Minis ; un philosophe marxiste, Adam Smith, un des fondateurs du parti communiste polonais, et parmi les membres plus récents, Edouard Kojève, secrétaire général de l'Organisation des Etats américains, et Federico Mayor, directeur général adjoint de l'UNESCO, Mochizuki catalan.



DOMINIQUE BILLOUT

ETATS-UNIS

Savoir tout sur tout

Voulez-vous pallier l'absence de votre psychanalyste, apprendre à faire des croissants, placer votre argent, faire un riche mariage ? Des cours sur tout, ou presque, vous y aideront.

DILYS DOWE DORRANCE

Il était en août. Un groupe de New-Yorkais affrontait une situation à la Woody Allen : la défection de leurs psychanalystes partis en vacances. Heureusement, ils avaient un recours. Les patients abandonnés s'adressèrent à Network for Learning

(Réseau pour apprendre), organisme privé qui offre des cours aux adultes new-yorkais et s'engage à insérer sur demande dans son catalogue n'importe quel cours qui ne s'y trouve pas encore.

Network for Learning, qui ne ferme pas pendant l'été, ajouta à son programme d'août un cours intitulé « Que faire quand on shrink part en vacances ». Shrink, de head-shrinker : réducteur de tête. Pour 7 dollars par participant, une trentaine de personnes purent pendant deux heures s'exprimer sans inhibitions, surtout lors de la projection de diapositives prises dans certaines sta-

tions luxueuses réputées fréquentées par les psychanalystes. A la rentrée, si les analyses reprennent, les cours de septembre de Network se poursuivront, quarante-quatre heures d'une à trois heures, quatre-vingt-deux heures de huit heures au rythme de deux heures par semaine.

Les soirées coûtent 21 dollars environ, somme pour laquelle on peut évoquer l'époque épouvantable du sénateur McCarthy avec un spécialiste en la matière, on fait des croissants avec Eli Souss (du Restaurant Centre-Ville-de-Paris) ou bien une bouillabaisse avec un journaliste de Vogue ; on peut masser son partenaire — et réciproquement — par la méthode Shiant à 40 dollars par couple, apprendre à lire les bilans ou examiner les possibilités d'investissement en tapis orientaux.

Les cours de quatre semaines sont vendus à partir de 45 dollars ; on prend des leçons de

bridge, de tricot, de tricot, de black-jack selon les règles d'Atlantic City ; on fait des poésies et battements (numéros et femmes) ; on se perfectionne dans certains arts sociaux, ceux d'une conversation avec esprit et d'établir des liens d'amitié — avec sa famille, ses amis, son amant.

Certaines exceptions aux prix normaux : la soirée chez les frères Loeb dans leur boucherie réputée « une des cinq meilleures » mondiales coûte 25 dollars ; les frères Loeb sont les auteurs d'un opuscle *Be your own butcher* (« Faites vous-même votre boucherie »).

A 555 dollars (tout compris, école de voile, logement, repas), un cours spécial intitulé « Sept jours à bord d'un schooner faisant escale à Martha's Vineyard » ne semble pas cher, surtout pour les jeunes qui veulent faire carrière dans les médias, qui trouveront, le week-end, dans le port de plaisance, les plus illustres de leurs confrères.

Les cours de huit heures consistent en la dégustation des vins et des plats suivis. On verse 55 dollars avec, en plus, 15 dollars pour le matériel pour apprendre, parmi d'autres choses, comment remonter une mauvaise bouteille : même prix, même supplément que « Plots à cuire dans une seule casserole », les plats provenant « du monde entier », bouff à la ficelle, et soupe au pistou, de France, mirloupe de Suisse, le caldu verde du Portugal, et même la redoutable omelette soup (« favorite de la famille royale anglaise »).

Vous rêvez de vous marier avec une grosse fortune ? Network for Learning vous vendra, à 21 dollars les trois heures, « une stratégie qui transformera le rêve en réalité ». Sachez d'abord identifier les riches, puis les attirer, et finalement, et finalement, vous occuper avec un(e) de leurs... ayant préalablement évité leurs génologies et vous être informé des lieux où ils viennent s'abreuver.

Une plaisanterie avec son vocabulaire du monde de l'élevage ? Pas du tout. Mme Joanna Stueben, chargée de développer le thème, est psychologue et enseignante. « J'ai vu une connaissance étendue parmi les couples hypergamiques, elle a observé leurs mariages, les raisons des échecs comme celle des réussites ».

Depuis sa création en 1979 par Jeffrey Hollender, vingt-six ans, cinquante mille New-Yorkais ont participé par groupes de quinze à trente-cinq cours de Network for Learning qui, en 1980, s'est vu décerner un prix par le conseil municipal de New-York. Les bureaux sont assez restreints, le personnel ne compte guère plus d'une vingtaine de collaborateurs, et le Network ne disposant d'aucune salle de classe, c'est à chaque instructeur d'en trouver ;

d'où une variété de locaux, sièges sociaux d'entreprises, scènes, greniers (pour les démonstrations d'arrangement), appartements privés.

Il est à noter que le fondateur a fait à l'université d'Amherst des études de communications. Cette discipline que proposent des centaines de facultés américaines se ramifie dans les médias, dans l'électronique, les arts graphiques, le théâtre, le cinéma, la publicité, en fait dans tout ce qui concourt le dialogue entre une société de masse et ses animateurs.

Certes, les programmes du Network suivent de près les listes des best-sellers rédigés chaque semaine par les grands hebdomadaires, des listes qui, dans leur section « non fiction », relèvent deux désirs-clés, ceux de la promotion sociale et du bien-être, l'argent et le bonheur sexuel se disputant la première place, la cuisine et les soins de beauté les livres qui répondent à la question « comment faire ? » la troisième.

Mais l'absence de Jeffrey Hollender est d'avoir bien compris la diversité des conséquences de ces aspirations et d'avoir envisagé une multiplicité de *How-to*. Certains préfèrent acquiescer la richesse par le mariage que par de bons placements. Les cours du Network enseignent les deux méthodes. La promotion sociale, c'est perdre son accent new-yorkais, parler correctement l'anglais, entamer une conversation adroitement, distinguer un grand bourgeois d'un bon vin des Christian Brothers, servir une bonne bouillabaisse ; c'est aussi servir une entrée à la fois exotique et banale (pour masquer l'ignorance du budget) qu'on a fait cuire dans une seule casserole (pour compenser le manque de service), et c'est faire soi-même des tricotés qui pourraient passer pour les créations inaccessibles de Sonia Rykiel.

Il est possible qu'en possédant la qualité de *charisma* on évite tous ces efforts. Mais le *charisma*, qu'est-ce que c'est ? C'est se convaincre qu'on peut apprendre et devenir bon élève. Savoir masser son partenaire est une étape sur la route du bien-être, mais le Network présente le royaume du bonheur sexuel. « Le sexe au bureau », autrement dit l'échelle horizontale, c'est le jeu de la politique sexuelle. C'est aux femmes d'apprendre « comment y gagner ».

Pour aller loin, mieux vaut choisir une carrière qui s'enfonce dans l'avenir. L'information, bien sûr ; la télévision par câble, mieux encore. Mais, à New-York, on est à l'heure des mines ; ne négligez pas l'efficacité de « *How-to* ». On apprend à Network, par les membres d'une troupe fort applaudie, « le côté psychologique de l'art » aux dépens du « style cirque ».



Laboratoires OSIRIS
SPECIALISTES DES LENTILLES
Les lunettes pour vous avec
avec Bosch & Lomo, N° 1 mondial
Réputés pour vos lentilles la plus haute
qualité technique et votre service.

PROMOTION 645F
(présenter ce bon) Examen complet
Sur rendez-vous.

LYON 7° 4 rue du Bal Sarrail - 69112
PARIS 21 2 avenue de l'Industrie - 75019
PARIS 10 20 avenue de la République - 75010

PANORAMA

Sexe de bronze

L'hebdomadaire italien Panorama évoque une étrange métamorphose des magnifiques statues de bronze attribuées à Phidias et répandues à l'usage de la petite ville de Rho. « Les guerriers de Rho frappent encore. Cette fois, ils sortent des caisses dans lesquelles ils sont emballés et se défilent dans les salles d'un château où vivent une femme vampire, Sukia, et son jeune valet de chambre, Gary, deux amoureux. L'un des guerriers de bronze, celui qui porte un casque, se précipite sur la vampire et la possède tandis que l'autre, un peu gay,

sodomise Gary qui l'explore : « Fais-tu bien comme on jouissait dans la Grèce antique ». Bien entendu, il s'agit d'une bande dessinée, l'un de ces « fumetti » pornographiques qui fleurissent dans la péninsule et qui parviennent tous les quinze jours. L'éditeur diffuse des titres proprement incroyables, comme Panorama : Zora, qui est une autre vampire, Cimiteria (cadavre vivant d'une Anglaise qui tue ses partenaires avec ses troyens sexuels), Betty et Gary (une prostituée californienne et un macho professeur de gymnastique).

JOURNAL DE GENÈVE

Plus de gouttières percées

La cauchemarde des propriétaires de résidences secondaires, les gouttières percées qui causent tant de dommages, appartient-elle au passé ? Oui, à en croire le Journal de Genève qui annonce qu'un « programme de matériels d'écoulement des eaux de toiture, qui en quelques années, a conduit l'ensemble du marché suisse, vient d'être lancé simultanément en Suisse et en Autriche. (...) Ces éléments sont fabriqués en tôle d'aluminium comprimé, en plus de la galvanisation habituelle, une couche extérieure de matière synthétique, ce qui les rend totalement imputrescibles. Le programme inclut des éléments de chéneaux demi-ronds et rectangulaires, des tuyaux de descente, des chasses-eau, profils et autres composants, permettant de réaliser l'ensemble des éléments d'un toit en utilisant des éléments modulaires que l'on peut aisément tenir en

stock sans risques de détérioration. » Au terme d'essais pratiques, il a été constaté que les chéneaux admettent une charge d'au moins 250 kilos par mètre courant, ce qui est considérable. Ainsi, l'effet de déformation dû par exemple à la neige et aux glaces, ou provoqué par les pas du coureur, n'aboutit pas à un dommage au chéneau.

« Les produits préfabriqués Plastisol s'assemblent sans difficulté. Ils joignent en un seul choc incorporés dans les éléments de jonction suppriment l'emploi de colles, de mastic ou de pâtes à jointoyer. De par leur simplicité, ils s'adressent également au marché « faites-le-vous-même ».

« Les éléments sont livrés en plusieurs teintes et, sur commande, avec un revêtement

REUTER

Une curieuse façon de choisir

La société sado-masochiste dannoise, dont le sigle S.M.I.L. signifie « soufre » en danois, organise sa première exposition à Copenhague, rapporte l'agence Reuter. Elle présente pendant la première moitié du mois de novembre divers instruments de torture, dont des chéneaux de toutes tailles et un gilet, plus les traditionnels vêtements de cuir et magazines spécialisés. Le président

de la société a déclaré que le but de l'exposition était de démystifier le sado-masochisme : « Ce n'est pas une maladie comme les psychiâtres ont essayé de le faire croire, a-t-il dit. C'est une forme de passion qui repose sur la liberté de choix. Le sado-masochisme n'a rien à voir avec la destruction d'autrui. » La S.M.I.L. compte deux cents membres.

MLADA FRONTA

Un problème éternel

Un embouteillage à été provoqué récemment dans les rues de la capitale tchécoslovaque par... un vol d'essayeuses, rapporta Mlada Fronta, le quotidien pragois, organe des Jeunesses socialistes : « Un pick-up a arraché les balais d'essayeuses d'une voiture qui attendait à un feu rouge et a pris la fuite ; le conducteur de la voiture est parti à sa poursuite, laissant son véhicule au milieu de la rue et provoquant ainsi un embouteillage de plu-

sieurs minutes dans le quartier de la gare. » Le journal ne précise pas si le vol a entraîné le vol ; mais il déplore la pénurie de balais d'essayeuses, qui est telle que beaucoup de conducteurs ne les laissent jamais en place et se contentent de les poser quand il se met à pleuvoir. C'est cela sans doute les petits détails qui gênent la vie. Était-ce dans un pays qui est un producteur d'automobiles depuis fort longtemps.

THE TIMES

Avez-vous pensé à assurer votre chat ?

Les Anglais, on le sait, aiment bien les animaux. Et une compagnie d'assurances est sûre d'avoir trouvé là un bon filon. Selon le quotidien londonien The Times, elle vient de lancer une police d'assurance afin de tenter de convaincre le client des deux millions de propriétaires d'animaux domestiques. Pour une prime annuelle variant de 15 à 30 livres, votre chat ou votre chien, quel qu'il soit, sera assuré pour une somme allant de 50 à 150 livres. Ce qui permet de payer les consultations du vétérinaire (jusqu'à 100 livres par maladie) avec toutefois une franchise de 5 livres. L'assurance comporte aussi une prime en cas de décès de l'animal.

mal avant l'âge de dix ans ou des suites d'un accident. Contrairement aux autres animaux, les animaux ne devraient pas passer une visite médicale préalable (...). On ne sait si la police prévoit des réductions pour des assurances groupées de plusieurs animaux (...).

« L'assurance peut couvrir des chevaux (d'une valeur ne dépassant pas 1 000 livres) moyennant des primes allant de 10 à 25 livres. L'assurance décès joue si l'animal est tué pour des raisons humanitaires, ou meurt des suites d'une maladie, d'un empoisonnement ou d'un accident. La police couvre aussi les pertes dues au vol. »



millerand

ITALIE

Une radiographie du Sud après le tremblement de terre

La terre a tremblé dans le Sud italien il y a un an. Deux livres montrent ce que le choc a mis au jour.

CLAUDE AMBROISE

Le 23 novembre 1980, la terre tremble de Naples à la Lucanie, des maisons s'écroulent. Les secours s'organisent mal et des gens restent sous les débris. Des émeutes reviennent au pays porteur de la catastrophe naturelle : cet homme, par exemple, pétrifié, qui a cherché désespérément, pendant des jours, le cadavre de sa femme pour lui donner une sépulture. « Je suis comme fou, vous ne devez pas me parler, car je ne peux pas vous écouter. » Une pareille douleur est irréparable. Aucun discours, aucune idéologie ne peut oser le reprendre à son compte, le redire dans un langage qui tenterait de le justifier. Mais à côté de la contingence malade du malheur, le témoignage de la jeune valseuse réveille cette infiniment dimension de la conscience italienne qu'est le Sud. Il n'y a pas d'Italie sans conscience du Sud, ou, ce qui revient au même, sans refus de prendre conscience de cette présence.

Un phénomène socio-historique

Par-delà les intentions mêmes de Russo et Stajano, d'abord sociaux de « couvrir » l'événement, ce reportage — et pas seulement son épilogue — montre que le tremblement de terre du début de l'hiver dernier n'a pas été un phénomène naturel. Scientifiquement, on s'est à peine excité sur la théorie des plaques, et pet-

sonne ne semble s'être risqué à une interprétation théologique... Le débat a été politique. Les faiblesses de la croûte terrestre ont redonné vigueur, pour un instant, à la « question méridionale ». Le phénomène naturel est devenu socio-historique. Non plus le tremblement de terre, mais le Sud, avec ses ingrédients classiques : racisme, rétrograde, interpellations historiques faussées, diagnostics et remèdes des experts.

La représentation qu'on se fait habituellement du Sud italien se nourrit de littérature (Carlucci, Levi, Sciascia, Consolanti...), de cinéma (Visconti, Rosi...), de souvenirs de vacances. Cette étudiante en lettres qui parcourt les zones sinistrées, quelques jours après le tremblement de terre, avec un groupe de camarades de la bonne société du Nord (ces sept jeunes Milanais sont remarquablement organisés, ils ont réuni 14 millions de lire, acheté deux roulettes, du matériel de secours, se sont fait indiquer un camp où opèrent des gens sérieux) possède évidemment ce même bagage culturel. Mais l'impact de la réalité est trop fort pour que la littérature fonctionne comme une médiation consciente. La révélation du Sud est brutale : sens de la mort que nous ne connaissons pas et qui, pour l'homme de la-bas, fait partie de l'existence même, réajustement fondé sur la douleur que nous refusons. Il y a aussi le sous-développement : la jeune Milanaise avoue : « Pour la première fois dans ma vie, j'étais bouleversée par cette rencontre avec des hommes et des femmes vivant dans des maisons qu'on ne peut pas appeler des maisons, par cette découverte que pour des gens qui ont une dignité hu-

main profonde il peut ne pas y avoir d'existence décente. »

La découverte du Sud agit souvent comme un bonnetier : ces jeunes gens pleins de bonnes intentions prennent conscience de leur incapacité, du moins dans un premier temps, à établir un rapport d'égalité avec des hommes et les femmes qu'ils sont allés secourir. « Ça vous emmalerait de parler italien, on n'est pas chez les Arabes, rappelez-vous qu'on est en Italie », on arrive à dire un volonteux à une femme qui s'exprime en dialecte.

Confusément, le Sud engendre un sens de culpabilité : chez le méridional comme chez l'homme du Nord, chez l'Italien qui se sent européen. L'émotion revenue à Milan conclut : « Tant qu'existeront les inégalités que j'ai pu voir, je n'ai aucun droit à leur tenir rigueur, et même dans les pays de l'Europe, il y a une chose au moins que j'ai bien comprise. Voilà, j'ai pensé, les gens qui payent ma vie. »

Le masque de l'Etat

Parce qu'ils avaient déjà enquis sur le Sud, travaillé sur son histoire, Russo et Stajano ont eu cette intuition juste qu'à travers le tremblement de terre venait à se réaliser une extraordinaire radiographie du Sud. Les vingt-cinq premières pages, écrites par Russo, ont ce titre exemplaire : *Il volto dello Stato* (le visage de l'Etat). C'est un masque double : une moitié manquante (incapacité à expurger les erreurs) et une moitié grimaçant d'autorité (la proposition irréaliste de « déplacer » les populations loin de leurs terres, de les faire aller dans les hôtels de la côte). Si le tremblement de terre montre que, en outre une fois, l'Etat est une structure chaotique, il est également à nu ce qu'est l'exercice réel du pouvoir : lutte parfois désordonnée dans des clans chez les notables, clientélisme, rapport ambigu des politiques avec le monde de la criminalité organisée.

Avec le tremblement de terre, c'est toute une société, une économie assise qui se montrent au grand jour. La spéculation sur les terrains et la construction ont représenté l'essentiel de l'activité économique dans le Sud pendant ces vingt-cinq dernières années. Le tremblement de terre, ce sont des bâtiments qui s'écroulent et qui font apparaître que la corruption et l'incurie ont conduit à négliger les normes antisismiques, à bâtir d'importants et d'importants comment. Il y a aussi les gens à la rue, au sud de l'hiver : des pauvres gens. C'est pourquoi les petits bourgeois propriétaires des résidences secondaires

construites en violation des règlements sur la protection du paysage manifestent avec une rage hystérique pour éviter les réquisitions. Impossibles aussi d'empêcher que les exilés de tout genre et les profiteurs de toutes espèces ne cherchent à usurper les avantages déniés aux sinistrés.

Russo et Stajano, bien qu'ils fussent arrivés aux différences de comportement et de culture, à l'autre, qu'ils montrent que Naples n'est pas dans la même situation qu'Avellino, etc., font surgir les scènes du Sud aussi vivantes que l'Italie elle-même. A cette perception globale, on peut opposer les recherches récentes de la microscopie (2) qui, prudemment, refusent les généralisations, table sur les enquêtes géographiques circonscrites et n'ont pour une hypothèse de travail tendant à la mise en évidence de typologies locales. En fait, cette approche rationnelle, par contraste, souligne mieux encore la présence du Sud comme totalité au niveau du plus individuel et collectif : mythe et réalité indissociables, toujours prêts à exploser de toutes les forces d'une extraordinaire tension.

(1) Tarantolo, Gennaro, 1981. — Giovanni Russo a converti l'ouvrage pour le *Corriere della sera* de Milan. Corrado Stajano pour le *Messaggero* de Rome. Le livre est une collaboration des auteurs parus à l'édition de la revue *l'Espresso* (2) Cf. en particulier, deux ouvrages en provenance de la jeune université de Calabre : *Metà, comunità e l'eterno nella Calabria tradizionale* de Pino Arlacchi (Milan, Bompiani 1980), qui traite de trois microsociétés d'après les grands bouleversements de l'après-guerre (arrivées de Calabres), et *La Calabria e il suo sviluppo* dans le Sud ; *Parole e atti del convegno di Formosa (Pelle)* (Einaudi, Turin 1981) qui met en évidence les manipulations que subit l'ethnologie familiale traditionnelle dans un bourg de Calabre à la suite des mutations de ces dernières années (émigration, société de consommation).

xi

CLEFS

HISTOIRE

Athènes et ses Barbares

Le Barbare, pour Athènes, c'était l'Autre : celui qui avait une autre langue et d'autres cultes. Mais c'était aussi un concept commode qui permettait de désigner les adversaires politiques du moment.

YVON THÉBERT

! U'EST-CE qu'un Barbare ? Ce problème de l'étranger est abordé par toutes les sociétés, et la solution qui y est apportée est une définition de l'autre, mais aussi de soi-même. Les Grecs ne sont pas le seul peuple de l'Antiquité à avoir donné une réponse qui les place au centre du monde et rejette les autres populations dans des périphéries géographiques et culturelles : mais nous disposons, en ce cas, d'une riche documentation écrite, qui fait le plus souvent défaut ailleurs. Riche par son abondance et par sa qualité, les auteurs grecs ne se contentent pas d'enregistrer l'existence d'autrui, mais raisonnent sur ces différences. Ainsi s'est formée une réflexion touchant aux concepts de Barbare, de Grec, de panhellénisme, qui occupent une place de choix dans l'histoire de la pensée grecque.

Certes, de la puissante Athènes du V^e siècle aux cités grecques du IV^e siècle, affaiblies et confrontées à l'influx des macédoniens, le contexte se modifie profondément, et de l'historien Hérodote au rhéteur Isocrate, l'attitude des penseurs varie beaucoup, mais ces variations mêmes apparaissent comme une preuve de richesse. Ainsi subsiste l'idée selon laquelle cette réflexion est essentiellement autonome : située à la charnière de l'histoire, de la philosophie, de l'ethnographie, de la géographie, de la théorie politique, elle est placée sur le même plan que ces autres activités intellectuelles.

La réalité nous semble tout autre : si nous restituons la chronologie de l'évolution de la doctrine, et si nous prions attention à la géographie politique que forge cette réflexion sur le Barbare et le panhellénisme, il apparaît que le contenu de ces concepts est, en fait, le produit direct du politique, plus précisément, il est étroitement soumis aux visées d'Athènes qui, aux V^e et IV^e siècles, occupe une place centrale que renforce son rôle de principal foyer intellectuel de la Grèce.

Des partenaires

Au V^e siècle, le sentiment qu'ont les Grecs d'appartenir à une communauté fondée sur une langue, des traditions et des cultes communs, est ancien. Cette notion s'oppose à celle de *barbaros*, et cette opposition repose sur un contenu culturel : le Barbare, c'est celui qui ne parle pas le grec et qui, plus généralement, n'appartient pas à la civilisation grecque. La conception que le Grec a de son originalité reste ainsi superficielle et n'intervient nullement des contacts directs avec l'extérieur.

Cette interpénétration des deux mondes se manifeste clairement lors des événements du début du V^e siècle. Nous ne constatons aucune coupure fon-

damentale, mais, au contraire, une intégration dans le jeu politique des cités grecques de ceux qui, étant donné leur puissance, vont incarner par excellence l'étranger, le Barbare : les Perses. Lors de la révolte de l'ionie, lorsque les Grecs d'Asie se joignent vers les côtes occidentales d'Europe pour trouver un appui contre la menace achéménide, ils se heurtent à un désintérêt quasi général, indifférence surprenante dans l'optique d'une lutte contre un mortel ennemi extérieur, mais bien compréhensible si nous concevons qu'il s'agit d'un problème politique parmi d'autres, où l'on pèse le pour et le contre.

Les guerres médiques s'inscrivent dans le même contexte : ce n'est pas la lutte de la Grèce et de l'Asie, mais une subtil jeu politico-militaire entre des partenaires de longue date. La seule différence est que ce jeu est de grande importance pour la Grèce, secondaire pour les Achéménides. Aussi ne devons-nous pas être surpris de découvrir, derrière les images d'Épinal, que c'est Hippias, l'ancien tyran d'Athènes, qui incite l'armée perse à pousser une pointe vers Athènes, que nombreux sont les cités grecques qui se tiennent à l'écart ou penchent vers le Persa, quoiqu'elles ne l'appellent pas, que si les Platéens sont fidèlement aux côtés d'Athènes lors des deux guerres médiques, c'est surtout parce qu'ils ont besoin de cette dernière pour contrebalancer les prétentions thébaines. Dans tous les événements que nous saisissons avec minimum de clarté, la crainte du Barbare n'entre pour rien : on s'allie ou on s'oppose aux Perses, comme on s'allie ou on s'oppose à d'autres cités grecques.

Falsification

C'est après ces grands événements du début du siècle que se produit une élaboration idéologique qui vise à reconstruire le passé et à le mettre au service des besoins politiques d'Athènes. Cette réflexion est, dans une large mesure, le fait de penseurs athéniens, la vision des dirigeants athéniens : la convergence est frappante : la nouvelle réalité athénienne et la nouvelle idéologie se répondent point par point.

C'est alors que sont jetées, de façon complémentaire, les bases idéologiques du panhellénisme et d'une nouvelle conception du monde correspondant très exactement à la vision des dirigeants athéniens. La convergence est frappante : la nouvelle réalité athénienne et la nouvelle idéologie se répondent point par point.

La première opération consiste à glorifier Athènes en redéfinissant le sens des événements encore récents. Les guerres médiques sont transformées en un conflit Grèce-Asie, considéré comme un épisode particulièrement saillant d'une lutte éternelle où Athènes joue un rôle central. L'efficacité du message est assurée par le recours au mythe : à savoir la mise en parallèle des combats récents et de ceux de Thésée contre les Amazones,

prototypes des envahisseurs asiatiques venus jusqu'à la cité pour leur reine enlevée par le héros athénien. Ce thème connaît une large diffusion, et tous les supports sont utilisés. Les textes développent l'association d'idées et l'enrichissement de la référence : à la guerre de Troie, comme chez Sophocle qui identifie volontiers Perses et Troyens. Mais la propagande utilise aussi l'image : sur les vases athéniens, les représentations de Perses se multiplient, mais surtout les artisans mêlent aux traits réalistes des éléments mythiques, tels des détails de vêtements ou d'armes appartenant au répertoire traditionnellement utilisé pour figurer les Amazones. Au cœur de la cité, on retrouve, sur le décor sculpté du Parthénon, des scènes de la guerre de Troie, et, surtout, sur les métopes de la face occidentale, des épisodes de la lutte de Thésée contre les Amazones. Les allusions étaient claires pour les contemporains : la tradition antique voyait dans les personnages de Thésée et de Dédaïlos, sculptés par Phidias sur le bouclier d'Athènes, des portraits de Périclès et de Phidias.

Propagande redoublément efficace : l'image de cette grande coupure Grèce-Barbares - qui n'a jamais existé dans les faits - s'impose encore à de nombreux historiens contemporains. Il suffit, pour s'en convaincre, de mesurer la place que tient, chez ces derniers, la conception d'un monde grec assiégé par la Barbarie, dont la menace aurait culminé en 480 lorsque la grande offensive fut hâchée simultanément à Salamine, qui vit la défaite des Perses, et à Himère, en Sicile, qui vit celle des Carthaginois.

Cette falsification du passé immédiat s'accompagne d'une seconde opération : la redéfinition du Barbare. Cette notion est devenue considérablement enrichie, la différenciation culturelle se doublait d'une opposition absolue des idéaux politiques. La coupure due à l'éternel conflit qui s'ancre dans le mythe est approfondie par une autre politique opposant le monde des cités - lieu de liberté où peuvent s'épanouir les capacités humaines - et un monde, qu'incarne par excellence la Perse, où une monarchie théocratique engendre un esclavage généralisé. Ce raisonnement constitue un des axes principaux de l'œuvre d'Hérodote, mais les échos en sont nombreux, en particulier au théâtre où Eschyle oppose, «... accourant de l'Asie entière... le peuple à la courte épée, docile aux mandements terribles du roi » et les Grecs qui «... ne sont esclaves ni sujets de personne » (*les Perses*, v. 56 et 242). Nous en trouvons des prolongements pendant tout le IV^e siècle, par exemple chez Platon. Hippocrate, dans son traité « *sur les aïres, les eaux, les sites* », confirme cette spécificité de l'Asie et de la Grèce, fondée sur l'organisation politique, en évoquant les éléments naturels (climat, nature du sol et des eaux) qui fondent l'originalité réciproque des peuples d'Europe et d'Asie.

Cette analyse permet d'attribuer aux Barbares - et en particulier aux souverains achéménides - la responsabilité des guerres. En effet, la royauté est le domaine de la mesure et elle donne naissance à un ensemble d'actes qui sont autant de transgressions des règles : déviations sexuelles, viol de la stature (Xerxès faisait foetter les flots), folie guerrière (des souverains asiatiques voulant conquérir l'Europe).

Spartie et les Perses

Nous nous trouvons ainsi en présence d'une construction idéologique apparemment cohérente - car elle mêle réflexion sérieuse, falsification et affirmations aventurées ou moralisantes - mais, en fait, très cohérente si nous admettons l'idée que sa logique est externe. C'est-à-dire si

nous démasquons la coïncidence entre ce schéma idéologique et la politique athénienne.

Une première articulation entre ces deux termes concerne l'aspect le plus intéressant de cette nouvelle vision de la coupure Grèce-Barbares : l'opposition politique. On est frappé par le rapport étroit entre cette analyse et le fait qu'Athènes constitue, à cette époque - à la fois par la puissance de la cité et l'établissement de son système politique - le principal foyer démocratique. L'établissement de ce premier lien ne suffit pas cependant à



rendre compte de la totalité du problème.

La preuve que cette coïncidence ne doit rien au hasard est apportée par la géographie politique qui découle de la coupure idéologique ainsi élaborée au V^e siècle. En effet, non seulement l'assimilation systématique de la tyrannie et de la royauté barbare permet de mettre en doute le caractère authentiquement grec des luttes qui divisent la péninsule : la nouvelle idéologie place Athènes au cœur du monde authentiquement grec et en rejette ses adversaires politiques.

La coïncidence va encore plus loin : la façon même dont on reconnaît la spécificité de l'Asie - qui est certes un monde antinomique du monde grec, mais à qui on accorde un domaine - est en rapport très étroit avec la nature de la politique impériale d'Athènes. La coupure entre Grecs et Barbares valorise Athènes, rempart contre l'agression, mais elle reconnaît l'originalité de l'Asie et le caractère naturel de son organisation. Cette reconnaissance fonde ainsi l'attitude ouverte, curieuse, dénuée de mépris, qui caractérise tant l'Eu-

thème durable. Nous le retrouvons, au siècle suivant, avec une particulière violence chez Isocrate (*Or. XII*, 117 sq.), qui place sans détour la cité spartiate hors de la sphère grecque, associe son nom à celui d'esclavage, la considère comme une source de guerre et stigmatise son inculture.

La coupure entre Grecs et Barbares est ainsi clairement le fruit des luttes qui divisent la péninsule : la nouvelle idéologie place Athènes au cœur du monde authentiquement grec et en rejette ses adversaires politiques.

La coïncidence va encore plus loin : la façon même dont on reconnaît la spécificité de l'Asie - qui est certes un monde antinomique du monde grec, mais à qui on accorde un domaine - est en rapport très étroit avec la nature de la politique impériale d'Athènes. La coupure entre Grecs et Barbares valorise Athènes, rempart contre l'agression, mais elle reconnaît l'originalité de l'Asie et le caractère naturel de son organisation. Cette reconnaissance fonde ainsi l'attitude ouverte, curieuse, dénuée de mépris, qui caractérise tant l'Eu-

rope d'Hérodote que les Perses d'Eschyle. Or cette attitude, dont les retombées sont si heureuses pour la qualité de la pensée grecque, recoupe parfaitement la conception de l'impérialisme athénien. L'hégémonie de la ville ne s'exerce en effet que sur d'autres Grecs. Contre sur la mer Egée, l'Empire ne dispute à la royauté achéménide que la frange côtière occidentale de l'Asie mineure, hellénisée depuis longtemps. L'image d'un Barbare déraisonnable contre lequel Athènes est une protection - mais auquel on reconnaît comme légitime la possession d'une Asie spécifiquement non européenne - correspond aux besoins impérialistes de la cité : la frontière idéologique entre les deux mondes épouse les contours de l'Empire.

Conquête de l'Asie

Les mutations du IV^e siècle confirment cette soumission au politique des grandes orientations de la pensée grecque confrontée au problème du Barbare. La pro-

[illegible]

هكذا من الأصل

SCIENCE

Les taupes monomaniques

PAUL CARO

LIBERT EINSTEIN prétend quelque part que pour réussir dans la science, pour véritablement aborder des découvertes, pour arriver à des résultats il faut être une « taupe monomaniacque ». En effet, l'expérience prouve que le chercheur, souvent, sinon presque toujours, ne résout ses problèmes que s'il est dans un état d'immersion dans le sujet qui confine à l'obsession. Cette condition psychologique n'est pas suffisante, mais elle est nécessaire. La sagesse populaire y associe l'image du Tournesol distrait. Plus directement, le corps professionnel y reconnaît ses « polars ». C'est que la science n'est pas un métier facile, la pression psychologique est immense ; il faut se froter la cervelle à des conceptions abstraites, arracher un sens à l'expérience, interpréter, observer, imaginer, surmonter. La gymnastique des neurones est éreintante, ça ne s'arrête pas dans le boulot, que dans le métro, que dans le lit.

L'activité des taupes est d'autant plus nécessaire à la recherche de nos jours que tout se complique, que l'information croît vite, qu'il faut sans cesse digérer du neuf, apprendre, se garder la cervelle. Du coup, les taupes n'ont plus guère le temps d'échapper à leurs tunnels, et c'est la raison pour laquelle enseignement et recherche deviennent, chaque jour un peu plus, des métiers différents, divergents à la limite, incompatibles.

Bien sûr, tous les chercheurs ne sont pas des taupes. Certains

échappent à cet état par la nature de leurs fonctions, car de nombreux travaux scientifiques ne se distinguent pas des pratiques du monde industriel et n'impliquent pas, en principe, de contraintes mentales spéciales. Quelques chercheurs ont expérimenté les vies du tapisme, mais ne les ont pas beaucoup aimées ; d'autres, par la force de la nécessité, ou par celle du hasard, ne les pratiquent plus, et plusieurs de ceux-ci se tiennent sur un pôle ou syndical ou politique ou mandarin de la collectivité scientifique.

Agressives

Les taupes se laissent, plus ou moins facilement, engager en petits groupes si leurs activités sont complémentaires ou si elles s'estiment. Autour de ces groupes se constituent les cellules de base de la recherche. L'étude de l'histoire des sciences et l'observation des mœurs contemporaines montrent que les taupes ont en commun un certain nombre de facteurs psychologiques. D'abord, ce sont des êtres inquiets : dans leurs tunnels, ils ne sont jamais assurés de leur vérité, car celle-ci n'est pas encore garantie par l'acquiescement du plus grand nombre. En effet, les taupes ont peu d'interlocuteurs : de par le vaste monde, quelquefois, pour un tunnel, trois ou quatre. De là, pour elles, l'importance critique des échanges internationaux. Les taupes sont agressives, car elles doivent souvent démolir ce qui existe, ou la concurrence, pour établir leur vérité, leur vision propre. Pour cela, il faut mener des batailles épuisantes : contre les collègues ou

contre les examinateurs qui contrôlent la publication des articles ; il faut résister, résister, résister.

Les taupes sont fréquemment des complexes d'infériorité, car elles sont très susceptibles et très sensibles à la reconnaissance qu'on leur accorde soit symboliquement, soit matériellement. De ce fait, elles ont tendance à jalouser les collègues fermement ancrés sur le môle syndicalopolitico-mandarin de la profession, auxquelles elles reprochent quelquefois d'encasser à leurs dépens des rentes de position.

Les taupes, passionnées, bornées, égoïstes, agressives, susceptibles, hargneuses, ne paraissent pas très sympathiques, pourtant elles rapportent de leur difficile voyage mental parmi les abstractions, les éclats de lumière qui permettent de bûcher des modèles de rétroaction, de l'humanité manipulée à son profit les forces de la nature.

Si un pays veut promouvoir sa recherche, il est indispensable qu'il prenne des mesures pour développer et protéger sa population de taupes.

Paul Feyerabend fait remarquer fréquemment qu'il y a une loi des candidats à la fonction, pour peu qu'on les traite bien et qu'on les écoute un peu, même si la société les confine dans la classe des esclaves. La taupe est en effet un produit naturel dans l'espèce humaine. Cependant, pour que la taupe soit efficace et produise des résultats exploitables, il faut remplir un minimum de conditions, toutes nécessaires, sinon son goût pervers pour les arcanes de l'imaginaire se dissipent en rêveries fumeuses ou en impuissances frustrées. La première de ces conditions est que la taupe soit lâchée au bord de l'inconnu, leste d'un bagage de connaissances suffisant. Cela pose la délicate question de la qualité du haut enseignement universitaire. La deuxième condition est que la taupe dispose de instruments adéquats pour alimenter sa dérive et exercer son imagination. Cela pose la question de l'équipement des laboratoires et de leur dotation en moyens financiers.

La troisième condition est que le système propose à la taupe des récompenses satisfaisantes en fonction de ses mérites, c'est-à-dire lui assure individuellement des formes convenables de reconnaissance. Le problème principal n'est pas pécuniaire, il est moral. Il est facile de constater que les périodes où les pays pour lesquels la recherche marche fort s'accroissent d'un contexte où l'activité de la taupe est estimée et haut placée dans l'échelle des valeurs morales. C'est par exemple la glorification et la récompense du travail dans la société puritaine anglo-saxonne, les Lumières à la fin du dix-huitième siècle, l'idéal progressiste de la France républicaine autour du début de ce siècle.

Le dévouement de la science est donc en partie lié à la société et à l'idéologie qu'elle véhicule. C'est un lien organique qui commande la recherche ou la stérilise des taupes.

On se prépare à réunir un grand colloque sur la science et la technologie. Sa préparation va bon train, mais comme c'est naturel, les taupes y participent peu, laissant le devant de la scène aux spécialistes du secteur syndicalopolitico-mandarin. Toutes tendances confondues. Ce colloque pourrait être l'occasion de s'interroger sur les facteurs psychologiques individuels qui font « rouler » les scientifiques. Malheureusement, on manque de données sociologiques. On ne dispose pas, par exemple, de statistiques sur l'origine sociale des chercheurs. Pourtant celles qui portent sur les hauts fonctionnaires, entre autres, sont édifiantes.

Il semblerait de lâcher sur les tribus professionnelles de la recherche les ethnologues qui ont fait merveille pour découvrir les racines profondes de quelques aspects du paysage humain français — comme dans ce village de Bourgogne nommé Minot. Sinon un risque, on ne s'en prendrait qu'à l'école, aux classes de pépinière par de fausses manœuvres et des blocages maladroits, le bénéfice d'une coûteuse réorganisation structurelle des universités dépend en définitive de son impact réel sur le « matériel humain ».

banc, c'est avant tout le « les bancs » de l'école. Être sur les bancs, quitter les bancs, reprendre les bancs, c'est être à l'école, quitter l'école, etc. Ce qui paraissent ignorer les auteurs du dictionnaire, de même qu'ils ignorent l'école, la petite somme payée au maître d'école, usage banal à-bas ; et ignorent les racines profondes que le franc d'Afrique est C.F.A., et celui de France, « métré » ; que le bassin est souvent une piscine ; qu'un frère, au sens occidental du mot, est le frère du frère-mère-mère-mère, pour le distinguer des frères-mère-père, etc., des cousins et des simples camarades.

Ne soyons pas trop sévères. On a vu pire, et plus scandaleux encore ! Et puis, c'est l'affaire des Africains de juger ce dictionnaire qui leur est destiné, et rien ne permet de dire qu'il n'est pas à leur convenance. Il est en tout cas, sous ces réserves, bien fait, agréable et facile à consulter. Et puis qu'il s'il fallait reconnaître que Kounta à Abidjan et Pierrot à Paris ne parlent pas tout à fait le même français, ni irions-nous !

Sur le thème commerciallement inépuisable des curiosités du français, voilà avec Trésors des expressions françaises un petit livre gentiment écrit et gentiment illustré.

Georges Perec, qui l'a préfacé, explique sans rire qu'il est « heureux de voir ici recensé (sic) deux cent cinquante expressions familières dont on prend plaisir la peine de nous raconter l'histoire ». Là ! Bon nombre de ces « expressions » ne sont en fait que des mots dont vingt dictionnaires ont déjà « raconté l'histoire ». Ainsi en est-il d'agapes, apocalypse, hochepaille, cagiche, capharistion, cantinaire, et cerbère, pour nous en tenir à l'ABC du métier.

Pour les expressions, on rature trois fois sur quatre à l'un des dictionnaires (récents) sur le sujet, en particulier celui de R. de Caillat en 1978. C'est le cas pour « Arriver comme les carabiniers », « Batre la chandelle », « Faire la grève » et toute une série.

Quant aux étymologies, elles sont par conséquent reprises

POESIE

Christian Prigent

Christian Prigent est né en 1945. A l'automne de la revue *XXT* depuis 1969, il dirige la collection de même nom chez Bourgois. Il a publié *L'Amant* (L'Esprit), *Power/Powder* et *Châtiment* chez Bourgois. Il a consacré une étude à Denis Roche, dans la collection « Poètes d'aujourd'hui » (Seghers).

Plage

un pan prusse qui surgit
faut encaisser.
Le fond du cube de mer :
bombe aux bords et enfilé dans le cadre.
Rien qu'on voie, mais toucher.

dehors/dedans
du mort mordu j'ai oublié
c'est une peinture qui dure c'est la mer
dans une bouteille et je la bois.
Je la bois et je vois
je ne vois pas :
cube prusse dans ciel bouché.
Pourtant je viens d'en haut.
Je viens de la dune et un violet,
éclaté et mort dans
bouscule, bouffe tout.
Puis je descends c'est comme monter,
l'entends avec le nez plus haute
la mer que moi et je descends
dehors comme dedans.
Le broc d'eau mèche, dru,
mouché,
c'est un faune il est couché
dans son poil chimique un sent
couché sur l'horizon qu'il en
châte
d'être mauve comme ça
mauvais.

Un gorgi ras ciel épouvanté d'en haut
émouant
verticement quand je regarde moi
d'en bas pourtant
je suis en haut

et moi je suis dehors,
cubé dedans, l'eau dans les os,
qui s'effleure en couleurs je touche.
Rien que du bleu, zéro,
un cube je passe dedans
il bouscule écoulé
forément d'en haut vers moi
suis clement vers l'anguant cegné
une couche qui est
ma bouche je ne sens rien.
Sa boue ébouillante sonne
soudain tout le fond et je
la surface suit c'est moi
le cube devant j'y suis
il descend et je monte.

Et voilà tout le fond prusse
il bouche le haut du cadre plus
de ciel et dedans toute l'eau
verte tout le fond et nous
les ailes les enfants
soufflent.

telles quelles aux devanciers. Pas
une coupe de recherche originale
dans ces ouvrages, et aucun
esprit critique : une compilation
propre.

Mais le tout est bien ficelé, se
lit sans déplaisir, et permet l'oc-
casion et à bon compte d'éblouir
des voisins de table peu exi-
gents. Et puis, il s'agit tout de
même bien de « trésors » de notre
langue que l'on redécouvre
toujours avec plaisir.

— Marcel Didier et Jean-Pierre
Makoumbe, *Mer 10 000 mots*
pour l'Afrique, le dictionnaire pour
l'école, 820 p., Editions Bards et Nou-
velles Editions Africaines.
— Sylvie Weil et Lucie Ranzani, *Tré-
sors des expressions françaises*, Pré-

face de G. Peres, Collection « Le
français retrouvé », Editions Belfin,
223 p., 40 F.

Rapports
— Bernadette de Carle, *Qui a dit
quoi ?*, origine courtoise des expres-
sions, des mots et des mots, Editions
Tallandier, 1978, 275 p.

— Claude Ducloux, *La Place à l'origine*,
Anthologie des expressions populaires
avec leur origine, Editions Stock, 1978,
387 p., 38 F.

— Michel Daniel, *Dictionnaire des ex-
pressions avec leurs origines*, Editions
Esprit, 1979, 248 p.

— Michel Lèze et Michel Barbier, *Dic-
tionnaire du gal jargon*, 4 500 expres-
sions traditionnelles et populaires, Edi-
tions Maspéro, 1980, 540 p.

— Maurice Rat, *Dictionnaire des locu-
tions françaises*, Editions Larousse,
448 p., 1971-1978, 448 p.

— Alain Ray et Sophie Chantreau, *Dic-
tionnaire des expressions et locutions
françaises*, Editions Robert Laffont, coll.
Les Usuels du Robert, 1979, 946 p.

LANGAGE

Dictionnaires

JACQUES CELLARD

LES dictionnaires dit « de
difficultés » se succèdent
et, par la force des choses,
se ressemblent. On en dis-
tinguera cependant deux
variétés : la première re-
cense les « difficultés » du
français et ne traite
qu'elles. La seconde ne
fait pas le dictionnaire ; elle
recense et orthographe.

C'est dans cette seconde que
se rangent les deux dictionnaires
de cette année. Le premier
(nouv.), un *Tout l'orthographe*
pratique d'André Junette, vaut
surtout par le nombre (50 000 !)
de mots dont sont données l'orthographe
et les hiérarchies. C'est peut-être beaucoup. Etait-il
indispensable de nous renseigner
sur le back beam, le back filler,
le backhoe loader, le backing
pump, le backloader et le back-
scattering, qui sont respectivement
un faisceau inverse, une chargeuse-
pelleteuse, une pompe auxiliaire,
une rétrochargeuse, et la rétro-
diffusion nucléaire ?

Bizarre, vous avez dit bi-
zarre ? Mais c'est un peu la règle
du genre que d'accumuler des mots
pour la seule orthographe,
parfois pour leur prononciation
(on dit basket-bol, mais on de-
vait dire hand-bal). Pour les dif-
ficultés elles-mêmes, l'auteur les
résume avec bon sens. Il cite « une
réduction maxima, des prix
maxima », mais préfère « une ré-
duction maximale, des rabais
maximaux ». De même pour
« minimum » : « un écart mini-
mal, des températures mini-
males ». L'usage n'a pas encore
décidé, et maintient bien un
écart minimum, des rabais
maximum. Qui vivra verra.

Beaucoup de tableaux (des
faux-fractions, des couleurs, des
facettes, etc.) ; un traité de l'ac-
cord des participes, des racines
grecques (mais pas de latines).
 Bref, une véritable encyclopédie
de poche de tout ce qui peut
s'écrire, et s'écrire sans faute.

Le *Dictionnaire du bon fran-
çais* de Jean Goulet, est moins
nouveau. Moins de mots (à vue
nez, 25 000 contre 50 000), ce
qui laisse à l'auteur la place de
remarques d'emploi et de
construction, qui sont toujours
claires et directement utilisables
pour la rédaction ou la correction.
Les « Dites, ne dites pas », nom-
breux, tiennent davantage compte
des recommandations de
l'Académie que de la réalité quo-
tidienne de la langue ; cela aussi
est dans la loi du genre.

Mais s'en-on jamais ? Peut-
être quelques scrupuleux
hésiteront-ils à dire, après avoir
consulté le *Dictionnaire du bon
français*, que leurs amis Dupont-
Pondut, un ménage « formidable »,
sont arrivés à Vazy-les-
Flints dans une voiture noire
« rustique », et qu'ils avaient
une chambre « face à la mer ».
Autant de fautes, certes. Mais y
a-t-il de quoi se laisser « embâi-
ler », au point d'en perdre la pa-
role... et pêcher de nouveau ?

La prononciation est indiquée
systématiquement. Les annexes
importantes constituent finale-

ment un excellent manuel de la
bonne rédaction courante. La ty-
pographie est bien adaptée, claire,
et l'ensemble est une réussite
pédagogique.

— André Junette, *Tout l'orthographe*
pratique, *Dictionnaire du bon fran-
çais*, 764 p., Editions Na-
talia.

— Jean Goulet, *Dictionnaire du bon
français*, 596 p., Editions Belfin.

Rapports
— Jean-Paul Colin, *Dictionnaire des
difficultés du français*, 571 p., Editions
R. Laffont, collection Les Usuels du
Robert, 1978.

— Adeline V. Thomas, *Dictionnaire
des difficultés de la langue française*,
435 p., Editions Larousse, 1956-1979.

Le babab et le sapin

Mer 10 000 mots — Afrique
est une version adaptée du petit
10 000 mots de Marcel Didier,
aujourd'hui classique en France.
En théorie, pas de problème : on
écrit un million de mots trop oc-
cidentaux (le métré, le sapin, la
beterave, le maréchal-ferrant)
et on les remplace par autant de
mots désignant des réalités ou
des concepts africains.

Hélas ! Les auteurs de ce dic-
tionnaire n'ont guère mieux ré-
sisté que leurs prédécesseurs
(c'est le troisième du genre) au
vertige de « Nos ancêtres les
Gaulois ». Car le sapin est bien
là, pas loin du saumon, et le mé-
tré, et quelques joyeusetés de cet
ordre ; tel le « valet de cham-
bre » dont nul ne doute qu'il
s'agit d'une notion familière aux
petits Africains.

Ceux-ci, et leurs grands frères,
n'ont pas pu résister à l'indiffé-
rence « bête », bête-cochin,
biche-mine, biche de paille, diffé-
rentes variétés d'antilles ou de
coba. Eh bien, ces biches sont
dérivées du dictionnaire, « un nom
domestique à tort, chez nous, à cer-
tains animaux de la famille du
cerf ». Et il y a l'ajout de « co-
bra » la variété de naja que tous
les pays d'Afrique qui le connais-
sent nomment « crabeur » ou
« serpent-crabe ».

Trop donc, beaucoup trop
d'exemples de ce qu'il faut bien
appeler le colonialisme linguisti-
que. Et, parallèlement, trop d'ab-
sence. Pour un petit Africain, le

CONTE FROID

La civilisation

Cette entreprise enfermerait
dans ses couloirs un ordina-
teur central d'une telle com-
plexité qu'on avait dû lui ad-
joindre un psychanalyste.

JACQUES STERNBERG



PAR ROLAND JACCARD

هكذا من الأصل